

AGORA

REVUE LIBERTAIRE / N° 22-23 / ÉTÉ 1984 / 30 F.



contient numéro spécial u.r.s.s.

CE FROID QUI VIENT DE L'EST

rencontre anarchiste internationale

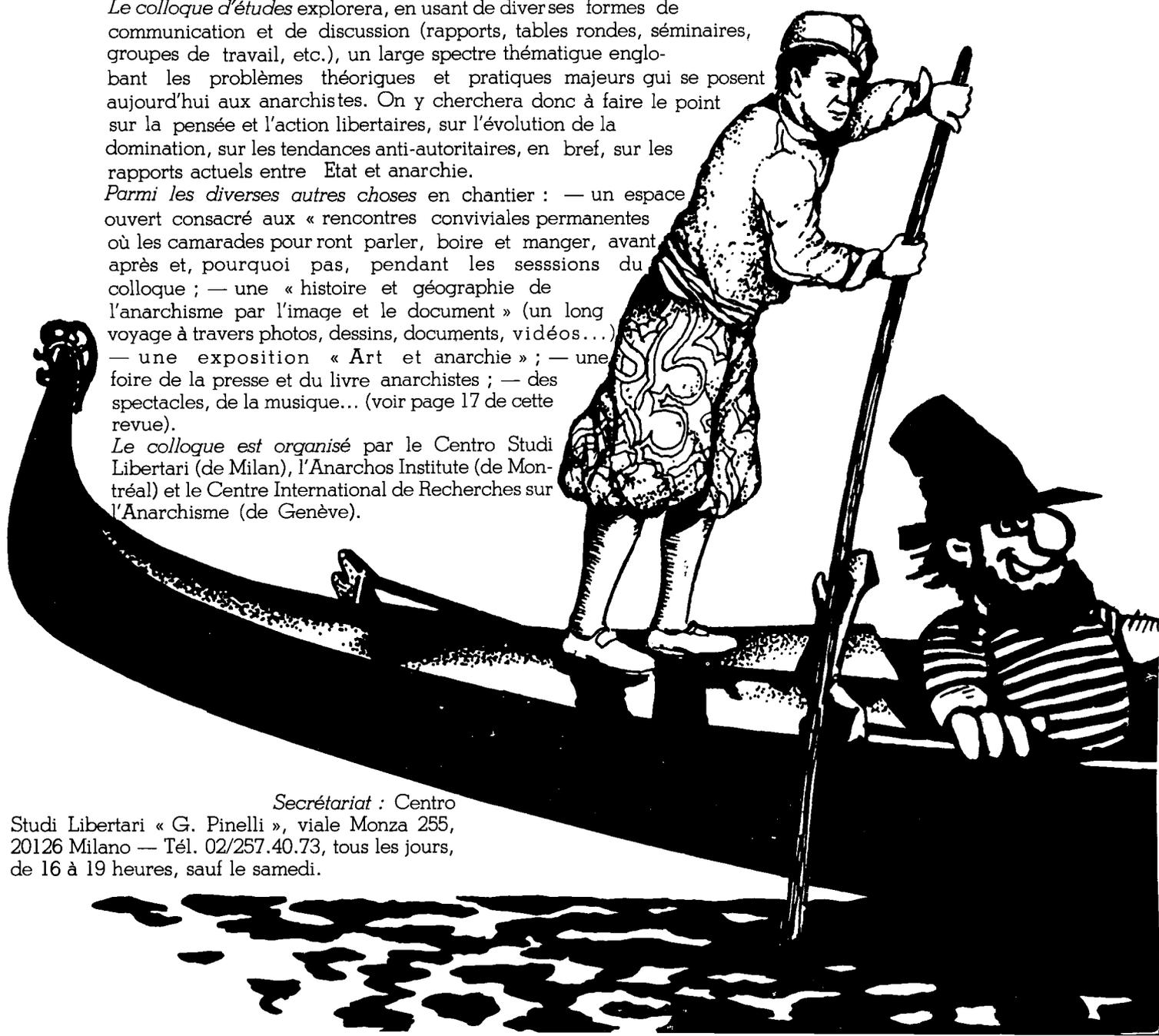
Venise, 25-30 septembre

un colloque et diverses autres choses

Le colloque d'études explorera, en usant de diverses formes de communication et de discussion (rapports, tables rondes, séminaires, groupes de travail, etc.), un large spectre thématique englobant les problèmes théoriques et pratiques majeurs qui se posent aujourd'hui aux anarchistes. On y cherchera donc à faire le point sur la pensée et l'action libertaires, sur l'évolution de la domination, sur les tendances anti-autoritaires, en bref, sur les rapports actuels entre Etat et anarchie.

Parmi les diverses autres choses en chantier : — un espace ouvert consacré aux « rencontres conviviales permanentes » où les camarades pourront parler, boire et manger, avant, après et, pourquoi pas, pendant les sessions du colloque ; — une « histoire et géographie de l'anarchisme par l'image et le document » (un long voyage à travers photos, dessins, documents, vidéos...) — une exposition « Art et anarchie » ; — une foire de la presse et du livre anarchistes ; — des spectacles, de la musique... (voir page 17 de cette revue).

Le colloque est organisé par le Centro Studi Libertari (de Milan), l'Anarchos Institute (de Montréal) et le Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (de Genève).



Secrétariat : Centro

Studi Libertari « G. Pinelli », viale Monza 255,
20126 Milano — Tél. 02/257.40.73, tous les jours,
de 16 à 19 heures, sauf le samedi.

PLEINS FEUX

HEXAGONE

LIBRE SERVICE

SANS FRONTIÈRE

ARGUMENTS

NOTRE MÉMOIRE

COPYRIGHT

RUBRIQUES

PLEINS FEUX

4. *Malville 84, il n'est peut-être pas trop tard...*
6. *Arrêter Malville.*
7. *Au-delà des divergences.*
8. *Demandez le programme.*

HEXAGONE

9. *CFDT : Recentrage peau-finé !*
10. *Big Brother européen.*
11. *Radios « libres » : grincements de fréquences.*

LIBRE SERVICE

13. *Jacques Viguié : « Taylor aime Coubertin ! ».*

derrière MALVILLE



nos EUROMISSILES

SOMMAIRE

RÉDACTION

Directeur de publication : Solon Amoros

Équipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex

Permanence téléphonique : les vendredis de 18 à 20 h au (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES, 16 impasse Bélou 31200 Toulouse. Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30

Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des Teinturiers, 31300 Toulouse. Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 15 F.

Abonnement : 5 numéros - 70 F (Étranger, TOM-DOM : 85 F Par avion : 105 F)

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Pour tout versement : Agora, CCP 3-716-17-Y Toulouse

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Dominique, Jean-Luc, Patrice, Michel Auvray, Julie Desgranges, Violette Marcos, Denis J., Solon Amoros, Jean-Louis Malan, Jacques Viguié, Claude Ariso, Juan Hernandez, Xavier Vadillo-Aurtenetxe, Hélène Chatelain, Stéphane Gatti, Toni, Stephano Fabbrì, Jean-Louis Nadar, J.-L. Socram, Juanito Marcos, Tony Alvarez, l'Archéoptéryx, Rivista A., Umanità Nova, et les copains et copines de la SCOT Caractères, de l'Imprimerie Sacco et de l'Atelier de Façonnage M.D.P. A tous, merci.



SANS FRONTIÈRE

20. *Amsterdam : Chronique d'une expulsion.*
22. *Bolivia : Le réveil indien.*

ARGUMENTS

27. *Linton Kwesi Johnson, poète et militant.*

NOTRE MÉMOIRE

24. *Sports : Les Jeux Olympiques de Berlin en 1936.*

COPYRIGHT

30. *La victoire sur le Soleil : dérive à travers la galaxie future.*

RUBRIQUES

13. *Case Libre ; 34. Mégaphone ; 36. Graffitos.*



contre le nucléaire et le militaire

IL N'EST PEUT-ÊTRE PAS

TROP

TARD...

Malville 84 : les mythes sont battus en brèche. La dimension militaire du nucléaire avait rarement été jusqu'alors mise à ce point en avant. Derrière Malville se trouvent, à l'évidence, "nos" euromissiles et le terrorisme d'Etat. Devant Malville se retrouveront, les 4 et 5 août, des milliers et des milliers d'individus qui ne se résignent pas à l'inacceptable.

Ces cinq pages "Pleins feux" ont été préparées par trois militants lyonnais engagés dans la campagne contre Malville : Dominique, Jean-Luc et Patrice.

L'OPPOSITION au surgénérateur ne s'est pas dissipée avec la fumée des gaz lacrymogènes, il y a déjà sept ans. Superphénix trouve de moins en moins de partisans dans les milieux scientifiques et même au sein d'EDF et du CEA. Naguère opposée à la filière surgénératrice, la gauche au pouvoir s'est heurtée à plusieurs manifestations d'ampleur modeste mais à l'écho non négligeable : marche de Malville à l'Elysée, manif sur le plateau d'Albion, intervention au dernier congrès du PS,...

Faisant suite à ces multiples initiatives, la nouvelle campagne « pour arrêter Superphénix et la filière surgénératrice » présente des aspects pourtant inhabituels et souvent paradoxaux.

AU CARREFOUR DE LA RAISON D'ÉTAT

D'UNE certaine manière, la lutte actuelle contre Malville est issue d'un carrefour d'échecs :

Le mouvement antinucléaire « civil » est laminé, cassé par la répression, le silence des médias, le non-respect par l'Etat des procédures légales, mais aussi par son localisme et son incapacité à raisonner autrement qu'en lutte de territoire. La manif de Malville 77 a sans doute eu un impact très important sur le moral des militants : le nucléaire, c'est la raison d'Etat qui s'impose à tous, y compris à coups de grenades.

Le mouvement anti-guerre n'arrive pas à prendre en France le caractère massif qu'il connaît dans presque tous les autres pays euro-

péens. Le « Mouvement de la Paix », marque déposée, toujours très dépendant du PC, n'arrive pas à être crédible. Le CODENE, tiraillé par des intrigues continuelles entre l'extrême gauche, le PSU et la CFDT entre autres, n'arrive pas à créer une alternative attirante.

Un certain « vide » politique s'installe dans le pays. Les organisations politiques ou syndicales perdent régulièrement de leur importance numérique, parfois au profit d'organisations humanistes (style Amnesty), souvent en faveur de l'indifférence.

D'autres aspects ont par contre joué dans un sens plus positif. Des déclarations publiques de scientifiques montrent au fur et à mesure des années les liens étroits entre le nucléaire civil et militaire. Les programmes électro-nucléaires de plusieurs pays connaissent des faillites ou des coupes sombres. La progression de la consommation d'électricité n'a pas du tout évolué comme l'avait prédit EDF, etc.

L'idée de la campagne contre Malville est en fait sortie de la manif contre les missiles du Plateau d'Albion. Il apparaissait important à de nombreux militants anti-guerre de manifester clairement leur désaccord avec la doctrine de dissuasion française. Mais, si les missiles du Plateau d'Albion sont installés depuis de nombreuses années, Malville n'est pas encore chargé en sodium et en plutonium et on peut encore arrêter cet outil indispensable au déploiement de la force de frappe française.

Le projet était présenté au rassemblement du Larzac en août 83 et relativement bien accueilli par les groupes de la région Rhône-Alpes. La position du CODENE national est par contre

très hostile dès le début. Quand une coordination régionale envisage de manifester devant le congrès du PS en octobre 83 à Bourg-en-Bresse, le bureau exécutif envisage même l'exclusion du CLAR (correspondant lyonnais du CODENE). La manifestation, forte de seulement 200 personnes, mais déterminée, se déroule sans incidents et une délégation est reçue par L. Jospin, ce qui permet une petite couverture dans la presse. Depuis, les choses se sont bien calmées et l'appel pour l'arrêt de Superphénix est signé par à peu près soixante-dix groupes locaux, une douzaine d'organisations nationales et plusieurs organisations étrangères.



DES PETITS PAS POUR UN GRAND NON

LA campagne actuelle comporte plusieurs étapes visant différents objectifs. Il ne s'agit pas de faire simplement « mousser » autour d'un slogan, pour retomber dans l'apathie après l'été, mais d'engager une résistance durable et organisée au programme électronucléaire et à la loi de programmation militaire. Première étape, le 10 mai, publication d'un plagiat de « Libération », « L'Aberration » qui, au travers d'articles, interviews et chroniques bien connues, démontre l'utilisation militaire de Superphénix. Les 26 et 27 mai, les « Assises européennes contre la surgénération » ont permis la rencontre de scientifiques et de militants venus de plusieurs pays et soucieux de diffuser très largement ces analyses. Les 4 et 5 août, ce sera un rassemblement à proximité du site : musique et surtout débats, pas d'action directe contre le site. Et on ne s'arrête pas là, on envisage avec quelles forces continuer à l'automne.

Car, enfin, peut-on réellement arrêter Superphénix et la filière surgénératrice ? Ce thème se heurte en effet à beaucoup de scepticisme. Au-delà des réactions de pessimisme un peu compréhensibles actuellement, on peut tout de même dégager un certain nombre d'éléments qui donnent une certaine crédibilité à cette lutte.

PAS D'ILLUSIONS, DES ARGUMENTS

LES techniques liées à la construction d'un surgénérateur de la taille de Superphénix ne



sont pas sûres. Il n'y a pas de précédent dans le monde et nos ingénieurs sont obligés de repousser régulièrement la date de mise en service. Faire le maximum de publicité autour des incidents survenus à Malville ou à l'étranger, dénoncer les faiblesses de protection en cas de séisme ou d'instabilité du terrain, ne peut que faciliter cet état de choses.

De la même manière, dénoncer les insécurités liées à l'environnement peut conduire à un abaissement des normes de pollution, donc à augmenter le coût du réacteur.

L'argent est d'ailleurs toujours dans ce projet le nerf de la guerre. Les coûts du réacteur « à neutrons rapides » sont en train de s'envoler et les plus optimistes n'envisagent pas la rentabilité de la filière avant la moitié du siècle suivant. De quoi faire réfléchir le contribuable.

Il faut bien avoir à l'esprit que Superphénix est le premier maillon d'une filière et que d'ores et déjà, six autres sites ont été envisagés, dont deux publiquement (Malville et St-Etienne des Sorts). Même s'il est hypothétique d'empêcher le chargement de Superphénix 1, en l'isolant on le rend largement inopérant.

D'autres éléments sont liés à l'aspect purement militaire de Superphénix, mais il est plus difficile de s'en faire une idée exacte, les informations ne filtrant qu'à petite dose. Les débats internationaux sur les transferts de plutonium sont au premier rang de la préoccupation des Etats dans cette période de guerre froide. Les USA ont la possibilité de se constituer arbitres publics ou occultes des transactions actuelles entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France en particulier. Tout peut être envisagé : l'exigence américaine du retour de tout le plutonium aux US, la vente de plutonium français aux américains, une collaboration franco-britannique plus poussée, tant au point de vue « civil » (un accord vient d'être signé pour le 2^e surgénérateur), qu'au point de vue militaire (dans le cadre de l'organisation européenne de défense).

Le temps n'est pas, n'est plus aux illusions et c'est tant mieux. Enjeux essentiels, objectifs clairs, « Malville 84 » marque sans doute le début d'une autre époque, plus « réaliste » et non moins déterminée. Le rassemblement des 4 et 5 août n'a aucunement pour ambition d'être le point culminant de la campagne. Ce sera, plus simplement, l'occasion de relancer le débat sur des bases plus approfondies, le moyen de mettre au point des initiatives ultérieures, un moment fort d'une entreprise de longue haleine : une résistance à plusieurs niveaux (des actions radicales sur le terrain aux interventions plus legalistes) qui nous concerne tous et toutes. Malville, ce sera le rendez-vous de l'été 84. Notre rendez-vous.



LA DISSUASION, C'EST NOUS...

L peut paraître surprenant pour un antimilitariste de considérer qu'il est primordial de se battre aujourd'hui contre la folie nucléaire. C'est évident que l'on voit mal François Mitterrand appuyer sur le bouton rouge ! Pourtant la force de frappe joue bien son rôle de dissuasion : elle a permis à l'Etat français d'occuper une place tout à fait privilégiée dans l'exploitation du Tiers-Monde ; elle a permis d'éviter que la vague pacifiste ne déferle sur la France comme dans les autres pays. Elle accentue chez les Français une vision purement hexagonale du monde... alors que pour ceux qui nous gouvernent, les frontières n'existent pas.

L'organisation, les buts de la défense sont, en France, un domaine réservé de l'exécutif. Il n'y a pas de débat politique sur ces sujets. L'un des premiers objectifs de la lutte anti-guerre est de briser ce carcan, cette passivité de la population face à la chose militaire.

Bien sûr, il ne s'agit pas seulement de crier notre « amour » de la Paix. Si l'on veut mettre un grain de sable dans la machine guerrière avant d'être tous complètement broyés, il faut choisir un « angle d'attaque », peser sur les maillons faibles de la chaîne. La production du plutonium indispensable à la fabrication des bombes en est un. Et de taille !

ARRÊTER MALVILLE !



TEXTE D'APPEL DE LA CAMPAGNE

UN rapport gouvernemental récent a montré qu'il y a trop de centrales nucléaires compte tenu de la baisse de la consommation d'énergie en France.

Pourquoi Superphénix ?

Pourquoi alors mettre en service le surgénérateur de Creys-Malville ? Pourquoi préparer la construction d'un autre surgénérateur ?

Ce n'est pas parce qu'il est sûr :

Quelques mois avant sa mise en marche, de nombreux problèmes de sécurité restent non résolus (incendies de sodium, évacuation de la chaleur résiduelle en cas d'arrêt brusque, excursion nucléaire possible...) sans parler du problème des déchets radioactifs à La Hague ou à Marcoule, ni du caractère tragi-comique du plan ORSEC-RAD de secours des populations.

Ce n'est pas parce qu'il est rentable :

Même le constructeur la NERSA, société européenne (51 % EDF, 33 % Italie, 16 % pour l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas) reconnaît que le kWh produit par Superphénix coûtera plus que celui des centrales au charbon (que l'on ferme aujourd'hui).

Ce n'est pas parce que l'on a besoin d'électricité :

En 1990, la production prévue d'électricité sera de 390 milliards de kWh ; la consommation sera plus faible de 60 milliards de kWh, soit une surproduction de 15 %. Pour éponger cet excédent, EDF va encourager le travail de nuit, le travail posté dans l'industrie et le gaspillage du chauffage électrique chez les particuliers.

Pourquoi Superphénix ? Parce que les militaires ont besoin de Plutonium !

Les nouveaux systèmes d'armes nucléaires prévues par la loi de programmation militaire récemment votée (Missiles Hadès, M 4, air-sol tactiques) et la production en série probable de la bombe à neutrons nécessiteront 5 à 10 tonnes de plutonium de qualité militaire qu'actuellement les équipements nucléaires, civils et militaires ne peuvent fournir. L'usine de retraitement de Marcoule fournit déjà du plu-

tonium militaire, mais le stock officiel est de moins d'une tonne. La Hague pourrait en avoir produit. D'où viendra le reste ? Superphénix produira de 150 à 200 kilos de Plutonium par an de qualité militaire facilement récupérable.

Continuer le nucléaire, c'est aussi un choix militaire

Dès l'origine, la recherche nucléaire a été utilisée pour des objectifs militaires. Aujourd'hui continuer le nucléaire, c'est aussi le choix de la modernisation de la force de frappe française. Elle participe à la nouvelle course aux armements en venant s'ajouter à l'installation des Pershing II et des Croises en Europe Occidentale et à l'installation de nouveaux missiles en Europe de l'Est. Cet armement augmente la probabilité d'une guerre nucléaire.

La force de frappe n'est pas indépendante :

Elle est liée à l'OTAN, tant au niveau technique qu'au niveau politique. Le soutien sans faille de Mitterrand à l'installation des missiles américains en est une nouvelle illustration. La loi de programmation militaire met l'accent sur le nucléaire tactique (Missile Hadès, bombes à neutrons...) Ceci démontre la volonté de participer à d'éventuelles batailles de l'avant aux côtés de l'OTAN et à l'abandon de fait de la notion de défense du sanctuaire national.

La force de frappe n'est pas tout azimut et ne nous protège pas.

Dirigée vers l'Est, elle prend en otage 60 millions de civils. En retour, elle fait de la France la cible privilégiée d'une première frappe nucléaire. La remise au goût du jour par les autorités des abris anti-atomiques en constitue une reconnaissance officielle.

Les centrales nucléaires vendues au Tiers-Monde accroissent les risques de prolifération, renforcent l'exploitation et la dépendance des peuples du Tiers-Monde. Une Europe dénucléarisée, indépendante des deux blocs serait, avec de nouveaux rapports politico-économiques un soutien à ces peuples dans la lutte pour leur émancipation.

C'est parce qu'ils sont dangereux, coûteux, inutiles et instruments de la course aux armements que nous refusons Superphénix et la filière surgénératrice.

NON AU "CONCORDE" DU NUCLEAIRE

MALVILLE 4.5 AOUT 84

ARRÊTONS MALVILLE ET LA FILIÈRE SURGÉNÉRATRICE
CAMPAIGNE POUR L'ARRÊT DE MALVILLE
DU CEP BP 5089 ST JEAN 69251 LYON CEDEX 5

20 MILLIARDS DE FRANCS GASPILLES

MALVILLE 4.5 AOUT 84

ARRÊTONS MALVILLE ET LA FILIÈRE SURGÉNÉRATRICE
CAMPAIGNE POUR L'ARRÊT DE MALVILLE
DU CEP BP 5089 ST JEAN 69251 LYON CEDEX 5

POUR UNE EUROPE DENUCLEARISÉE

MALVILLE 4.5 AOUT 84

ARRÊTONS MALVILLE ET LA FILIÈRE SURGÉNÉRATRICE
CAMPAIGNE POUR L'ARRÊT DE MALVILLE
DU CEP BP 5089 ST JEAN 69251 LYON CEDEX 5

INACTIF AUJOURD'HUI RADIOACTIF DEMAIN

MALVILLE 4.5 AOUT 84

ARRÊTONS MALVILLE ET LA FILIÈRE SURGÉNÉRATRICE
CAMPAIGNE POUR L'ARRÊT DE MALVILLE
DU CEP BP 5089 ST JEAN 69251 LYON CEDEX 5

au-delà des divergences

OPPPOSITION aux euromissiles face à l'un des lieux où ils se construisent, dénonciation de la force de frappe française, "Malville 84" n'a assurément rien à voir avec les promenades prétendument pacifistes qui, décidées en haut lieu, prennent bien soin de ne remettre en cause que les bombes de l'autre, des autres puissances. Et pour cause. Le rassemblement de cet été et la campagne dans laquelle il s'inscrit n'ont été ni décidés ni pris en charge par les structures nationales d'organisations fréquentant volontiers les allées du pouvoir.

"Malville 84" est une initiative prise, à la base, par une coordination régionale. Une initiative de

militants de la région Sud-Est qui se sont retrouvés, à plusieurs reprises, sur le terrain, ces dernières années, dans des manifestations communes (Plateau d'Albion, Marche Malville -Mont Verdun -Bourg-en-Bresse...). Une initiative à bien des égards originale, novatrice : refusant de démissionner, et parce qu'ils en ont assez de faire les queues de manif, des militants antimilitaristes et antinucléaires prennent la lutte en main pour devenir organisateurs d'un grand rassemblement international.

Vouloir rassembler n'est pas chose aisée. Déjà des critiques s'élevèrent, le Groupe Anarchiste de Lyon leur reprochant de "brader

les objectifs antinucléaires et antimilitaristes". Inévitable compromis ou compromission inacceptable ? Au-delà des divergences, les uns et les autres poursuivront sur le terrain un débat loin d'être clos.

Dominique, qui est militant antimilitariste et membre du Collectif Lyonnais pour l'Appel Russel (CLAR-CODENE) illustre ci-dessous quelques notions de vocabulaire. Le dictionnaire donne en effet deux définitions du mot "rassemblement" :

1°) "Réunion d'individus que l'on fait venir au même endroit".

2°) "Union pour une action commune". Et qui dit union dit nécessairement convergence des différences.

PLUTONIUM-SUR-RHÔNE !

LE texte d'appel, bien qu'il ne puisse nous satisfaire en tant qu'antimilitaristes et libertaires, est le résultat de la confrontation des diverses sensibilités présentes. Le tout est de savoir comment on compte lutter contre Malville et faire avancer la sensibilisation à nos idées. Soit en restant puriste, en prêchant dans le désert, et, satisfait de ne pas s'être sali les mains avec des écologues et des gauchos ; soit en participant à des collectifs beaucoup plus larges pour des objectifs évidemment bien précis, et dont l'organisation ne se fera pas uniquement sur nos bases mais sur un compromis.

La question est d'importance : sommes-nous capables de nous insérer dans un mouvement ou un tissu social par des participations diverses, tant dans des co-organisations que pour des apparitions spécifiques, notamment les 4 et 5 août ?

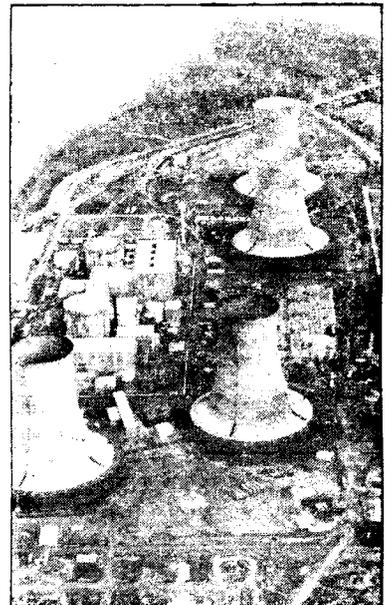
Il n'est pas cohérent de rejeter ces initiatives dans une logique de régression pour des antimilitaristes et antinucléaires. S'il y a un recul, il se situe dans le faible écho qu'a eu cette campagne depuis le début chez les antiautoritaires, et leur incapacité de con-

frontation et de participation à des initiatives d'envergure. Reconnaissons tout de même notre réalité embryonnaire : tout purisme idéologique exacerbé ne peut être que le frein à des pratiques effectives et collectives sur le terrain.

Cette lutte commence par des Assises et un Rassemblement pour préparer une sensibilisation large et une « mobilisation », préalables essentiels à une continuité d'actions pour l'arrêt de Malville — qui ne se fera évidemment pas le soir du 5 août !

Une sensibilisation plus large pour sortir du cadre des quelques dizaines de milliers d'avert(e)s ou d'initié(e)s des manifs. Cette campagne se situe entre le déploiement d'une lutte concrète et l'action de type politicien, c'est-à-dire une démission de notre pouvoir. La gauche, ce n'est pas une surprise, a créé une désillusion, ce qui a accéléré les volontés de lutte de base.

Nous, nous avons toujours opté pour ce type de lutte. Allons-nous être absents sous prétexte que ce n'est qu'une action directe limitée et que le texte d'appel, par exemple, paraît d'essence réformiste ?



« MÊME
LES PETITS PAS... »

L'ACTION directe non marginale ne peut être que limitée : la sensibilisation revient de très loin, l'action ne peut être que le reflet du rapport de force effectif et l'objectif n'est pas d'aller au casse-pipe. Toutes les actions, mêmes limitées (blocages, camp de paix...), qui retardent les travaux, augmentent et perturbent coûts et programmes. Tout, même les petits pas, sont à compter ou alors il faut croire au « jour de la révolution », caution de beaucoup de non-investissement sinon de démission de tout combat pour le seul nominalisme d'avant-garde.

Cette campagne ne profite pas d'un défilé de la Nation à la Bastille pour dénoncer une orientation politique mais montre du doigt la concrétisation de choix politiques bien précis (ce qui ne laisse pas beaucoup de place au soutien critique).

Nous ne pouvons renier ces initiatives sur Malville qui vont dans le sens d'une large prise de conscience de l'imbrication quasi totale du nucléaire et du militaire. Cette campagne conjugue deux types de lutte qui ont eu trop souvent tendance à évoluer en parallèle : l'une contre le nucléaire, et notamment la surgénération et le retraitement, l'autre contre la course aux armements nucléaires.

Nous avons à nous situer par rapport à des luttes de terrain à caractère anti-guerre, sans pour autant que cela conditionne une quelconque appartenance au mouvement CODENE « déposé », dont la pratique globale se situe plus dans les conférences internationales à Berlin ou Pérouse que sur le terrain, en France. « Malville 84 » est une initiative contre un site et ses implications, elle n'a pas pour but de faire valoir une audience.

COMISO ET MALVILLE

MALVILLE est un projet européen derrière lequel se profile la défense nucléaire européenne. La participation de groupes de base étrangers et leur sensibilisation à Malville est effective, notamment en Suisse et en Italie.

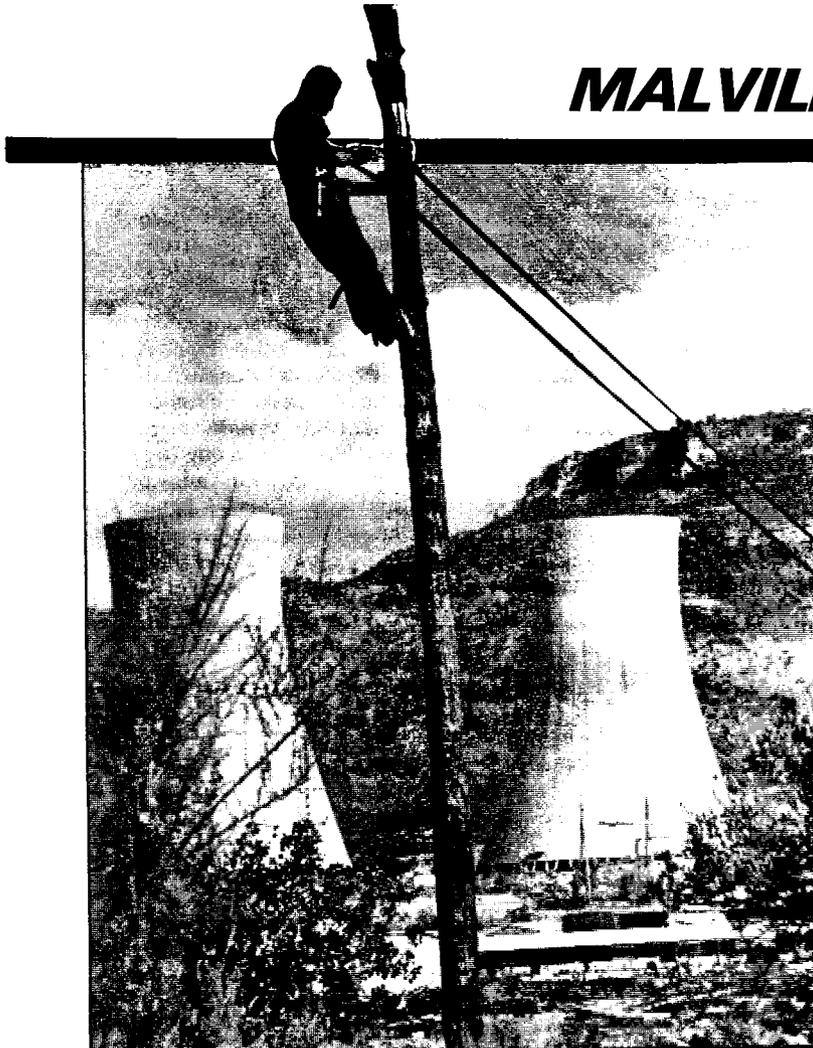
Les contacts et liaisons internationales de lutte sur les sites de nucléaire civil et militaire sont une condition fondamentale de notre capacité de prise en compte global de notre problème. Il n'y a pas Malville ou Comiso, mais les deux. Notre compréhension des luttes hors hexagone est une nécessité absolue à toute approche d'internationalisme, du moins tel que nous le concevons.

Est-ce un hasard si CODENE et PSU n'ont pas nationalement pris en compte cette campagne, ce qui leur évite d'avoir à balayer devant leur porte... ou leur strapontin gouvernemental ? Il faut bien comprendre que la mise en place de cette campagne a subi maintes pressions et que la non-participation à ce type de logique de lutte sur les sites en compromet la réalisation. Son échec cautionnerait d'autant la pratique des « diplomates de la paix », qu'ils soient alignés ou non.

**5 TONNES DE PLUTONIUM !
5000 TONNES DE SODIUM !
MENACE PERMANENTE**

MALVILLE 4.5 AOUT 84

ARRETONS MALVILLE ET LA FILIERE SURGENÉRATRICE
CAMPAGNE POUR L'ARRET DE MALVILLE
c/o CEP BP 5006 ST JEAN 69245 LYON CEDEX 5



AVEC QUI ?

L'APPEL pour l'Arrêt de Superphénix et de la filière surgénératrice a permis un regroupement au premier abord assez hétéroclite.

Au niveau régional, une collaboration déjà ancienne entre des groupes antinucléaires, écologistes, antimilitaristes, et aussi des organisations politiques, donne une certaine cohésion au mouvement.

Au niveau national, le CODENE « qui soutient politiquement l'initiative », n'a pas voulu signer le texte d'Appel. Mais la plupart des constituants du CODENE ont maintenant rejoint la coordination (Verts, MDPL, MAN, Ecoropa, Amis de la Terre, etc.). Le PSU national n'a pas signé mais a laissé ses fédérations libres de le faire, ce qui est le cas pour plusieurs d'entre elles. Aucune organisation de la CFDT n'a encore signé le texte, mais plusieurs UD (dont celle du Rhône) soutiennent la lutte contre l'aspect civil. Pour le moment peu de groupes antimilitaristes (GARM, OMR...) ; pas de groupe libertaire.

DEMANDEZ LE PROGRAMME !

POUR tout savoir, faire savoir et rejoindre le rassemblement des 4 et 5 août à Malville :

— Du matériel d'information très varié est disponible : cartes postales, enveloppes, pétitions, autocollants et, bien sûr, affiches.

— Un plagiat d'un journal autrefois bien connu des militants a été réalisé : "L'Aberration", 12 pages bien faites et bien pleines. Du solide : rien à voir avec le quotidien ayant usurpé son titre.

— Un contact pour toute commande ou demande d'informations : Campagne pour l'arrêt de Malville c/o CEP BP 5006 St-Jean. 69245 Lyon Cedex 05. Permanence téléphonique : (7) 827.29.82. (9 à 18 h).

— Un CCP pour vos paiements, participations financières et encouragements : 626 63 K Lyon, à l'ordre de Michel Bernard.

— Un lieu et un seul pour voir les films, parcourir les stands, prendre part aux débats et à la fête des 4 et 5 août : face au site, côté Ain, de l'autre côté du Rhône par rapport au surgénérateur. Arriver par Morestel ou Montalieu sur la RN 75 reliant Bourg à Grenoble. Itinéraire fléché à partir de ces deux villes.

CFDT,

C'EST vrai, le syndicalisme est en crise. Mais, quelle crise ! Le dernier délire du Conseil national de la centrale cédétiste tend à prouver que les symptômes sont alarmants.

RECENTRAGE

PEAUFINÉ

MEME si l'on sait que les débats menés en ce moment, ne sont que les jalons d'une réflexion qui, partie du recentrage en 78, doit aboutir au prochain congrès en mai 85. Il est donc vrai que la CFDT, aujourd'hui, n'a pas changé sa stratégie mais a pratiqué un réajustement d'orientations déjà anciennes. Ceci dit, il y a tout de même des termes qui sonnent comme un glas.

« Le monde change, changeons notre syndicalisme »

LES déclarations de Maire ont de beaux titres. Beaux, mais aberrants. La CFDT a toujours eu des facultés de récupérations extraordinaires, comme elle le montra en 68-72. Mais après la période de gestation, en 78, les choses sérieuses commencèrent. Le fameux rapport Moreau qui annonçait le « recentrage » fut le point de départ d'un nouveau syndicalisme. La fin des illusions sur « l'union de la gauche », les rencontres formelles ou non avec le patronat, montrèrent que le courant réformiste, à l'intérieur de la centrale, marginalisait peu à peu les vagues anarcho-syndicalistes et soixantuihardes. Les socialistes de tous poils, majoritaires, y trouvèrent ainsi leur compte.

Aujourd'hui, les analyses du Conseil national ne peuvent que les réjouir. Parmi

les thèmes stockés désormais au rayon « articles périmés », figure en bonne place, la lutte de classe. Comme l'expliquent des ténors de la centrale, tel Y. Dalmeau (secrétaire national du SGEN) : « **La lutte de classe ne résulte pas que du statut social des acteurs mais d'abord du contenu et du sens de leur action. Sinon, c'est du corporatisme** ». L'incohérence apparente de cette phrase ne doit pas faire écran dans la mesure où, en Lorraine, récemment, des cadres cédétistes ont pu taxer, avec l'aval de la centrale, de « corporatistes » certaines revendications qui rejetaient le Plan acier.

Après avoir abandonné un des piliers qui a permis toutes les avancées du mouvement ouvrier, le Conseil national n'a pu que retrouver les vieux schémas de l'analyse libérale : « les lois du marché » et « l'initiative individuelle ». Dans sa volonté de « new-look », la CFDT nous avait habitué à mieux. Les « partenaires sociaux » sont donc réconciliés puisque désormais « **l'enjeu de la propriété privée n'est ni sa suppression, ni son changement de titulaire mais son encadrement, sa limitation par la propriété sociale conçue comme l'établissement de rapports contractuels entre les parties** ». Le courant social-démocrate, dans lequel le planisme a toute sa place, retrouve désormais, grâce à des textes comme celui-ci, des let-

tres de noblesse qu'il avait perdu depuis longtemps.

Il est évident que dans ce cadre nouveau peut s'engouffrer tout le courant libéral français. Il était donc inutile, comme l'a fait Maire, à la fin du Conseil, de rappeler que les portes de la Centrale étaient ouvertes aux « élus ou partis d'opposition ». C'était induit dans ce qui précédait.

Mais pour qui roule la CFDT ?

DÉSORMAIS, à l'intérieur de la centrale mairiste, le vieux courant du syndicalisme chrétien, à l'origine de la CFDT, retrouve un certain élan. Mais c'est surtout la rupture avec le PC et ce qui s'y apparente, qui est entérinée. Déjà, dans l'échiquier politico-syndical des années 70, c'est face au PC (et à travers lui, la CGT), que les Mairistes voulaient construire un nouvel espace, une « troisième alternative ». C'est pourquoi, dès 78, la centrale se restructurait de façon à gérer la crise que ce soit avec la droite ou avec la gauche. Les élections de 81 n'ont pas changé en profondeur cette analyse. Cependant, le poids numérique des militants PS et la convergence de point de vue sur certains aspects entre le pouvoir et la CFDT, explique ce que l'on a appelé l'« aspiration vers le haut ». De La Lumière, à J. Chèrèque, nombreux sont les militants que l'on retrouve dans les



Ministères ou leur antichambres. L'indépendance syndicale, dans ces conditions, est une douce plaisanterie...

Mais il y a plus grave. Car cette collusion tend à faire croire que la CFDT, dans ses orientations même, roule pour le pouvoir actuel. Or, ce n'est que conjoncturel. La centrale s'adapte déjà à la prochaine venue de la droite.

Le projet actuel cédétiste dépasse largement les échéances de 86 et surtout inclut la possibilité de gérer la crise tant avec la gauche aujourd'hui qu'avec la droite demain.

En insistant sur cette possibilité, la CFDT, de plus en plus, affiche une image de marque « a-politique ». Ainsi, d'une part, par son « réalisme », elle contribue à marginaliser la CGT et le PC, mais d'autre part, elle marche sur les plates-bandes de FO.

Demain : quel syndicalisme CFDT ?

A PRÈS le « syndicalisme de classe », voici venir celui offrant des « services ». Déjà à Talbot et en Lorraine, alors que la lutte était très vive, la Confédération a maintenu le cap sur les profits, les sureffectifs, les nouvelles technologies. Dès lors, on comprend le clivage qui a pu se produire, tant à Talbot qu'en Lorraine, entre les militants de base et le sommet. Au congrès de la Fédération des métaux, en mai dernier, les militants sidérurgistes lorrains ont quitté la salle en claquant la porte. Encore d'affreux gauchistes...

Mais de toutes façons la CFDT ne tient pas à garder ce type de militants. Désormais, comme l'a précisé le Conseil national, il y aura dans le syndicat : « des



adhérents, des militants d'entreprise s'occupant du fonctionnement du syndicat... et des militants « spécialisés » (pour siéger à la Sécurité sociale par exemple). Sous tous ces termes il faut lire : des permanents.

Si les lois Auroux (le plus gros acquis mis en avant par la CFDT) institutionnalisent tous les syndicats, la CFDT, quant à elle, entérine le fait et arguant de la désyndicalisation transforme ses militants en fonctionnaires syndicaux. Le centralisme démocratique, qui est désormais à la base de son fonctionnement, ne peut être qu'en harmonie avec ce type de structures. Elles seront chargées de « rendre des services », dans le travail mais aussi dans le temps libre. D'un côté, des professionnels pour aller négocier avec le patron, de l'autre des gestionnaires du cadre de vie. Avec un peu de retard certes, mais plus de brio, la CFDT, se lance dans les créneaux de la CGT et surtout du SNI. Maire parle déjà

de l'idée « d'une mutuelle d'assurance ou d'une agence de voyage qui pourrait passer contrat avec la CFDT ». Voilà qui fera plaisir aux Lorrains.

Face à la dérive

L E peaufinage de cette orientation est loin d'être fini et les contradictions qui en résultent ne seront même pas résolus en 85. Mais face à tout cela, tant dans les luttes que dans « l'alternative syndicale », le travail à mener est rude. Si la démocratie dans l'action comme dans les débats, doivent être imposés de main de maître, cela ne peut suffire. Face aux orientations générales de la centrale syndicale, les opposants doivent se faire entendre et pas seulement espérer se compter au moment du congrès. Car là peut se profiler un autre piège déjà connu. « L'autre démarche syndicale » reste toujours à construire et à développer.

J. Desgranges

BIG BROTHER EUROPÉEN

Le lilas ne fleurit pas toujours en mai ; pour preuve le nouveau passeport normalisé européen, couleur lilas, dont les premiers exemplaires devraient paraître en novembre 84.

PROGRÈS informatique oblige, les Etats, membres de la C.E.E. pourront, à leur gré, remplacer la seconde page de ce document par une page plastifiée. Celle-ci, bordée par une bande de lecture optique informatisée qui permettra la consultation immédiate des divers fichiers, présente quelques intérêts majeurs aux yeux des Big-Brothers :

- D'abord, le gain de temps : le contrôle de la Police de l'Air et des Frontières ne prendra plus que deux secondes, alors

qu'actuellement un passeport sur vingt en moyenne est contrôlé.

- Ensuite, tout passage de frontière laissera une trace.

- Enfin, c'est un procédé, peu ou pas falsifiable. Si le plastique est détérioré, cette page s'assombrit illico par réaction avec l'oxygène de l'air. Technique déjà utilisée pour la nouvelle carte plastifiée délivrée aux étrangers en France. Pour peaufiner le tout, l'imprimante au laser reproduira la photo et la signature dans la trame de la carte qui aura des motifs tarabiscotés, style billet de banque.

L'Allemagne et le Danemark appliquent la bande à lecture optique au passeport, mais aussi à la carte nationale d'identité.

La France, de son côté, a affirmé en août 81 qu'elle n'incluerait pas cette page plastifiée dans son passeport européen. Mais quand on sait ce que valent les promesses du gouvernement socialiste, on peut se demander si le Ministère de l'Intérieur qui refuse de se prononcer sur ce

sujet, n'est pas prêt à passer outre, malgré la Commission Informatique et Libertés, dont on connaît les limites. En effet, il est sûr que les divers fichiers de la DPSD (sécurité militaire), la DGSI (contre-espionnage), la DST (surveillance du territoire) et VAT (terrorisme) sont informatisés au mépris de la loi de 1978 « Informatique et Libertés ».

On sait également que les Ministères de l'Intérieur et de la Défense — très intéressés, on s'en doute — cherchent à détourner cette loi en essayant de faire appliquer par le Conseil d'Etat le secret sur les décrets autorisent les fichiers informatisés à stocker des renseignements personnels, voire intimes, sur les individus.

Donc, une affaire à suivre avec vigilance dans ses deux versants : le passeport européen à bande de lecture optique et l'application du secret aux fichiers informatiques ; le second étant la condition nécessaire à une mise en place efficace du premier.

Ne nous en fichons pas !

D.J.

RADIOS « LIBRES »

GRINCEMENTS DE FREQUENCES

AVEC la législation de la publicité sur la bande FM, les radios qui déjà n'étaient pas libres vont cesser maintenant d'être locales. La loi du développement du marché uniformise un des derniers territoires à prendre. Mais cette logique était présente bien avant son officialisation.

Si la publicité, au lendemain du 10 mai, avait fait l'objet d'une interdiction, ce n'est certainement pas pour préserver le "88-104" des puissances d'argent. C'est plutôt, à l'inverse, pour préserver certaines puissances d'argent de la bande FM.

LES ENFANTS DES PÉRIPHÉRIQUES

Le marché publicitaire étant la chasse gardée de la presse régionale, le syndicat national de cette même presse (SNPQR) avait exercé pression sur pression pour que les RLP (radios locales privées) ne grignotent pas une part de leur gâteau. Depuis, les quotidiens ont eu le temps de s'organiser et de construire leurs propres RLP. Faisant de la publicité sur les ondes bien avant le feu vert de F. Mitterrand, leurs radios transgressaient en toute impunité une loi qu'ils avaient contribué à mettre en place. Au point qu'ont peut même se demander si ce délai de trois ans n'avait pas été tacitement négocié entre le SNPQR et les pouvoirs publics.

L'introduction de la pub représentée, il est vrai, plus d'avantages économiques qu'une simple protection d'un marché pré-existant. L'enjeu est de taille : ouverture du marché de la pub à l'échelon local, aux PMI, et création de quelques milliers d'emplois tant dans les radios que dans les agences de pub. Celles-ci peuvent se frotter les mains.

Si cette nouvelle liberté, très girondine, fait grincer les dents des associatifs, elle ne change pas pour l'essentiel le contenu de



la programmation de ces radios. La course à l'audience était engagée dès le départ. La recherche de l'auditeur moyen, du plus petit dénominateur commun des consommateurs, avait déjà uniformisé la bande FM. Et cela s'était fait naturellement, sans effort, par le seul jeu du mimétisme des animateurs. L'accessibilité à tous, critère essentiel d'une marchandise destinée à la consommation de masse, a modelé les habitudes d'antennes comme elle avait modelé les habitudes d'écoute : les animateurs de radios libres sont les enfants des périphériques. La superficialité, la rapidité, le flirt quotidien avec la pub et la soumission aux impératifs économiques sont les éléments d'un portrait idéal auquel se sont conformés des tombereaux de "speakers". Malheureusement pour eux, cette figure sociale qui était encore il y a quelque temps, chargée d'une certaine aura, s'est depuis banalisée : l'animateur de radio passe désormais pour un plouc.

BATTEMENT MUSICAL ET LESSIVES

S'IL y a belle lurette que les RLP font illégalement de la publicité, peu d'auditeurs se sont aperçus qu'en fait, elles ne faisaient pratiquement que ça depuis le début, et sans même s'en rendre compte. Faute de moyens, faute de réflexion, et surtout, faute de goût, les radios sont essentiellement des boîtes à musique.

Elles représentent ainsi une des plus grandes entreprises de pub qui soit pour l'industrie du disque. Les "programmes" déjà enregistrés sous forme de disques vinyl sont des clips publicitaires en eux-mêmes. Les maisons de disques ne s'y trompent pas, en envoyant régulièrement leur production aux radios les plus écoutées.

Dans le domaine télévisé, le vidéo-clip est l'objet de plus de tiraillement. Les directions de chaînes, aux USA, ont été bien surprises d'apprendre que les vidéo-clips qu'elles passaient sur leurs antennes, devraient dorénavant être payés. Elles ont bien sûr rétorqué qu'il s'agissait là de promotion et non de programme. Mais, où est dans ce cas, la différence entre les deux ? A cette image, et qu'on le veuille ou non la

programmation des RLP est essentiellement publicitaire.

Elles l'vouent d'ailleurs, indirectement, quand elles proclament leur volonté de faire la promotion des groupes régionaux et des "petits" groupes (qui deviendront grands !). Les émissions de rock sont animés par les membres de ces groupes eux-mêmes, ou par leurs proches. Comme il n'y a pas encore de péché d'argent, cette publicité passe pour être du culturel, du régional, du local, de l'associatif, tout ce que l'on voudra, sauf de la publicité. L'essentiel est que le public écoute, et le conditionnement aidant, effectivement il écoute et... il achète. Au passage, il écoute également tout le reste, publicité déclarée comprise.

Le battement musical, omniprésent, est bien plus pernicieux que la lessive. Une fois la lessive vantée et mise en machine, au moins on ne l'entend pas (la plupart des machines à laver sont insonorisées, n'est-ce pas ?). Le hit-parade est désormais notre paysage sonore familier, au même titre que les rumeurs de la circulation automobile. Et on peut se demander lequel il convient le mieux d'écouter pour oublier l'autre.

DES OREILLES A REMPLIR

LES RLP sont au cœur de cette uniformisation sensorielle. Et elles sont relayées partout où se promènent suffisamment d'oreilles à remplir : les magasins, les restaurants, les plages, les rues... bientôt les forêts.

Si la musique est une des marchandises le plus universellement consommée dans les pays industrialisés, c'est que l'orchestration de sa nécessité est bien réalisée. Anesthésiant social par excellence, elle n'a pas besoin d'autre publicité qu'elle-même, et les franges les plus récalcitrantes, en apparence, à la consommation de masse, s'y retrouvent par banlieues entières. L'intégration de certaines minorités ethniques s'opère par ce moyen (Smurf ! smurf ! Michael Jackson...). Sa force est telle qu'elle bat véritablement le racisme en brèche, comme dans tous les cas où une vedette spectaculaire devient un objet de consommation courante.

Peu importe, dans ces cas-là, qu'il y ait rémunération ou pas de l'organisme producteur. De toute façon il y a assimilation du produit et de son rythme par les consommateurs potentiels. La question de la rémunération ne peut pas régler définitivement la différence entre publicité et information, comme semble le croire le "Monde Libertaire". L'exemple de la programmation musicale n'est pas unique. Une émission sur la micro-informatique qui dirait "la vérité", c'est-à-dire ce que pense sincèrement la personne qui la réalise, et qui ne ferait l'objet d'aucune rémunération, n'en serait pour autant exempte de publicité. Etablir des tests comparatifs sur des micro-ordinateurs ou des machines à laver constitue déjà une sensibilisation du public, et donc une incitation à l'achat. Limiter le problème de la publicité à la



vérité, c'est-à-dire à la différence entre une bonne et une mauvaise marchandise, c'est faire l'impasse sur le monde de la marchandise lui-même.

Le rôle des informations au sein des radios, RLP et autres, est encore celui de support publicitaire. Peu importe le contenu, il faut qu'il y ait de l'info. Cette petite bulle du monde, toute filtrée et étrangère, vient périodiquement rassurer l'auditeur. Il reste en contact avec l'ensemble de ce qui lui est présenté comme le réel. La standardisation des "news", sur le plan du contenu, de la forme, de la diction, facilite leur ingestion. Elles sont fabriquées et distribuées comme un produit de consommation courante, ce qu'elles sont. Les réseaux publicitaires offrent en prime un ou deux flashes d'infos quotidiens, comme tel laboratoire offre des cendriers ou des gravures d'art. Le clean, l'uniformité est garantie.

LA GUERRE DES FRÉQUENCES

Sil les réseaux sont aujourd'hui interdits (parions qu'ils ne le resteront pas longtemps), la loi permet 20 %

de programmation non originale. Ainsi des trusts FM nationaux se constituent, faisant main basse sur les RLP. C'est de cette façon que les radios "libres" se vendent et le danger (ce n'est plus un danger, c'est une réalité !) ne vient pas tant d'une éventuelle censure par les organes détenant les clés économiques de la radio, mais plutôt de l'uniformisation préalable de leur contenu.

Tout ce mouvement amène inéluctablement à la guerre. Et c'est bien. Ils vont s'entredéchirer, et les radios qui auront décidé de rester en dehors de ces circuits compteront les points. Il y aura des faillites, des mauvais disc-jockeys mis à la porte, des pleurs et des grincements de fréquence. Tant mieux. Mais encore faudra-t-il que les quelques radios libres qui subsisteront trouvent les forces nécessaires pour le faire, car si depuis trois ans en France, rien n'a bougé ou presque, dans le monde des radios, c'est autant par immobilisme économique des radios commerciales que par l'immobilisme politique des radios libres. Maintenant les choses devront s'éclaircir.

Jean-Louis MALAN

CORPS SOUMIS



TAYLOR AIME COUBERTIN



A. : Entre le boycott des Jeux de Moscou par les Américains et celui de Los Angeles par les Soviétiques, il semblerait que l'on ait remplacé les « dieux du stade » par des « athlétos-missiles »...

J.V. : L'enjeu a plusieurs facettes. Il est politique, bien sûr, économique, cela va de soi, mais il est aussi, et c'est important, scientifique. Il y a actuellement, de la part des chercheurs, un regain d'intérêt pour les efforts produits sur les stades ; ceci afin de les comparer au rendement dans le travail. C'est en cela que l'on peut parler « d'athlétos-missiles », car on fait appel à des technologies nouvelles, l'athlète servant de rat de laboratoire. Dans le passé, c'était la Pythie de Delphes qui désignait, du haut de son trépied, les olympiades. De nos jours, la Pythie a une blouse blanche : ce sont des gens de laboratoires qui, par une connaissance parfaite des athlètes, sont capables d'obtenir d'eux le rendement optimum.

Jacques Viguié est professeur à l'UEREPS de Toulouse. Il était déjà intervenu dans nos colonnes à l'occasion du dossier qu'Agora (n° 11) avait consacré au sport. Aujourd'hui, avec les Jeux Olympiques en toile de fond, nous avons voulu lui redonner la parole. Pour Jacques, « l'activité physique doit nous intéresser, non dans ses fondements technologiques, mais dans ce qu'elle peut provoquer au niveau de la prise de conscience ».

L'exemple type est celui des nageuses est-allemandes.

A. : Mais pourquoi ces nouveaux « médecins du diable » ont-ils besoin des J.O. pour leurs travaux ?

J.V. : Si tu veux, ils ont besoin de sportifs de haut niveau. Mais on ne dira jamais assez que la doctrine olympique est une philosophie, une conception de l'homme. C'est l'homme industriel, l'homme qui produit un travail. Et cette philosophie-là a toujours intéressé les Etats, quels

qu'ils soient. Taylor et Coubertin avaient les mêmes aspirations. Le sportisme, qui n'est que l'expression de cette philosophie, sert à amener les gens à revéhiculer dans la culture les mêmes consignes et les mêmes préceptes que ceux qui sont mis en avant dans le travail. Le sportisme est la religion du travail et l'olympisme est sa plus grande incantation. Mais on peut aussi se poser la question de savoir pourquoi les progressistes du monde entier n'ont

pas voulu dénoncer le côté philosophique, c'est-à-dire de classe, de l'olympisme.

A. : Pourquoi employez-vous l'expression « de classe » ?

J.V. : Parce que pour performer il faut être débarrassé des contingences sociales. Il ne faut pas oublier que dans la Grèce antique, seules les trois Catégories de Platon avaient droit au gymnase. De nos jours, c'est pareil. Les gens qui veulent participer à la haute compétition sont totalement assistés. Et, E. Avice, à peine arrivée, a établi des contrats avec de grandes entreprises françaises pour caser 50 athlètes de haut niveau. Il ne faut pas raconter d'histoires : ces gens ne travaillent pas dans l'entreprise comme les autres : ils bénéficient d'un régime privilégié. Dans l'entreprise, ils représentent une certaine élite.

A. : Aujourd'hui, le jogging, l'aérobic, le body bulding, et autres clowneries sont à la mode.

... le sportisme est la religion du travail et l'olympisme sa plus grande incantation.



Que penses-tu de ce nouveau culte ?

J.V. : C'est bizarre. La culture physique fut inventée en France par un nommé Tria. Pour la petite histoire, après avoir eu comme clients toute la cour de Napoléon III, il mourut dans la misère pour avoir prêté tous ses locaux à la Commune. Cette culture physique émigre alors aux Etats-Unis et nous revient aujourd'hui sous le nom de body building en suscitant un grand engouement. S'il est évident que cette mode représente un marché à gros chiffres d'affaire, il n'en demeure pas moins qu'elle correspond aux effets de l'ère industrielle qui a amené la sédentarisation. Car si le corps n'a pas sa dose de mouvement, sans parler de sport, les maux de la sédentarisa-

tion apparaissent. Ce phénomène est nouveau, car dans le passé, cette réflexion sur le corps n'existait pas. L'âme était importante, le corps non. Le concept unifiant âme et corps, qui existait chez les orientaux est nouveau pour nous. Ceci a entraîné une revalorisation du corps en tant qu'entité culturelle.

A. : Mais cette mode ne vise-t-elle pas une certaine normalisation du corps

J.V. : Certainement, et elle est impulsée par des impératifs économiques. C'est le prêt-à-porter qui triomphe. Tout le monde maintenant est tributaire de son image corporelle, ce qui fait que les salles de culture physique se remplissent à l'approche des congés, bronzage artificiel à la clé.

C'est la recherche d'une image qui corresponde à la mode, mais aussi la possibilité d'exhiber sur les plages une identité que l'on entend associer à son imaginaire.

A. : Cette normalité ne transforme-t-elle pas les structures mentales ?

J.V. : Tout à fait. C'est d'ailleurs mutilant car si pour beaucoup c'est facile d'adhérer au modèle, cela sera toujours interdit à d'autres. Peut-être qu'il faudrait, au niveau éthique, reconsidérer la position qui, il y a quelques années, consistait à dire que chacun a, en soi, un modèle à exprimer. Il faut dire que les fameux barèmes de l'école n'aident pas. En effet, pourquoi exiger les mêmes performances de gens dont les données biotypologiques sont différentes. Ou encore, pourquoi interdire des études de gym à quelqu'un qui serait handicapé. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si ces interdictions datent du gouvernement de Vichy.

A. : Dans une précédente intervention dans Agora, tu avais écrit que « l'évolution de l'industrialisation a imposé l'automatisme. Dès lors un dilemme est apparu : le chômage ou le temps libéré ». La gauche, après avoir fait disparaître le ministère du temps libre, a-t-elle choisi ?

J.V. : Ce qu'il y a de grave sur ce point, c'est qu'ils n'ont pas poussé l'analyse bien loin. L'activité corporelle, le temps des vacances, ne doivent pas seulement être considérés comme des éléments de socioculture, mais aussi comme des paramètres importants de l'économie. Cette piste n'a jamais été étudiée, ni même investie politiquement. Dans ce qui s'appelle l'animation, qu'elle soit saisonnière, avec le tourisme social, ou dans les structures que l'on peut régionalement mettre en place pour accueillir ces tou-

ristes, on peut créer des emplois qui ne soient pas de « garage » comme dans l'armée ou la police.

En dehors des périodes touristiques, ces gens-là pourraient être un soutien à une animation qui concernerait les gens du coin. Alors qu'il y a trois millions de chômeurs, dont beaucoup de jeunes, il faudrait impulser au niveau économique, dans l'industrie du loisir, des espaces d'accueil où des centaines de milliers d'emplois seraient un investissement pour l'avenir. Il y a une liaison économique évidente entre les données de l'animation et les exigences de la socioculture. De plus, la demande corporelle est devenue un fait de société. Ce serait donc un aménagement de l'espace et de la qualité de la vie qui serait véritablement social.

A. : Selon toi, donc, depuis mai 81, il n'y a pas eu de changements ?

J.V. : Non. Le ministère du temps libre est mort avec les 35 heures. De plus, le pouvoir s'est heurté à un mouvement sportif très fort, très structuré, dont les ramifications du petit entraîneur jusqu'aux respon-



... le sport a pour but la normalisation de la motricité.



sables des quelque 76 fédérations. Et ils ont des facilités d'accès aux médias considérables.

En fait, la gauche n'a pas poussé l'analyse politique qui lui aurait permis de faire respecter la notion de temps libéré et de faire progresser l'incidence économique des activités physiques. Le seul point positif que l'on peut reconnaître à la gauche, c'est d'avoir mis en avant la notion de service public pour les activités physiques, ce qui dépasse largement le cadre scolaire et peut modifier les conditions de travail dans l'entreprise.

A. : Mais, face à tout cela, où trouve-t-on aujourd'hui des pratiques corporelles alternatives ?

J.V. : Il y a une notion qui, aujourd'hui, prend une dimension énorme, c'est celle des loisirs. Et ce n'est pas la même chose que le sport. Malheureusement, il semble aussi que le monde du travail ait renoncé à donner à la culture ouvrière une place spécifique. Elle n'a pas de voix propre. Plus on va et plus les gens ont un statut de consommateurs ; ils ne sont plus partie prenante de la production culturelle. Et, comme on nie au monde du travail cette possibilité d'expression, par ce phénomène de la sous-traitance, il adhère

aux modèles pré-constitués.

De toutes façons, le sport ne peut pas être alternatif car il lui faut des règles bien codifiées en vue d'une performance sur des lieux très précis et avec des synchronisations dans le temps bien réglées. Mais, il faut bien faire attention aux terminologies. Le sport est défini par les règles que P. de Coubertin a exposées. Et celui qui s'offre une petite suée pour mieux dormir la nuit, n'a pas fait du sport. C'est important de le dire.

A. : Mais, plus précisément, existe-t-il des pratiques physiques qui évitent le sportisme ?

J.V. : Il y a d'abord toutes les activités de plein air et de nature qui modifient nos relations à l'environnement. Mais, dès qu'elles deviennent importantes, les marchands de compétition arrivent. Tu ne peux pas faire de ski sans te heurter à une forêt de piquets de slalom.

La sportivisation gagne partout et a pour but la normalisation de la motricité. Et on ne peut pas dire qu'il existe, de façon significative, des pratiques alternatives. L'analyse politique n'avance pas sur ce sujet parce que, entre autres choses, la plupart des instances politiques sont partie prenante de la compéti-

tion internationale, que ce soit sur le plan industriel ou plus largement économique.

A. : On disait, il y a longtemps, que la prise en compte des activités physiques pouvait contribuer à une certaine libération. Qu'en penses-tu aujourd'hui ?

J.V. : Pour moi, le corps d'un insoumis est révolutionnaire. C'est un corps qui échappe à la normalisation. Le corps d'un sportif s'apparente à celui d'un drogué dans la mesure où la pharmacologie du sportif est un reflet de la dépendance du drogué. Ainsi les gens qui s'occupent de chronobiologie, en étudiant nos rythmes personnels, sont ceux qui vont avancer l'analyse la plus radicale. Il y a, de part nos déterminismes corporels, une alternance de production énergétique et de restructuration de cette force de production. Tenir compte de cela, c'est refuser des rythmes de travail de 8 heures. De même devient inadmissible l'école qui fait travailler les gosses de huit heures à midi et de 14 à 17 heures. Il convient alors de se poser le problème de la durée hebdomadaire du travail qui ne peut plus être même de 35 heures. De la même façon, pourquoi devrait-on obligatoirement partir à la

... Taylor
et Coubertin
avaient
les mêmes
aspirations.

retraite ? Pourquoi ne pas abaisser le temps de travail avant à 25 heures, et graduellement à 15 heures ? Si quelqu'un veut travailler après 60 ans, pourquoi ne pourra-t-il pas faire 5 ou 6 heures par jour et garder ainsi son identité sociale ? Il y a des acquis qui ont à leur époque constitué un progrès mais qui aujourd'hui devraient évoluer.

La chrono-biologie est importante aussi parce qu'elle pose le problème des synchroniseurs et par là, le problème du pouvoir. Dans le passé, les curés étaient les synchroniseurs. Tu marchais au son des cloches et t'arrêtais au moment des jours religieux. Les gens qui ont voulu s'emparer des corps ont toujours fait deux choses : d'abord maîtriser l'espace, en enfermant les populations dans un urbanisme particulier ; ensuite, maîtriser le temps en imposant des normes de vie.

Après l'Eglise ce fut le monde industriel. Tenir ces deux aspects de la chrono-biologie, c'est tenir le pouvoir.

A. : En fonction de tout ce que tu viens de dire, comment peux-tu caractériser le corps insurgé ?

J.V. : En fait, je dirais que c'est l'individu qui se positionne par rapport à sa carcasse. Toutes les revendications syndicales sont parties de là, que ce soit pour la bouffe ou pour le temps de repos. Ce sont les besoins corporels qui ont conditionné les lutes. Si on tient compte des déterminants corporels, on s'attaque aux synchroniseurs, donc au pouvoir.

(Propos recueillis par
Claude Ariso)

... le corps d'un insoumis est révolutionnaire.

UNE PAGE... UN MOUVEMENT

BARBE ROUGE CONTRE BIG BROTHER

LES membres du bureau de "Canal-Sud", radio libre toulousaine, sont aujourd'hui inculpés parce que des propos... peu flatteurs sur des magistrats et des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ont été tenus au cours d'une émission sur les prisons. Bien sûr, ces inculpations ont saisi le premier prétexte : il s'agit en fait de faire taire une émission gênante dans son fond : la dénonciation des conditions de détention, la lutte contre l'enfermement.

TOUT a commencé... En décembre 83, une émission hebdomadaire dirigée vers les prisons de St-Michel et Muret est lancée sur « Canal Sud ». Il s'agit d'y donner la parole aux détenus, d'en finir avec le silence complice organisé sur la barbarie pénitentiaire. Très vite, l'émission prend une grande importance dans les deux prisons et à l'extérieur. Les lettres et les cassettes, les témoignages, les appels téléphoniques affluent.

ALORS, pour la première fois sur les ondes d'une radio locale, les mille et une infamies de la barbarie des prisons sont livrées à la publicité. Depuis le manque d'hygiène et la saleté jusqu'aux tarifs démentiels des « cantines » ; depuis les incessantes vexations jusqu'aux tabassages en règle ; depuis une médecine pénitencière inexistante jusqu'aux humiliations que l'on impose aux visiteurs, parents ou amis, tout commence à se dire et à se savoir sur cet univers de destruction et d'avilissement de l'individu, dont la justice et l'administration pénitentiaires sont le maître d'œuvre.

PARALLÈLEMENT, au prix de beaucoup de risques, puisque les droits les plus élémentaires n'ont pas cours dans les prisons, des détenus tentent de s'organiser, de mettre en place des filières de communication non censurée. C'en est trop pour l'administration qui fait tout pour briser des liens encore très fragiles. La réponse à des revendications précises sur des points tels que la nourriture ou les parloirs, ce sera : des fouilles en cellule, des fouilles à corps, des coups, des chantages à la clémence, des mises au cachot...

ET la radio ? L'Administration Pénitentiaire, accoutumée à faire en prison à peu près tout ce qui lui plaît voudrait bien faire taire « Trans-Muraille-Express ». Il lui faut tout de même un prétexte et un cadre juridique « légal ». Justement, les participants à l'émission oublient parfois de mâcher leurs mots ; justement aussi, les émissions sont écoutées et enregistrées par la police (quel beau métier !). Trouver là, matière à douze plaintes, c'est un jeu d'enfant pour ces braves gens.

AINSI derrière les prétendus « outrages », les « diffamations », le message de la machine judiciaire est clair : nous avons les moyens de vous faire taire...

EH bien non ! Les signataires continueront leur travail. Pour eux, et sans doute pour quelques autres aussi, les mots « radio libre » ont un sens qui ne se confond pas tout à fait avec la liberté de se remplir les poches, ni celle d'anesthésier quelques milliers d'auditeurs. Il y a des procès dont même un procureur a bien du mal à se vanter. Ne touchez pas à Barbe Rouge !



TRANS-MURAILLE EXPRESS
/ CANAL SUD
tous les dimanches
à partir de 20 h 96,1 MHz FM
Tél. 52.58.49
40, rue A.-Duméril,
31400 Toulouse



L A dernière semaine de septembre marque un important rendez-vous libertaire. C'est à ce moment-là qu'aura lieu à Venise une rencontre internationale anarchiste, organisée non sans ironie l'année même de l'anti-utopie totalitaire orwellienne, et qui promet d'être extrêmement intéressante, riche, originale...

Il ne s'agit pas d'un congrès, mais bien d'une rencontre, c'est-à-dire d'une occasion pour la communauté libertaire internationale de mieux faire connaissance, d'une occasion pour tous ceux qui se reconnaissent d'une manière ou d'une autre dans les valeurs de l'anarchisme de se retrouver sans formalisme, par delà les frontières des Etats ou les barrières idéologiques.

Ce sera aussi l'occasion d'un travail intellectuel collectif. En effet, l'élément central de la rencontre sera un colloque. Celui-ci, sur le thème 1984 : **Tendances autoritaires et tensions libertaires dans les sociétés contemporaines**, est patronné par le Centre Studi Libertari de Milan et l'Anarchos Institute de Montreal. Ce qui est proposé à la réflexion et à la discussion, c'est une vaste gamme de thèmes (voir encadré). On prévoit la participation de Murray Bookchin, Colin Ward, Joel Spring, Eduardo Colombo, John Clark, Olivier Corpet, René Lourau, etc.

Bien sûr, d'autres espaces de rencontre sont prévus sur une des belles places vénitienes, des expos, des spectacles, des projections et des "rencontres d'un autre type" entre l'anarchisme et certains artistes...

Voilà de quoi marquer ce rendez-vous sur vos agendas, voilà de quoi prévoir des vacances à Venise et de quoi commencer à mettre des sous de côté. A propos de sous, le Centre Studi Libertari lance une souscription internationale pour couvrir les importants frais d'organisation : en particulier la traduction simultanée du colloque, hors de pris mais indispensable (italien-français-anglais, peut-être espagnol et serbo-croate). Si les sommes recueillies sont supérieures aux dépenses, elles permettront de donner un coup de

main aux membres les plus éloignés et les plus fauchés de la tribu libertaire. A bientôt donc à Venise !

CENTRO STUDI LIBERTARI

L E CSL, constitué à la fin 76 comme instrument de promotion culturelle anarchiste, a organisé des colloques internationaux sur Bakounine (76), les nouveaux patrons (78), l'autogestion (79), l'utopie (81), Malatesta (82). Les textes des trois séminaires centraux ont été édités en français par Noir à Genève et l'Atelier de création libertaire à Lyon. Le CIRA, créé en 57, est essentiellement une bibliothèque cherchant à conserver la mémoire du mouvement anarchiste, à prêter des ouvrages dans le monde entier et à mettre en contact des chercheurs. Il a organisé en 72 un colloque sur "Société et contre-société", publié diverses brochures comme "Cinéma et anarchie" en 84 et, à ce jour, 38 "bulletins bibliographiques".

Le CSL se trouve viale Monza 255, 20126 Milan, tél. (39.2) 257.40.73. Il est ouvert en semaine de 16 à 19 h.

ARC-EN-CIEL DE DÉBATS

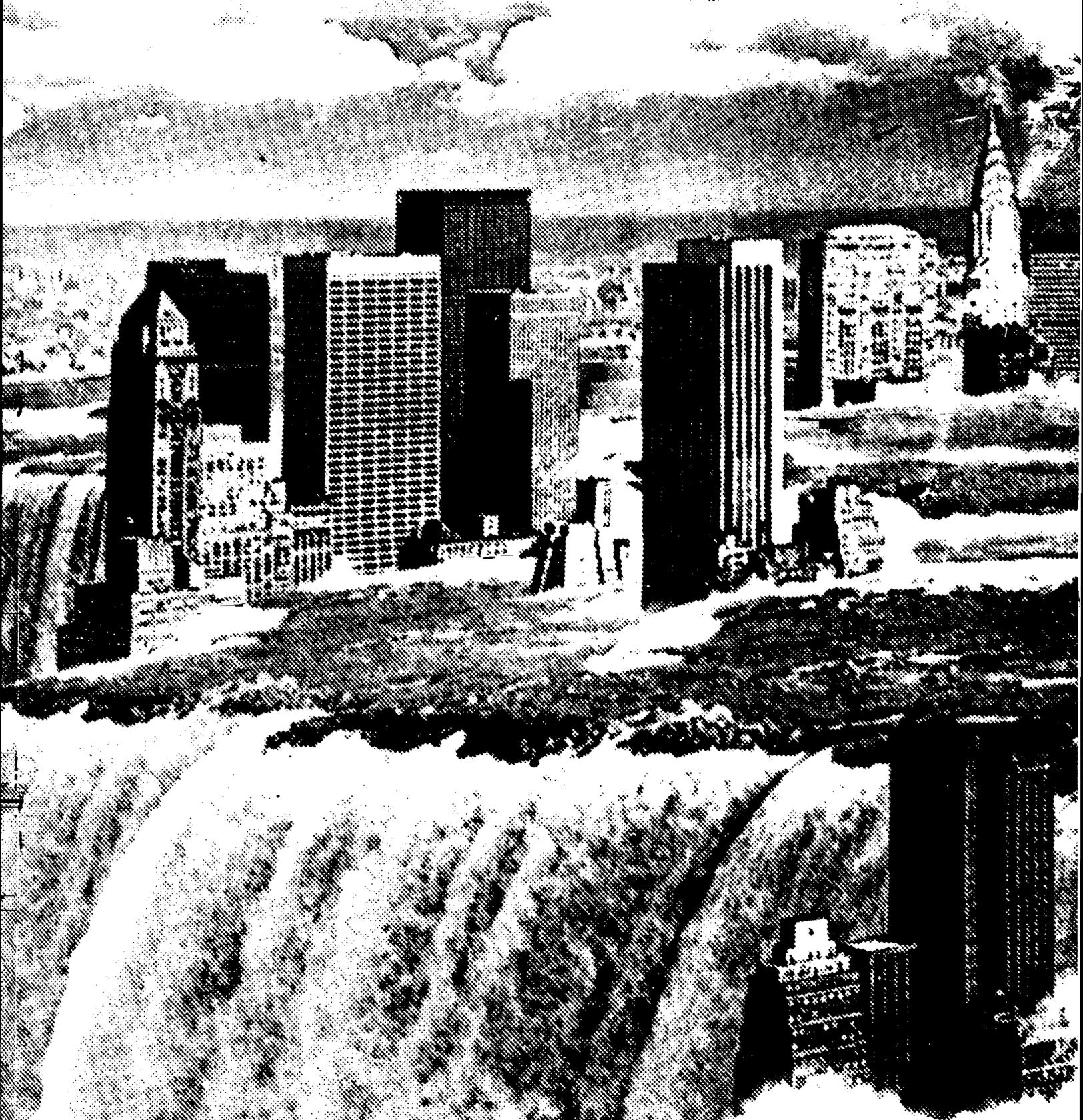
P ARMI les multiples thèmes de la rencontre de Venise, en voici, en vrac quelques-uns pour vous mettre l'eau à la bouche : L'ETAT (à quel point en est la critique radicale de l'Etat, soit comme institution, soit comme paradigme et principe d'organisation hiérarchique de la réalité sociale) ; 1984 ET SES ENVIRONS (où en est la nuit du totalitarisme ? Le Leviathan informatique est-il Big Brother ?) ; LA PRATIQUE DE L'AUTOGESTION (entre l'Etat et le marché : la macro-expérience yougoslave et les micro-expériences en France et aux Etats-Unis) ; FÉMINISME ET ANARCHISME (le féminisme biologique séparatiste et la révolution culturelle libertaire) ; NATIONALISME ET CULTURE (l'impérialisme culturel et tendances centrifuges ; mouvements de "libération" ; internationalisme et identité ethnique) ; ORWELL ET SES ENVIRONS (fonctions anti-autoritaires de la contre-utopie, de la littérature "prophétique", de la politique fiction) ; VILLE, POUVOIR (la dimension urbaine de la domination ; l'auto-construction, les squatts, les mouvements de quartier) ; L'EUROSOCIALISME (les socialistes au gouvernement en Europe) ; PSYCHANALYSE ET SOCIÉTÉ (usage répressif et usage libérateur ; la socio-analyse et l'analyse institutionnelle ; structures psychiques et structures sociales) ; ÉDUCATION ET LIBERTÉ, ÉCOLOGIE, AMÉRIQUE LATINE, VIVRE L'ANARCHIE, etc.



**LES M
FINIRO**

LISEZ AGORA, REVUE LIBERTAIRE

MAUVAIS JOURS ONT...



E, B.P. 1214, 31037 TOULOUSE CEDEX

AMSTERDAM

La fin du squatt de Weyers.

CHRONIQUE D'UNE EXPULSION

A la fin des années 70, la société Weyers quitte le centre d'Amsterdam, abandonnant bureaux et magasins. Dernier trimestre 81, avant la sévère répression qui va frapper le mouvement Kraakers, quelques centaines de jeunes occupent l'ensemble immobilier.



20

Il va d'abord servir de refuge aux nombreux sans abri. On y trouve aussi des toxicomanes, des petits délinquants et des prostituées. Autant dire que les débuts de l'occupation sont difficiles. Mais, au bout de six mois, une vingtaine d'occupants commencent à organiser un peu la vie de cet immense ensemble. Un an après, les résultats sont spectaculaires : des chambres pouvant loger une centaine de personnes ont été aménagées, on trouve aussi des magasins, une galerie d'art, un restaurant, etc. On envisage même la possibilité de créer un « centre social », de réaménager les lieux afin de développer l'espace habitable, de créer des dizaines de nouvelles boutiques, des bureaux, des commerces...

ACTION DIRECTE ET « VENDREDI NOIR »

MAIS, il y a un an, la municipalité publie un plan prévoyant la construction, sur l'emplacement des immeubles Weyers, d'un hôtel

luxueux appartenant à la chaîne « Holiday Inn ». Celui-ci doit être en partie financé par le fond des retraites des employés publics.

Pendant toute cette année, les pressions et les actions, à l'égard de l'administration municipale, vont se multiplier. En vain. Les juges « impartiaux » se sont rangés du côté des capitaux américains, eux-mêmes soutenus par la municipalité socialo-communiste d'Amsterdam. Cette dernière en a d'ailleurs profité pour produire un arrêté dans lequel il est dit que chaque « intrus » devrait payer un loyer mensuel d'au moins 400 florins (soit environ 1 100 F).

Le 10 février dernier, les occupants organisent une journée de lutte qui va voir se mobiliser des groupes très divers : collectifs de femmes, kraakers, antimilitaristes, ex-détenus, chômeurs... Quelques jours après, le 14, le maire annonce que la démolition de l'ensemble commencera dans les jours qui viennent. Dès que cette information fut rendue publique, près de deux mille personnes, malgré un froid très vif, vont se rassembler spontanément sur les lieux et monter la garde toute la nuit.

... et nous connaîtrons la liberté !

Au petit matin, apparaissent un millier de policiers, parmi lesquels on pouvait compter deux ou trois cent membres des « brigades spéciales », quelques 600 policiers à cheval ou tenant un chien en laisse, et en fin, une centaine de « civils ». Ce furent d'ailleurs ces derniers qui se chargèrent « d'évacuer » la centaine de manifestants présents à cette heure et qui n'opposèrent qu'une résistance passive à l'action policière. Ils furent alors embarqués dans les autobus de la ville, dont deux au moins furent pris d'assaut par des manifestants permettant ainsi à quelques détenus de s'échapper. Ailleurs, un sit-in paralyse un autre autobus : mais, sans ménagements, les agents à cheval chargent les manifestants.

SOUS LES PAVÉS, LA CRISE

L y a aux Pays-Bas, un gros problème nationaliste : aujourd'hui on compte 100 000 travailleurs étrangers dont beaucoup sont issus de l'ex-colonie du Surinam. Or, en ces temps de crise économique, le racisme est en train d'augmenter. Pour la première fois depuis la

guerre, un parti fasciste, le « Centrumparty » a accédé au Parlement et l'attitude des autorités face aux activités de droite est des plus laxiste. Lorsqu'un jeune fasciste tua un enfant noir, le juge le fit passer pour fou et ne parla jamais de crime raciste.

Il existe, d'autre part, à Amsterdam, de très nombreux « nouveaux pauvres » auxquels on

coupe souvent gaz et électricité. La situation d'ensemble est aggravée par la coalition (CDC et libéraux) qui siège au gouvernement. Dernièrement, celui-ci a imposé une réduction de 3,5 % des salaires des fonctionnaires. C'est pourquoi les cheminots, pour la première fois depuis 80 ans, se sont lancés dans la grève. Ils ont été suivis par les postiers



Dans la soirée du même jour, une autre manifestation de 4 000 personnes eut lieu et se déroula dans les mêmes conditions.

DES « ILOTS DE BONHEUR » ?

Sil'on compare à ce qui se passe en Italie, il peut paraître que le niveau politique et idéologique du mouvement hollandais soit bien plus terne. Cependant, aux Pays-Bas, de nombreuses actions se développent. Par exemple, malgré de longues années de répression, il reste autant de maisons occupées à

Amsterdam. Elles servent toujours de lieux de réflexion et d'initiative. Beaucoup continuent à voir en elles des « îlots de bonheur » où il serait possible de s'épanouir. Et il est vrai qu'il n'y règne aucun sectarisme. Partis et groupuscules ont quitté les lieux depuis des années et l'on y trouve surtout des groupes affinitaires.

Mais, parallèlement, il devient de plus en plus difficile d'occuper des immeubles, dans la mesure où on se heurte maintenant à de nombreux spéculateurs qui ont trouvé des arguments juridiques pour s'approprier les bâtiments. Par exemple, il suffit désormais que l'adjudicataire « exige » devant un juge, que le propriétaire lui remette la maison vide afin de commencer les travaux. L'appartement peut être ainsi légalement « libéré », ceux qui auparavant y vivaient n'ayant dès lors plus voix au chapitre. Une certaine époque prend ainsi fin.

Stefano Fabbri et Toni

(surtout ceux de la capitale). Mais la justice est intervenue, a interdit ce type d'action et les « patrons » des syndicats ont entériné cette décision. Par la suite, il y a eu des occupations de journaux comme le « Telegraaf » et la Bourse a été prise d'assaut à l'aide des engins mécaniques appartenant aux services publics. Enfin, les pompiers d'Amsterdam ont encerclé pendant

quelques heures le Parlement en déversant sur la place le contenu de tous leurs extincteurs.

Ces actions sont surtout menées par des groupes d'ex-syndicalistes radicalisés. A l'origine de leur colère se trouve la volonté de s'opposer aux réductions prévues à partir du 1^{er} juillet de toutes les prestations sociales. Celles-ci devraient perdre jusqu'à

10% de leur valeur actuelle.

Malheureusement, la solidarité entre travailleurs et chômeurs n'existe pas, notamment dans la confédération de la métallurgie, même si elle est un peu plus évidente chez les fonctionnaires. Et la crise économique exacerbe les antagonismes entre chômeurs et non chômeurs, entre nationaux et étrangers.



LE RÉVEIL

INDIEN

EN Amérique Latine, aucun mouvement révolutionnaire ne peut et ne pourra faire l'impasse sur la question indienne, sur cette « Amérique qui n'est pas latine ». Les affrontements nicaraguayens entre sandinistes et mikitos sont là pour nous le confirmer.

Une question qui se pose avec d'autant plus d'acuité en Bolivie que la majorité de la population (tout comme au Guatemala) est indienne...

22

LA Bolivie possède le mouvement ouvrier le plus ancien et combatif d'Amérique Latine, grâce à l'appui des mineurs — à majorité indiens — regroupés dans la Fédération Syndicale des Travailleurs Mineurs de Bolivie (FSTMB), confédérée à la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB). Cas unique en son genre, depuis sa création en 1952, la COB a su jalousement conserver son indépendance syndicale tout en réaffirmant le pluralisme politique. Y sont représentés des courants de gauche et révolutionnaires aussi divers que socialistes, nationalistes-révolutionnaires, communistes, mais aussi maoïstes, trotskystes et anarcho-syndicalistes... non sans tensions entre eux, il est vrai (voir encadré).

Aucune force politique, civile ou militaire, n'a jamais pu contourner ce véritable monument historique du mouvement ouvrier bolivien. Avec, aujourd'hui, 800 000 adhérents dans un pays de 6 millions d'habitants, la COB constitue une gigantesque organisation politico-sociale écrasant de son poids les minuscules partis politiques en lisse.

Dans un pays qui, depuis son accession à l'indépendance en 1925, a connu pas moins de 189 coups d'Etat militaire, la classe politique et les forces armées ont, dès le départ, recherché leur base sociale dans le monde paysan pour mieux contrer la COB. En 1965, le dictateur Barrientos établissait un « Pacte militaires-paysans » en favorisant l'apparition de syndicats dociles et en installant en milieu rural de véritables « caciques » lui servant de relais.

UNE IDÉOLOGIE MADE IN EUROPE

CE Pacte a connu, indiscutablement, un franc succès tout au long des années 60. Parce qu'il fut proposé par Barrientos, militaire d'origine paysanne, parlant les deux langues indiennes historiques des Andes : l'aymara et le quechua. Mais aussi en raison de la myopie et du mimétisme de nombreux dirigeants de la COB. Reprenant à leur compte un marxisme des plus orthodoxes importé d'Europe, ils imposèrent à la Centrale des orientations sectaires, réaffirmant le principe d'une dictature du prolétariat, du rôle hégémonique des ouvriers dans le processus révolutionnaire. Non sans véhiculer également un discours néo-colonial insistant sur le rôle foncièrement réactionnaire des paysans doublé de l'arriération congénitale des indiens.

Ce discours rejoignait ainsi celui, non moins éloquent, des militaires. L'un des dictateurs de service ne déclarait-il pas, en 78, que « la démocratie ne signifie rien pour les Indiens puisque le mot lui-même n'existe ni en aymara ni en quechua » ?

LES INDIENS EN MOUVEMENT

MALGRÉ cette marginalisation de la vie politique et sociale, les indiens ne représentent pas moins de 65 %

de la population bolivienne : majoritaires au sein des 80 000 ouvriers (dont 50 000 mineurs-indiens) ; hégémoniques au sein des 4 millions de paysans. Ils allaient se charger de le rappeler aux dirigeants ouvriers, y compris à Juan Lechin, secré-



taire de la fédération des mineurs qui affirmait encore, en 1980 que :

dans la COB, l'hégémonie appartient indiscutablement au secteur prolétaire, bien que numériquement les paysans soient plus importants dans la population. Ceci se reflète dans notre propre organisation : le secrétaire exécutif doit être un mineur, le secrétaire général doit être un travailleur d'usine, le secrétaire des relations un cheminot. Ensuite, viennent les représentants des classes moyennes : enseignants, employés des banques. Et après les paysans » (1).

Pourtant, le réveil indien s'est clairement manifesté à la fin des années 70 avec l'apparition de deux organisations politiques (2) et d'une organisation syndicale qui tiendra un congrès en mars 78, avant de se transformer en Confédération Syndicale Unique des Travailleurs-Paysans de Bolivie (CSUTCB). Enfin, et surtout, la CSUTCB s'affiliait à la COB, devenant sa branche paysanne, lors du congrès de la Centrale en 1979. Non sans remous d'ailleurs puisque les maos, soutenant les organisations pro-gouvernementales, quittèrent le congrès... En janvier 80, la CSUTCB allait jusqu'à

organiser le premier Congrès des femmes paysannes.

Cette entrée en lice des militants révolutionnaires indiens ne se fit pas sans grincements de dents chez les tenants de l'orthodoxie, comme le prouve une « anecdote ». En 1978, le MRTK, membre de l'Union Démocratique Populaire (coalition de gauche) proposait que son leader Gerano Flores soit désigné vice-président de la République aux côtés du président, chef de l'UDP, Siles Suazo. Non seulement ceci fut refusé, notamment par le MIR (3), mais Gerano Flores se retrouva sur la liste des candidats au Sénat à un tel rang que toute chance d'être élu s'évanouissait.

Malgré tout, au lendemain du putsch de juillet 80 qui vit s'exiler la majorité de la direction de la COB, Gerano Flores devenait, de fait, secrétaire général de la Centrale syndicale. C'était là bien plus qu'un symbole puisque la résistance à la dictature reposa, de 80 à 82, essentiellement sur les deux secteurs à majorité indienne de la COB : la FSTMB et la CSUTCB. Les paysans ont joué un rôle capital dans la lutte contre la dictature et le retour, en octobre 82, à la démocratie : grèves de la faim, blocage des routes, mobilisations de masse. Ils

ont également prouvé, concrètement, leur unité avec les ouvriers en ravitaillant les mineurs grévistes que l'armée voulait affamer.

Le combat des indiens pour la reconnaissance de leur identité n'est pas gagné pour autant, comme le prouve le déroulement du congrès de la CSUTCB durant l'été 83. On y vit socialistes, nationalistes-révolutionnaires et communistes tenter de faire échec au courant indépendant de Gerano Flores, partisans de l'autonomie et de l'autogestion paysannes. Et, pour ce faire, ils n'hésitèrent pas à recourir à l'agression physique (4). Le leader indien et ses thèses sont, toutefois, sortis renforcés, rappelant qu'en Bolivie les indiens sont les premiers à avoir vécu dans une société de communiste primitif.

Juan Hernandez

- (1) in « Bicileta » n° 35-36, janvier-février 80.
(2) le mouvement révolutionnaire Tupac Katari (MRTK) et le mouvement indien Tupac Katari (MITKA).
(3) mouvement de gauche révolutionnaire, membre de l'Internationale socialiste.
(4) voir « Le Monde Diplomatique » d'octobre 83.

VERS L'ÉPREUVE DE FORCE ?

SECRÉTAIRE de la Fédération des Mineurs (FSTMB) depuis 40 ans, l'ancien mineur Juan Lechin fut longtemps considéré comme l'un des porte-paroles du secteur indépendant de la COB. Bien qu'appartenant à un parti politique, il fut souvent pris pour cible par les partis de gauche le qualifiant volontiers d'anarcho-sindicaliste.

A plusieurs reprises, pourtant, des désaccords sont apparus entre ce dirigeant historique et les indépendants. Au lendemain du putsch de 1979, malgré les appels de la direction de la COB à la reprise du travail, les mineurs poursuivirent le mouvement durant 24 heures de plus. De même, lors du putsch de 1980 Lechin fit une apparition télévisée appelant à l'arrêt de la grève générale « afin de ne pas répandre de sang ». Quelques jours auparavant, Lechin avait fait campagne au nom du Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationale. Une syndicaliste mineur rappelait alors : « Malheureusement, Lechin n'a pas respecté ses engagements. Au 18^e Congrès il fit une déclaration publique selon laquelle il ne se présenterait pas. Les travailleurs crurent en sa parole et lui confièrent la direction de la fédération. Il n'a pas tenu parole... ».

Confirmé à son poste en juin 83, nous apprenions début mai que Lechin venait de présenter sa démission irrévocable. Au-delà des motifs invoqués (son âge et la volonté de faire place aux jeunes) ce nouvel épisode marque une nouvelle rupture avec les secteurs indépendants et révolutionnaires. En effet, depuis le retour de l'UDP au pouvoir, les dissensions au sein de la COB se sont aggravées. Les mineurs ont mené plusieurs actions en marge des mots d'ordre de la COB appe-

lant à la modération. Récemment, alors que la Centrale organisait une première grève générale de 48 heures fin avril, puis une autre de 72 heures début mai, certains syndicats poursuivirent le mouvement entre ces deux échéances.

Débordé sur sa gauche alors qu'il appelait au calme pour ne pas « favoriser un nouveau putsch », Lechin a démissionné. Les travailleurs, eux, poursuivent la mobilisation contre les mesures d'un gouvernement prétendument de gauche (dévaluation de 300 % et augmentation des prix de 200 à 500 %) et pour un salaire minimum avec échelle mobile.

On comprend mieux, dès lors, les craintes qu'exprimait en octobre 82, huit jours après le retour des

civils au pouvoir, le vice-président de la République Paz Zamora : « La COB a parfaitement le droit de faire pression pour obtenir des améliorations du niveau de vie des travailleurs (...). Le danger peut venir des dirigeants syndicaux appartenant à des partis non-démocratiques (Sic !) (les trotskystes et les anarcho-sindicalistes, par exemple) qui tentent de confondre les travailleurs, de leur faire croire que rien n'a changé en Bolivie depuis notre arrivée au pouvoir ».

Il est vrai qu'à l'époque Paz Zamora visait en particulier Lechin. On sait aujourd'hui que ce n'est pas de lui que viendra le « danger » invoqué, mais bien des courants cités...

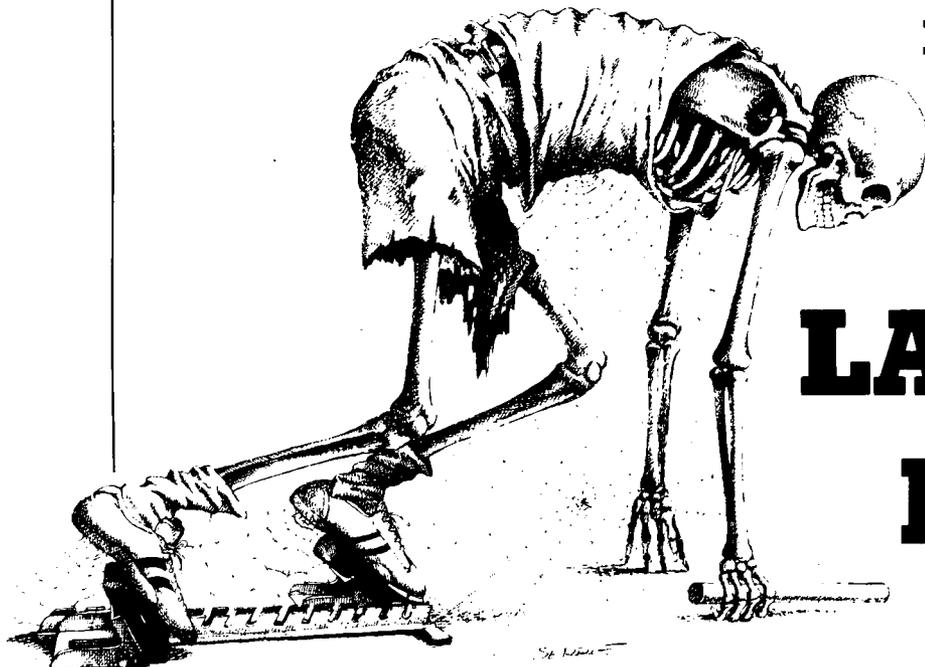


Cortège de la centrale syndicale des paysans boliviens le 1er Mai 1980 à La Paz.

LES JEUX OLYMPIQUES

DE BERLIN EN 1936

**LA COURSE
DES RATS**



L faut dire que le nazisme rend d'abord aux Olympiades leur véritable nature, celle au moins voulue explicitement par Pierre de Coubertin. Mais Berlin 1936, fut aussi pour le Reich, outre un apport financier non négligeable, un extraordinaire moyen de propagande en faveur de la « race aryenne ».

**L'APOLOGIE
DE LA « RACE »**

TEL que le déclarait le Turnerschaft, porte-parole du mouvement gymnique national allemand et diapason de la conception militaro-sportive des exercices physiques conçus par l'idéologie nazie pour fortifier « race » : « Les nègres n'ont rien à faire aux Olympiades (...). Les dirigeants sportifs juifs et ceux qui sont contaminés par le judaïsme, les pacifistes et les réconciliateurs des peuples n'ont pas leur place dans la patrie allemande ». Il était dès lors difficile aux défenseurs du « sport avant tout » et du « sport malgré tout », d'ignorer ce climat de haine, de racisme qui donnait sa coloration particulière et spécifique au culte de la force brute présent chez les S.S. et chez bien d'autres.

Pourtant ils ont fait comme s'ils ne savaient rien, comme si les lois racistes de Nuremberg (1935) n'avaient

LA XI^e Olympiade des temps modernes s'ouvrit le 1^{er} août 1936 dans la capitale du Reich. Dans un climat de haine raciale, de contrôle militaire et policier, la grande parade nazie allait conquérir, avec la complicité du Comité Olympique international, une étrange renommée sur la scène mondiale. Ce fut la course des rats.

jamais vu le jour. Passant outre, les Coubertin, Sherrill, Brundage, Ballet-Latour... aristocrates pétris d'élitisme, admirateurs des hommes forts et des pouvoirs musclés, commencèrent à Berlin la série des Jeux organisés par des Etats totalitaires.

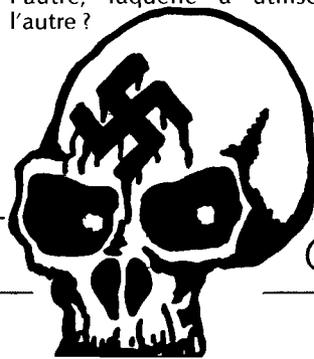
Sous couvert de cette mythologie olympique qui se veut au-dessus de toute considération politique, et en exaltant la « grande fraternité sportive universelle », Coubertin va trouver à Berlin, dans l'idéal nazi, le prolongement exact de son propre credo. Il y reconnaît l'écho de ses propres déclarations antérieures : « Il y a deux races distinctes : celle de l'homme au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée, et celle des malades à la mine résignée et humble, à l'air vaincu... Le bénéfice de cette éducation n'est appréciable que par les forts ».

Comment les « penseurs nazis » n'allaient-ils pas voir les analogies flagrantes entre ces discours et le leur qui exaltait également « l'adulte mâle, individuel ». Et Coubertin les conforta dans leur principe lorsqu'il déclara, comme un bouquet final offert au fascisme : « En ciselant son corps par l'exercice, comme le fait un sculpteur d'une statue, l'athlète antique honorait les dieux. En faisant de même, l'athlète moderne exalte sa patrie, sa race, son drapeau ». L'Olympisme trouvant dans ces propos ses lettres d'indignité, le fascisme aussi. Mais, de ces deux idéologies, finalement, laquelle s'est mieux servie de l'autre, laquelle a utilisé l'autre ?

**LA SURDITÉ
DU C.I.O.**

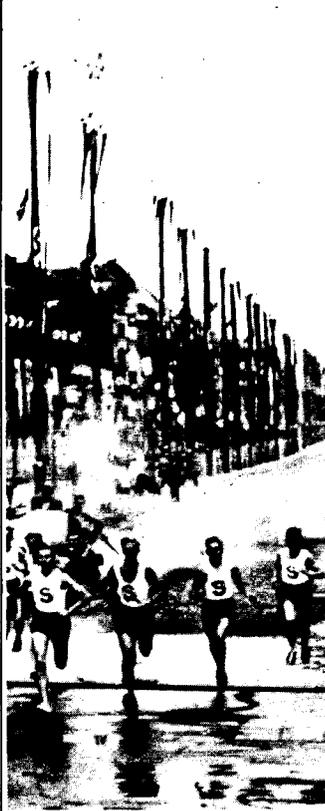
DÈS le départ, il faut remarquer que le C.I.O. (Comité international olympique) s'acharna à vouloir organiser les Jeux de Berlin. Il prit cette décision dès 1931 et le comité olympique allemand donna son aval le 24 janvier 1933, soit dix jours seulement avant la prise de pouvoir par Hitler. Le Comité international, sourd aux bruits de bottes qui montaient outre-Rhin, ne s'inquiéta que du respect de la Charte olympique. Pour le rassurer on lui répondit que les « juifs allemand ne seraient pas exclus des Jeux ». Coubertin, quant à lui, se contentait à la même date de « saluer le bouleversement en Allemagne comme le signe d'un tournant mondial qui embraserait tous les peuples très rapidement ».

Le C.I.O. n'était heureusement pas suivi par tous les athlètes censés participer aux Olympiades. Pendant que se poursuivait l'organisation des Jeux à Berlin, les opposants concentrèrent leurs efforts de propagande en mettant en place un « boycottage alternatif » : l'organisation d'une Olympiade Populaire à Barcelone. La Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue anti-nazie américaine, le Maccali World Congress, l'A.F.L., l'Internatio-



... bruits de bottes

Outre-Rhin.



nale communiste et la S.F.I.O. étaient les principaux animateurs des nombreux mouvements de boycott internationaux.

L'ouverture des compétitions de Barcelone fut fixée au 18 juillet 1936. Malencontreusement pour ces Jeux-là, et malheureusement pour l'Espagne elle-même, les fascistes espagnols déclenchèrent ce même jour leur putsch. Pour les sportifs présents à Barcelone ce jour-là, les choix étaient clairs : beaucoup partent rejoindre les fronts, et les autres se rendent directement en Tchécoslovaquie pour participer aux Jeux Olympiques populaires de Prague, organisés par l'Internationale rouge des sports, en août 1936, c'est-à-dire parallèlement à ceux de Berlin.

LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE

A Berlin, tous les opposants à l'ordre nazi sont passés dans la clandestinité, lorsqu'ils n'ont pas été purement et simplement éliminés. Le Parti communiste, dans l'illégalité, s'unit au parti social-démocrate soumis aux mêmes contraintes. Ils forment ensemble un front commun qui, malgré d'énor-

mes difficultés, va faire parler de lui pendant le déroulement des Olympiades. Ainsi profitent-ils de toute la publicité faite autour des Jeux pour dénoncer la militarisation, certes du sport, mais aussi de la société.

Aidés par l'émigration antifasciste, des brochures telle l'« Arbeiter Illustrente Zeitung », circulent. Distribuée sous le manteau aux touristes venus à Berlin, elle dénonce, en trois langues, les persécutions antisémites et fait connaître la carte détaillée des prisons et des camps de concentration du Reich.

Les opposants profitent aussi du passage de la flamme olympique pour manifester. Ainsi, lorsqu'elle pénétra en Tchécoslovaquie, des tracts anti-nazis furent distribués et les athlètes tchèques refusèrent d'assurer le relais. Refus d'ailleurs également lié au fait que le comité d'organisation des jeux avait édité une affiche où les territoires limitrophes tchèques et des sudètes étaient tout simplement représentés comme faisant partie intégrante du Reich.

La Gestapo eut bien du mal à dissimuler la résistance intérieure pendant le déroulement des Jeux. Malgré le déploiement d'un vaste plan d'encadrement populaire, elle ne put empêcher les gens qui, la nuit,

retiraient les drapeaux frappés de la croix gammée qu'on avait disposé dans la ville et près du stade. Comme le 7 août, elle ne put enrayer la distribution de tracts tombés du haut d'un immeuble. Par un système ingénieux d'équilibre, avec un seau transpercé, la « distribution » se fit en différé, après que l'eau écoulée ne fit plus contrepoids aux tracts, permettant ainsi la fuite tranquille des opposants.

Cependant, les jeux s'organisèrent, malgré des opposi-

tions courageuses mais, somme toute, limitées. Et le K.P.D. se heurta à un mur d'incrédulité lorsqu'il annonça que le village olympique serait, après les Jeux, transformé en académie militaire...

LES JEUX

GOEBBELS, ministre de la propagande, passé maître dans l'art de la mise en scène, fut

APPEL DES INTERNATIONALES SPORTIVES OUVRIÈRES

Le sport des Etats fascistes n'est pas au service de la compétition pacifique d'une jeunesse physiquement exercée, mais au service de la préparation à la guerre. Le sport dans les pays fascistes n'est pas destiné à élever culturellement les masses, mais à les endormir et à les dominer.

C'est pourquoi les deux Associations internationales sportives ouvrières, dont le but est d'œuvrer pour le sport libre d'un peuple libre refusent résolument le caractère coercitif des manifestations sportives fascistes. Elles protestent contre l'imprudence qui consiste à utiliser une manifestation sportive internationale telle que l'Olympiade aux fins d'une politique de violence fasciste.

Elles appellent les sportifs et les gymnastes du monde entier à boycotter l'Olympiade de Berlin ! (...).

*Rote Sportinternationale
(L'Internationale du sport rouge)
Sozialistische Arbeiter-Sportinternationale
(L'Internationale sportive ouvrière socialiste)*

Source : Internationale Sportrundschaу, 1936, n° 3-4.

chargé de planter le décor. Les Jeux furent un grandiose support pour la propagande nazie et fonctionnèrent comme un « somnifère » pour la population, lui camouflant les persécutions antisémites, les mouvements de troupes et les discours incriminés du Führer. La résultante du télescopage des symboles olympiques et nazis atteignit son paroxysme avec son mot d'ordre digne de Big Brother : « l'Olympiade de la Paix »...

Dans une ambiance d'euphorie, alimentée avec précision, dans Berlin et dans toute l'Allemagne, la grande messe du sport s'ouvrit le 1^{er} août.

Dès 7 heures du matin, les défilés militaires commencèrent. Aux sons d'une musique martiale, les S.S. firent crisser leurs bottes sur la cendrée. Ils ouvraient le chemin à 4 500 participants, 49 équipes nationales, qui défilèrent sous le regard satisfait des autorités nazies. Le salut olympique, bras tendu, devenait le signe de reconnaissance officiel.

Mais, malgré la vigilance et les efforts des organisateurs il y eut quelques anicroches dans le déroulement des festivités. Comme le révèle avec une cynique ironie l'un des juges : « s'il n'y avait aucun juif allemand présent dans la compétition, on comptait tout de même deux demi-juifs ».

Le public fanatisé, et parfois berné, suivait anxieusement le protocole olympique qui ressemblait (et ressemble) à s'y méprendre à n'importe quel protocole militaire ou religieux. « *Le plus inquiétant, c'était cette frénésie, presque cette fureur qui parcourait les spectateurs pendant les épreuves (...), cette foule qui encourageait un athlète en entonnant « Shroeder, Schroeder, prends ton disque et pense à ta patrie (...) c'est pour ton Führer que tu lances ! ».*

Mais, comme on sait, tous n'avaient pas ce privilège : par exemple Jesse Owens. Athlète noir (les officiels nazis préféraient l'appeler « auxiliaire africain de l'équipe américaine ») il décevait tout le régime fasciste par ses performances à tel point que, vexé,

Hitler refusera de lui serrer la main. Owens philosophe se contenta de dire « j'ai été sorti de la misère pour affronter les surhommes, hé bien, j'étais là pour leur donner une leçon ».

Après l'hymne national, le décompte des médailles par nationalité, la victoire d'Hitler. Le 16 août 1936, la cérémonie de clôture laissait silencieuse « une foule disciplinée, conquise, matée,

haletante ! ». La XI^e Olympiade avait catalysé à merveille les valeurs chauvines de la race des « saigneurs ».

Jean-Louis Nadar

* Toutes les citations de ce texte, ainsi que les éléments historiques qui y sont contenus sont extraits du livre de J.-M. Brohm, « Les Jeux Olympiques à Berlin » (Ed. Complexe, 1983).

TRACT DES ANTIFASCISTES DE BERLIN

Les antifascistes de Berlin s'adressent aux concurrents et aux hôtes olympiques

Nous, antifascistes de Berlin, nous vous adressons ces quelques mots. En voyant Berlin en habit de gala olympique, en étant reçus en grande pompe, en étant hébergés dans le village olympique nouvellement construit ou dans les beaux quartiers, en vous rendant au nouveau Reichssportfeld pour participer aux compétitions, n'oubliez pas que cette olympiade, financée par des millions de contributions ouvrières, est sous le protectorat de Hitler une démonstration en faveur de la dictature fasciste.

Toute pensée, toute action libre du peuple allemand est réprimée dans le sang.

En 1932, il y avait 8 millions de sportifs dans les associations sportives libres. En 1936, sous (la direction de) Hitler, il n'y a plus que 4,2 millions d'adhérents dans les organisations sportives où ils ont le droit de pratiquer le sport sous la direction d'un commissaire mandaté. Des milliers de sportifs qui ont lutté pour le maintien des traditions démocratiques du mouvement sportif et gymnique allemand ont été jetés en prison et dans des camps de concentration.

En prélude à l'Olympiade s'ouvrent à nouveau dans toutes les parties du Reich des procès contre les travailleurs et syndicalistes social-démocrates, communistes et catholiques. De lourdes peines de prison et de camps de concentration ont été prononcées contre les travailleurs allemands qui ont osé lutter pour les droits démocratiques et l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'Allemagne hitlérienne, est une prison pour tous les démocrates ! Hitler utilise l'Olympiade pour montrer au monde entier sa "puissance" et sa "force". Derrière les proclamations de paix, des millions (de Marks) sont quotidiennement dilapidés en vue d'un gigantesque réarmement.

Les préparatifs de guerre de Hitler empêchent le développement d'un sport de masse véritablement libre. L'organisation obligatoire dans les jeunesse hitlériennes et dans les Service du travail prive les clubs sportifs allemands de leur jeunesse. Cette dernière n'est pas éduquée dans un esprit sportif démocratique, car la militarisation et la préparation sportive militarisée doivent fournir à Hitler des soldats disciplinés.

Concurrents et hôtes olympiques du monde entier ! Faites-vous raconter par les sportifs comment on leur a ôté le droit dans les clubs d'élire eux-mêmes leurs dirigeants. Demandez à visiter les prisons et les camps de concentration afin d'y rencontrer les courageux combattants de la liberté qui y sont maltraités et torturés !

Aidez le peuple allemand pacifiste et démocratique à démasquer le vrai visage de Hitler aux yeux du monde entier. Ce n'est pas Hitler qui donne au peuple allemand la paix, la liberté et la dignité !

Ce ne sont pas les proclamations de paix de Hitler qui garantiront la paix des peuples européens ! Non, seule une Allemagne qui aura renversé, grâce au front uni et au front populaire, l'ennemi du monde entier : Hitler et son régime, peut obtenir pour le peuple la paix, la liberté et le bien-être dans la lutte pour une Allemagne démocratique !

Seule une Allemagne démocratique libre sera une garantie sûre pour la paix du monde.

Les syndicalistes libres, les sociaux-démocrates et communistes de Berlin.

Source : Archives du V.V.N.-Bund der Antifaschisten, Francfort/Main.



LINTON KWESI JOHNSON

POÈTE ET MILITANT

En Angleterre, les West indians sont les descendants des esclaves noirs ramenés des îles par la Compagnie des Indes occidentales et, par extension, les immigrants noirs, jaunes, indiens, pakistanais... Et ils ont leur musique... Et ils ont leur poésie... Gare à nos blanches oreilles !



JOURNALISTE, musicologue, écrivain, voilà les multiples facettes de ce « dub-poet » (1) qu'est finalement, pour ceux qui ne le connaissent que par sa discographie, Linton Kwesi Johnson. « Dub-poet », c'est le nom qu'il inventa il y a sept ou huit ans pour désigner les « Dee-Jays », ces ancêtres jamaïcains des rappers. Ce style, il a su le reprendre, l'enrichir et en faire une seconde voie pour la musique jamaïcaine et ses poètes. Mutabaruka, Oku Onuara et Michael Smith sont les autres grands « dub-poets » se situant dans cette lignée (2).

CONTRE LE PIÈGE REGGAE

L.K.J., l'artiste, est avant tout un militant de la cause noire, et ses poèmes, comme il le dit lui-même, ne sont que le prolongement de son travail de militant

et de journaliste. Ses textes apportent constamment à la musique jamaïcaine une connotation politique manquante jusqu'ici à celle-ci. Ils « aèrent » les racines révolutionnaires de cette musique, perdues au profit du mysticisme religieux « Jah » (-vélisant ?). Artiste reggae militant, sa lutte couvre en partie le terrain propre aux rastamen. Conscient de son héritage historique et culturel, les « dub-poems » revendiquent à la fois cette culture opprimée et le créole jamaïcain comme langue. Refusant d'être pourtant anti-rasta, mais se situant politiquement en évolution par rapport à eux, il analyse le rastafarisme comme un mouvement ayant cessé d'être révolutionnaire.

Débutant dans les années vingt ou trente, ce mouvement anti-colonialiste s'exprimait par le symbolisme religieux. Il n'est plus, pour L.K.J., qu'un anachronisme et le « piège reggae » où sont tombés les Rastas ne sachant plus parler que de retour en Afrique et de Jah. Cette

quête spirituelle les détourne en fait des nouvelles luttes et elle n'est que la résultante de l'oppression quotidienne, de leur condition de vie matérielle et sociale.

De plus, le pan-africanisme de Marcus Garvey, repris par les Rastas est selon L.K.J. « purement et simplement irréalisable. Parler de résoudre le problème noir en renvoyant les noirs en Afrique, c'est comme si on essayait de faire tourner les aiguilles du temps de 300 ans en arrière ».

Ainsi, sans renier l'héritage historique et culturel qui est le sien, le « ni Jah, ni maître » de L.K.J. le pousse à des actions confrontées à une toute autre réalité...

RIEN A FOUTRE DU CAPITALISME NOIR !

En hommage à M. Smith, il organise en février dernier, au Lambeth-Hall de



LINTON KWESI JOHNSON

NÉ à la Jamaïque. Vit à Londres depuis 1961 dans le quartier de Brixton. Militant politique à « Race Today ». Discographie : « Poet and the Roots » (London, Virgin Records, 1978) ; « Forces of victory » (London, Island Records, 1979) ; « Bass culture » (London, Island Records, 1980) ; « Making history » (London, Island Records, 1980).

Brixton un meeting-concert. Mêlant sur une même scène artistes et militants. Reprenant le « jeu » qui coûta la vie à Michael Smith, il parvient à fusionner un concert et un meeting politique pour en faire un show enflammé où le public présent va app'audir à tout rompre la conclusion du Mutabaruka : « Peter Tosh dit qu'il va fumer le chalice à Buckingham Palace. Moi je dis qu'il devrait plutôt y poser une bombe ! ».

L.K.J., par ses disques, comme celui inspiré par les émeutes noires de Brixton en 81, continue de défendre sa politique. Mais hors de la scène du music-business, où il semble se risquer sans trop de compromissions, L.K.J., n'en reste pas là.

On le retrouve impliqué dans des mouvements militants, tel « Race Today » dont il dirige le journal. Adhérent à l'idée que les mouvements de masse sont la seule voie pour une action positive, rejetant le principe du parti comme étant une forme non-appropriée de direction politique, et donnant la priorité au « particulier » contre le « général ».

Son journal permet de soutenir d'autres mouvances partant de la même analyse. Ne croyant qu'au pouvoir qui vient d'en bas, ces regroupements se forment par réaction à ce qui affecte « les travailleurs ordinaires dans leur usine, des jeunes d'un quartier confrontés à la répression policière, les parents soucieux de l'éducation de leurs enfants. C'est à partir de cela que se construit le mouvement et non pas en allant parler de révolution, de prolétariat et en répétant des phrases toutes faites... C'est dans la lutte sur des problèmes de tous les jours que les gens acquièrent une conscience politique ».

Et de manière plus globale et plus positive, cette conscience noire balaie le concept Garveyryste de mettre le pouvoir économique dans les mains des noirs. « Rien à foutre du capitalisme noir ! Aujourd'hui, le problème n'est plus de mettre le pouvoir dans les mains des noirs, mais plutôt de savoir dans les mains de quels noirs on le met. Dans celle de la petite bourgeoisie noire ? dans les mains d'une élite ? ou dans les mains des masses ? Que l'exploiteur soit un noir ou un blanc, c'est toujours de l'exploitation ? »

QU'EST-CE QUI SE PASSE ENSUITE ?

Cette prise de conscience chez des gens comme L.K.J. aurait tendance à se développer. Si l'on en croit les succès de certains « D. jays » qui dominent actuellement le reggae. Leurs textes, souvent improvisés, s'inspirent de plus en plus de la réalité quotidienne de leur entourage : telles certaines chansons de Yellowmann, l'albinos sexy comme il se nomme, qui dénoncent les « gunman » ou la militarisation (« Toast »)...

Si les « dubs-poets » se sont inspirés de la technique « D. jays », aujourd'hui, à leur tour, ceux-ci piquent les nouvelles formules, « talk-over » des « dubs »...

L'idée selon laquelle on doit et on peut politiser les gens en pénétrant leur conscience sur le plan culturel, par la musique, la poésie, etc., est critiquée par L.K.J., qui repère dans cette affirmation « une théorie débouchant sur le 'nationalisme culturel', la culture est suprême, la politique vient ensuite : non sens ! Tu écoutes un disque, ça t'inspire... et après ? qu'est-ce qui se passe ensuite ?... ».

Ça bouge aussi de ce côté là ! Tant mieux pour le reggae et pour nous... Tant pis pour la domination blanche et l'exploitation.

J.-L. Socram

(1) Technique du « dub » empruntée aux animateurs de radio jamaïcains qui improvisent sur la face musicale des 45 T.

(2) Michael Smith (voir Agora n° 18), né à Kingston en 1954. Assassiné par lapidation dans cette même ville en automne 83. Mais les magnétophones se souviennent des voix qui se sont tues.

...« que l'exploiteur soit un noir ou un blanc, c'est toujours de l'exploitation ! »



Emeutes de Brixton (juin 81).

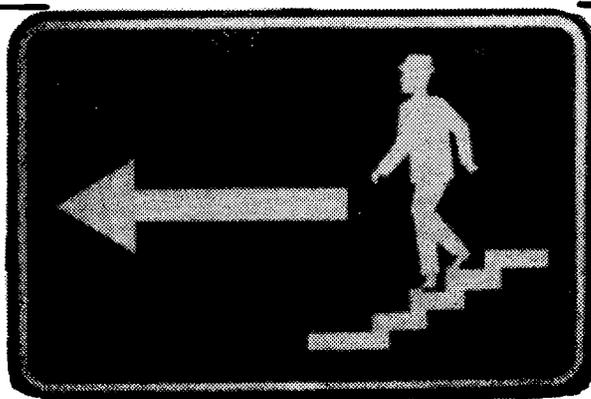
... Bam ! Bam ! Bam !

« Qui c'est ? » « Ouvrez !

Police ! Ouvrez ! » « Oui,

entrez donc qu'on vous

cogne ! »



66, RUE...

*La piaule était sombre et brumeuse,
Entre chien et loup à six heures du
soir*

*La lampe charbonnait, on n'y voyait
à peine*

*Le son se répandait doucement
L'esprit du fils de l'homme, rouge
mystique
Vert, rouge, vert... scène pure*

*Personne ne dansait. Juste remuer
et bouger*

*Ce choc, ce bon feeling
Ce son martelé qui cogne
Rendant le mouvement dur
Lorsque la musique claque
Je sens le dard, je retrouve le choc
Oui, juste danser et rocker*

*De ce rock jaillira
Un rythme radical
Encore plus terrible
Que l'odeur du pain quotidien
Violence qui vibre
Pendant qu'on bouge
Rockant un rythme radical
Qui dessèche les racines*

*Le grand poète U-Roy passait à la
radio*

*Le Blanc dansait le scank,
Et chacun rigolait
Se sentait "aerie", dread
"Rue 66, dit-il*

*Le premier flic qui débarque ici
Ce sale con se prendra une paire de
claques
Yes man, des beignes tout plein".*

*Le tempo montait
Quand, soudain
Bam bam bam, des coups à la porte
"Qui c'est ?" demanda le blanc,
se sentant bien
"Ouvrez ! Police ! Ouvrez !"
"Quelle adresse voulez-vous ?"
"Le numéro 66 ! Allez, ouvrez !"
Le blanc complètement high
répliqua
"Oui, c'est bien le 66, entrez donc
Qu'on vous cogne".*

*(Linton Kwesi Johnson, "Bass
Culture".)*

DIS-MOI !

*Dis-moi
si t'as vraiment envie d'entendre
comment ils essayent
de jouer sur notre peur
et comment ils vont nous réduire
en poussière de soleil
si on ne fait pas du raffut
ou bien
dis-moi*

*si t'as vraiment envie de voir
le salopart continuer à fuir
comme une anguille
pendant qu'ils nous grugent
avec leurs techniques mensongères
et secrètes
afin de nous passer au tamis
afin de nous forcer à rester
suffisamment
conservateurs
pour nous exploiter
ou bien
dis-moi*

*si c'est vraiment ça que tu ressens
quand je te parle
de cette nécessité nouvelle
qui s'agrippe à nous
avec tant d'intensité
qu'elle finira bien par arracher
la couche de bureaucratie
dis-moi*

*si c'est vraiment ça que tu ressens
car ce qui me fait voler en éclats
dans ma tête
c'est qu'ils fabriquent du plomb
pour se faire des bénéfices
sur la mort
tant de mépris provoque notre rage
à tel point que je veux foutre en l'air
un réacteur
pour assouvir ma révolte
et réaliser notre paix
dis-moi*

*si c'est vraiment ça que tu ressens
(Michael Smith, Tell me it's really
what yuh feel".)*

JE MARCHAIS DANS LA RUE

*Je descendais la rue, l'aut'jour
Lorsque j'entendis un p'tit
jeunot qui disait*

*Il disait :
Tu vois pas ma situation,
J'ai pas d'piaule
Je glande à la station,
A six heures du soir
Je dis que ma vie n'a aucun
sens,
Je vis juste. mais sans feelin'*

*Pourtant, je me bats parce que
j'ai grandi
Et je vais devenir fou*

*Je marchais dans la rue
Un aut'jour,
Quand j'entendis un aut'jeune
dire*

*Il disait :
Je travaille maintenant pour
n'importe quoi
Je demande leur assistance
Je faisais un p'tit bizness
Mais, pfuiit, la police l'a interdit
Et j'ai dû laisser tomber*

*Pourtant, je peux faire des
conneries
Parce que je suis grand
Et je vais devenir fou.*

*Je marchais dans la rue,
Encore un aut'jour
Quand j'entendis un aut'jeune
dire*

*Il disait :
Je peux taxer un paquet
Tirer un portefeuille d'une veste
J'peux le faire carrément
Et si j'veux je peux l'piquer
Et si j'men tire, je peux tout
craquer
Faire un casse sauvage et tout
Mais j'peux faire un mauvais
coup
Parce que j'suis grand
Et j'vais devenir dingue.
(Linto Kwesi Johnson, "Forces
of victory")*

« ... Le premier flic qui débarque ici.

Ce sale con se prendra une paire de claques,

Yes man, des beignes tout plein ».

LA VICTOIRE SUR LE SOLEIL

DEPUIS quelques temps, la Russie occupe les tréteaux de France et de Navarre. De Tchekhov à Erdmann, toute une brochette d'auteurs connus ou méconnus nous sont présentés.

L'Archéoptéryx, atelier de création populaire dirigé par Armand Gatti, s'est attaché non pas à nous faire connaître un auteur, mais à démêler les fils qui tissèrent la grammaire totalitaire stalinienne. H. Chatelain et S. Gatti que nous avons rencontré et interviewé, y participent activement.

De rencontres en découvertes, l'envol à travers l'histoire de l'URSS remonta jusqu'aux années qui précédèrent la révolution d'Octobre. En plongeant dans le bouillonnement culturel de l'époque, une tentative d'analyse des codes du langage et des structures mythiques préfigurant le totalitarisme fut réalisée avec le concours de Léonid Pliouchtch.

Le fossile du passé et le fossile du futur (comme aimaient s'appeler les futuristes) s'étaient donnés rendez-vous auprès de l'Histoire pour débroussailler les chemins mettant en rapport la création et le pouvoir, le langage et la révolution. Au terme de ce périple, un cri unanime, un défi au présent : « A bas la pesanteur ».

30



dérive
à travers
la galaxie
futurienne

Agora : Quelles sont les circonstances qui ont orienté la migration de l'Archéoptéryx vers les cieux de cette Russie du tournant du siècle ?

Hélène Chatelain : Dans notre travail autour des poètes assassinés on a essayé de trouver, parmi tous les poètes convoqués, quelqu'un qui aurait traversé l'histoire russe contemporaine et avec qui on aurait une certaine base affective. Il fallait que ce soit quelqu'un mort pour ses mots. Mourir à cause de Pétrarque n'était possible que dans une société totalitaire, et cela nous emmenait dans le cadre de notre réflexion sur les rapports entre le langage et l'histoire.

On ne peut pas traiter le phénomène révolutionnaire sans traiter la rupture du langage. Traiter la révolution, ou à fortiori le stalinisme, de façon purement historique, linéaire, est une démarche réductrice. Il ne s'agit pas, pour nous, de juger les faits, mais de retracer, en traversant les trajectoires diverses de l'époque, la genèse d'un langage totalitaire.

Agora : Quels sont les guides que vous avez choisis pour vous éclairer dans votre démarche ?

H.C. : On a longtemps hésité entre Galanskov (dont on avait rencontré les textes à Saint-Nazaire) et Mandelstam. La trajectoire du premier était droite. Son antistalinisme et sa générosité immense, ainsi que ses recherches sur le langage, faisaient pencher notre choix sur sa personne. Mais on s'est vite aperçus qu'il ne traitait pas de l'histoire de son temps, il se situait dans l'après-histoire.

Mandelstam, quant à lui, avait un rapport aux mots et à la chose littéraire, plutôt classique. Mais son écriture avait rejoint son époque à la fin de sa vie. L'histoire lui donnera raison d'avoir hurlé en 1917 la mort de la liberté. Mandelstam avait développé des formes de résistance qui étaient individuelles. Son credo était : le seul droit du poète c'est le droit à l'existence.

Comment réfléchir à la résistance par le langage ? Comment parler du langage totalitaire ? Pour parvenir à poser réellement le problème du langage révolutionnaire et du pari révolutionnaire

on a essayé de reculer dans le temps jusqu'à ces années où le nouveau langage commence à se forger. Dans ce début du siècle où toutes les idées s'agitaient, se bouscuaient dans la quête d'un nouveau langage, on a retrouvé des manières qui nous étaient proches, le défi créateur, en même temps que la démesure à la base tant du pari révolutionnaire que du pari créateur, et très rapidement on a entrevu que pour comprendre une époque on devait traverser tous ces paris et échapper aux velléités de toute explication historiciste.

Agora : Et au terme de la traversée de ces turbulences, il y a eu une véritable rencontre : le futurisme russe. Une découverte : La Victoire sur le Soleil...

H.C. : Il nous fallait en effet, des gens qui auraient questionné la manière dont l'histoire avait été dite et représentée, des créateurs qui auraient bouleversé le récit et l'image. Des hommes qui auraient traversé l'histoire en posant ces deux questions en termes de transgression. Pour les futuristes, la représentation du réel était plus forte que le monde lui-même. Toute soumission au réel constituait un asservissement. Leurs modes de représentation étaient totalisants. Ils étaient tout à la fois poète, peintres, théoriciens ou musiciens. « La Victoire sur le Soleil », véritable manifeste du mouvement, nous transportait d'emblée dans une dimension cosmique et leur trajectoire nous fera traverser comme des amas stellaires, une véritable secousse, un choc de civilisations.

Du coup Mandelstam n'était plus un bon compagnon. S'étant opposé à la révolution depuis le début, il devenait atemporel. Il nous fallait quelqu'un qui prenne le siècle à bras le corps. Il nous fallait quelqu'un qui ait pris l'avion de « La Victoire sur le Soleil » pour faire ce voyage stellaire.

Agora : Et c'est la rencontre avec Khlebnikov...

H.C. : Je connaissais un peu Khlebnikov, mais j'ignorais que son œuvre fut aussi importante.



Filonov, Matiouchine, Krontchenykh et Malévitch.

LÉONID Pliouchtch a été confronté pendant trois années avec une grammaire qui a failli le détruire. A la fin de son séjour forcé dans les services psychiatriques soviétiques, il a essayé de comprendre ce qui dans son langage, dans ses écrits, a pu l'y conduire. Il n'a pas essayé de trouver une explication historique, mais il a essayé de comprendre et de démontrer cette grammaire totalitaire excluant toute parole autre.

Il s'est donc orienté vers l'étude sémantique. Partant de deux auteurs bolchéviques, il va essayer de voir comment cette idéologie s'articule dans les textes. De fil en aiguille, sa démarche devient plus complexe. Il commence à étudier parallèlement l'œuvre de Chevchtchenko, poète du peuple ukrainien, comme Pouchkine l'a été de l'aristocratie, et qui est à la base de la littérature ukrainienne.

En creusant sa réflexion sur la parole dite révolutionnaire, d'autres questions viennent s'y articuler : quel est l'inconscient collectif sur lequel elle s'appuie, quel est le début réel du stalinisme et quel est le rapport entre la mystique révolutionnaire et ce courant religieux diffus empreint de théosophie et de théocratie ? Cette dernière question qui a trait à la psychologie, va l'emmener à étudier la façon dont les sociétés totalitaires (stalinisme, fascisme) font ressortir l'inconscient collectif.

Il va également étudier tous les trajets qui mènent vers le stalinisme : les compagnons de route, ceux qui se taisent, ceux enfin fascinés par l'homme-machine.

Mais Pliouchtch était toujours resté dans le domaine de l'écrit. Il ne connaissait pas le cinéma des années 1920/30. Dans ses analyses, réalisées dans le cadre du travail autour de « La Victoire sur le Soleil » (*) il s'attache à nous faire comprendre la dimension mythologique et les codes qui ont régi à l'élaboration de ces images. Son discours n'est pas celui du cinéophile. Comme il le dit lui-même à la fin de la présentation de son travail : (je voulais montrer) « que n'importe quel talent, n'importe quelle idéologie, mis dans les conditions d'allégeance à un système de pensée extérieur, conduit inévitablement à l'auto-destruction » (sous une forme ou sous une autre, et elles peuvent être multiples...).

X. V.-A.

(*) Ce travail constitue le premier numéro des « Cahiers de l'Archéoptéryx » publiés par les Ateliers de Création Populaire, 15, rue des Lois, 31000 Toulouse.

Du reste sa complexité me faisait un peu peur, mais bientôt je me suis aperçue qu'en suivant son regard, il y avait des choses que lui seul pouvait nous faire découvrir. Khlebnikov c'était un vrai, un énorme poète. Un poète producteur et non pas un poète pour consommateurs, comme le qualifiera Maïakovski.

Agora : Après la rencontre avec Malévitch, le choix des futuristes pour vous guider dans ce voyage à travers les avant-gardes est définitivement arrêté...

Stéphane Gatti : Ce choix n'allait pas de soi. Au départ on avait pensé à Malévitch pour représenter la peinture officielle. Tout le mouvement culturel de ces années-là est souvent assimilé au pouvoir bolchévique. Même des nombreux dissidents pratiquent cet amalgame.

Pour éviter ce genre de simplification on s'est attaché à la reconstitution de ce moment où il s'agit de balancer plusieurs siècles de culture traditionnelle et, à mon avis, c'est par la trajectoire des images, plus radicale et plus violente que celle des mots, que l'on pouvait aborder le domaine de la pensée nouvelle qui naissait avec le siècle. Et ceci est aussi vrai pour l'expressionnisme allemand que pour le futurisme russe. Khlebnikov a une pensée fixe : créer le langage nouveau. Mais son travail au niveau des racines s'arrête aux limites de la communication verbale.

La trajectoire de Malévitch est quelque peu différente. Né en Ukraine, il fut profondément influencé par la représentation du monde propre à la culture paysanne, représentation globale où le travail, la nature, voire la pensée religieuse, ont une place dans l'ensemble. Tout signe fait partie de cette pensée totalisante. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Ukraine a été gagnée par la Makhnovchtchina. La représentation libertaire dans sa globalité émancipatrice était plus à même d'intéresser les ukrainiens que les théories économicistes du marxisme.

H.C. : Parler des liens entre avant-garde créatrice et historique n'est pas un abus de sens. D'ailleurs, si on s'est cassé la gueule dans les réflexions sur l'avant-garde historique c'est à cause du discours linéaire qui résulte de la poursuite d'un trajet et qui ne nous apprend rien. C'est une sorte de prison historique. Quand on arrête le choix d'un itinéraire précis on ne fait que parcourir toujours les mêmes gares d'une même ligne de chemin de fer. Il nous fallait trouver des espaces créateurs qui globaliseraient toutes les trajectoires transversales, ce qui nous permettrait d'avoir une vision plus large. Les futuristes, créateurs et agitateurs, étaient particulièrement indiqués. Le pari de subversion qui était le leur était bien antérieur à la révolution. Quand celle-ci a éclaté, ils savaient qu'ils devaient mener leur débat avec l'histoire.

S.G. : On s'est aperçu, en effet, au cours de notre travail que contrairement aux idées reçues, tout ce fourmillement, cette recherche créatrice a eu lieu entre 1903 et 1914. Après, la lutte idéologique va se substituer à la création. Les futuristes devront employer toutes leurs forces pour essayer de préserver leurs espaces de création. En 1918, Malévitch écrit dans la revue anarchiste « A » (il ne faut pas oublier qu'avant 1917 l'avant-garde était plus proche du mouvement anarchiste. Tatline, les anarcho-futuristes, Rodtchenko et bien d'autres sont là pour nous le rappeler) une série d'articles très violents contre les tenants de la culture officielle qui n'étaient

autres que les censeurs d'hier. Il reviendra sans cesse sur ce sujet. En 1925 il écrira « **Le Poussa** » où il prévient : « ... de la façon dont ils déboulonnent les dieux, ils vont toujours nous tomber sur la tête et c'est la meilleure façon pour qu'ils restent à jamais ».

Agora : Cela est d'ailleurs révélateur des rapports entre futuristes et bolchéviques. Si l'histoire paraît nous rapprocher un moment ce n'est en fait qu'un effet de trompe-l'œil. L'écart est fondamental en ce qui concerne leurs conceptions révolutionnaires. La vision du monde des futuristes est aux antipodes du bolchévisme.

H.C. : Pour les futuristes, il n'y avait pas de dichotomie entre le langage révolutionnaire et le fait révolutionnaire. Il s'agissait d'une véritable rupture avec la tradition russe où l'intellectuel progressiste était toujours au service du peuple, où il avait une sorte de responsabilité morale sur la conscience révolutionnaire des opprimés. Ce sentiment était très ancré, bien plus fortement qu'en France, par exemple. Cela donnera Nekrasov et la poésie de contenu. Le fait de peindre, dire, être l'instituteur du peuple, va être repris et continué par tous les courants émergents du bouillonnement culturel révolutionnaire.

A partir de 1850 quelques fils du peuple font des études. Se mettant de ce fait hors-classe, ils vont créer toute une littérature de révolte contre l'autocratie et vont développer le sentiment de la nécessaire construction d'un futur révolutionnaire, par une avant-garde (eux-mêmes) face au silence du peuple. Ce peuple qui devient un mythe absolu.

Par ailleurs, la littérature était traditionnellement liée au pouvoir. La terrible censure qui a toujours présidé l'éclosion des mots en Russie faisait que la création était seulement possible à l'ombre du pouvoir. Des grands poètes comme Tiouchev ont été censeurs...

La conjonction de ces deux phénomènes va conduire les avant-gardes artistiques vers le réalisme socialiste, vers un langage totalitaire illustrant les mythologies du pouvoir stalinien, quand elles ne les précédaient pas.

Le futurisme va réaliser une véritable rupture épistémologique. A ceux qui soutiennent que la littérature doit servir à quelque chose, ils répondent que la création doit être le dynamiseur du réel et non pas sa périphrase. C'est le cri de Khlebnikov : « **Il faut poétiser le monde** ».

Et c'est là la grande différence avec les bolchéviques qui mettaient le contenu d'un langage au service d'une construction du monde. Pour eux, il ne s'agit pas de poétiser le monde mais de construire un homme nouveau utile à la révolution.

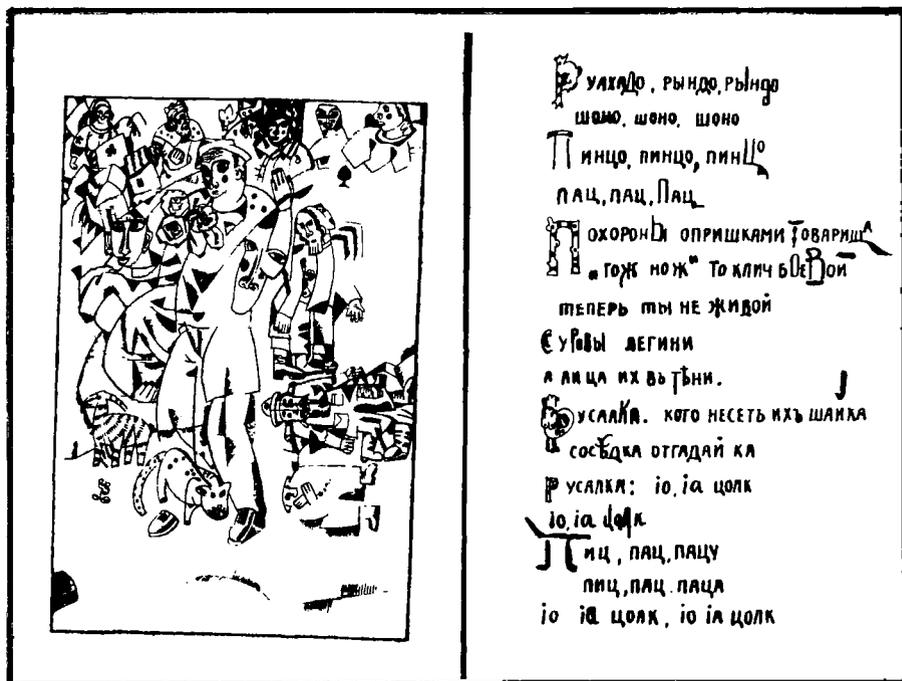
C'est d'ailleurs à cause de ce différend que les futuristes vont publier surtout chez les anarchistes, car le propos libertaire, ne cherchant pas l'égalité mais la liberté, et ceci au niveau du concept même de liberté, donc de création, pouvait mieux comprendre les aspirations futuristes.

Agora : Une certaine éthique révolutionnaire les rapprochait également...

H.C. : Oui, et il s'agit de la volonté prométhéenne de prise en main de tout ce qui était l'homme, non pas au centre de sa propre histoire, mais de son propre destin. Khlebnikov représente, par exemple, le côté solaire de Nietzsche. Dieu est mort veut dire pour lui que l'homme est vivant, et comme dire le monde le créait, on était donc responsable de la rigueur avec laquelle on le créait.

Agora : La question des rapports entre langage et histoire, préoccupation constante dans vos travaux, a donc été déterminante dans votre choix des futuristes ?

H.C. : Cette question nous rapprochait, effectivement. Si les créateurs qui étaient hors programme politique, à l'exception de Maïakovski qui avait été militant dès l'âge de 16 ans, se retrouvent sur les barricades aux côtés des bolchéviques, c'est qu'ils espéraient ce moment historique pour se débarrasser de la pesanteur du réel, pour récupérer de nouveaux espaces de création. En cela, ils n'ont pas raté leur rendez-vous avec l'Histoire. Il est frappant de comparer ce moment à la Commune de Paris et



Texte de Khlebnikov illustré par Pavel Filonov.

de constater que tous les intellectuels français, à l'exception de Rimbaud, crachent sur ce mouvement de révolte.

Mais il faut insister sur les différences entre les motivations des futuristes et celles des bolchéviques. Pour ceux-ci il s'agit de trouver la chose utile au moment utile. Pour les futuristes il s'agit de trouver la parole juste au juste moment. C'est le mot, ou l'acte créateur, qui est l'acte utile, l'acte révolutionnaire. C'est une valeur en soi.

De là, également, la différence entre Khlebnikov et Maïkovski. Pour Maïkovski, qui avait eu le temps de s'imprégner légèrement de la pensée bolchévique, si le mot est pour le changement révolutionnaire, il devient ami. Pour Khlebnikov s'enfermer dans le monde de l'objet signifie la mort. Si le sens d'un mot se fige, il devient son propre oppresseur. Le premier utilise le langage comme support, comme rampe de lancement de ses idées, qu'il manipule comme de la dynamite. Khlebnikov, lui, creuse le mot pour qu'il devienne dynamite. La poésie est pour lui une insurrection permanente.

S.G. : L'itinéraire de Malévitch est, à cet égard, tout aussi exemplaire. Dès ses débuts, cherchant un nouveau regard, il parasite ses images d'objets qui capteront petit à petit le regard au détriment du sujet représenté. La lumière prendra peu à peu la place de ces objets qui brouillent le regard. Sa période cubiste s'oriente vers la disparition totale de l'objet. Pour Malévitch, le monde est une illusion qu'il faut dépasser pour s'approcher de l'essence des choses.

Pendant tout ce temps, il n'écrit pas, il ne théorise pas. C'est par l'intermédiaire de l'image qu'il forge sa conception du monde. Le futurisme ne sera qu'un avatar de plus dans sa quête de l'essentiel. Avec le Carré Noir il va consommer la rupture avec le futurisme et avec ses contemporains. Le Carré Noir est pour Malévitch la révélation de lui-même devant le rien, le vide, l'errance joyeuse.

Cette ascèse l'emmène vers le Carré Blanc sur fond blanc. Le blanc est le mouvement des couleurs, leur synthèse. D'ailleurs, en vidéo, pour étalonner toutes les couleurs on doit

« faire le blanc ». L'autonomie totale par rapport aux objets va conduire Malévitch vers un non-lieu total le libérant du monde. On peut parler à ce propos de démarche initiatique.

Agora : La révolution bolchévique s'est appuyée, elle aussi, sur l'image pour faire passer sa conception du monde. On peut même parler de révolution l'image... d'ailleurs quand le monde réel ne se conformait pas à cette image on changeait tout simplement le monde ! Comme cette photo de Staline assis aux côtés de Lénine, image sur laquelle va se construire la légitimité de Staline. Tant pis si sur le même banc il y avait aussi Kamenev. Il suffit de l'effacer de l'image... en attendant de l'éliminer physiquement.

H.C. : Il est vrai que pour les futuristes aussi la représentation du réel était bien plus forte que le réel lui-même. Mais il s'agissait d'arriver à s'extirper du monde de l'objet, d'arriver à une libération totale de l'individu. Leur propos n'est pas utilitariste. La différence avec les bolchéviques est dans le regard qui, pour ces derniers, était unique, univoque, au service de la révolution.

D'ailleurs c'est curieux qu'on parle de l'œil de Moscou...

Cette défiance du monde des objets, ainsi que la multiplicité des regards, le déséquilibre constant de leur recherche, va permettre que l'essai d'explication globale qui était le leur, échappe à la tentation totalitaire, contrairement aux expériences futuristes italiennes et au bolchévisme.

Et c'est que fondamentalement, malgré le langage voisin, ils ne parlaient pas de la même chose.

Agora : Un autre centre d'intérêt à avoir retenu votre attention semble être le défi moderniste des futuristes, leur particularité dans la traversée de l'histoire.

H.C. : Khlebnikov qui se disait futurien-habitant du futur a investi ce futur comme terrain de création, en véritable pourfendeur d'infini. Sa bagarre avec les mots met à nu le rapport à l'histoire. Le mot est façonné par la mémoire collective et il est donc porteur de cette mémoire. Le mot est mémoire en soi et sa

stratification est la matière précieuse à partir de laquelle on peut devenir un aérolithe du futur. De là sa conception individualiste de l'histoire. Il n'y a, en effet, que l'individu qui peut avoir la mémoire du langage dont il est porteur. De là également tout son travail sur les racines, sur cette mémoire stratifiée. Pour Khlebnikov, si l'on tue les racines, le mot meurt ; il devient technologique.

On mesure là toute la distance entre sa pensée et celle d'un Vertov appelant à l'avènement des machines, et cela même si on peut trouver la signature de Khlebnikov en bas du manifeste « La gifle au goût public ».

Ce paradoxe s'explique par la constante remise en question de la pensée futuriste qui emmena ses membres à se contredire à de nombreuses reprises. Mais cela faisait partie des fondements mêmes de leur pensée.

L'individualisme de cette pensée est en contradiction flagrante avec le messianisme bolchévique, résultant de cette vieille conception de l'intellectuel sauveur du peuple.

Agora : Comment expliquer, donc le cas d'un Pavel Filonov qui était toujours resté dans l'orthodoxie bolchévique ?

H.C. : Son cas est tout aussi éclairant. Si sa pensée est en apparence orthodoxe, sa vision sur les rapports maître/élève ne l'est point. En effet, pour Filonov chacun pouvait être maître de lui-même, chacun était porteur de sa propre maîtrise. En cela il était en contradiction avec la pensée bolchévique.

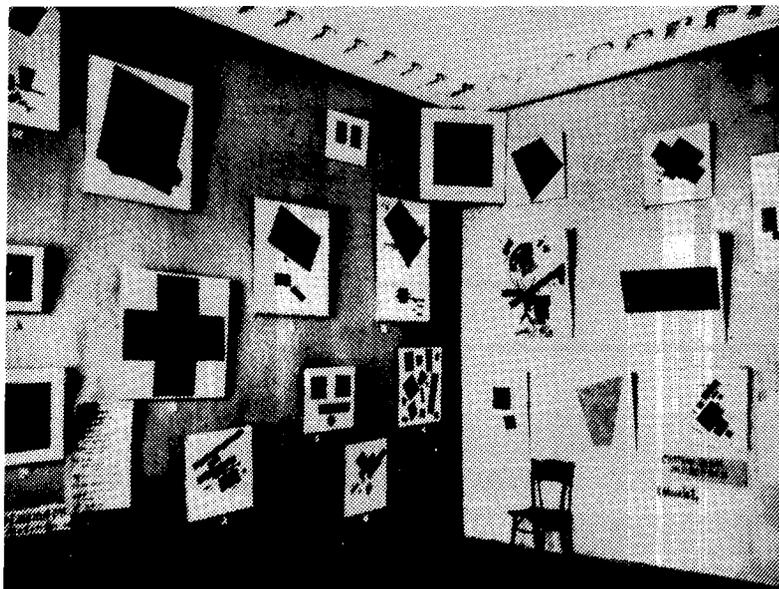
Filonov va chèrement payer son indépendance. Son œuvre restera reléguée dans les caves des musées soviétiques. Une première exposition pour laquelle un catalogue avait été édité, ne verra jamais le jour. Une autre tentative accompagnée d'un autre texte où on stigmatisait son déviationnisme, subira le même sort. Filonov meurt de faim en 1941 pendant le siège de Stalingrad.

Agora : Un des signes de toute époque révolutionnaire est la bagarre avec le temps, les tentatives de maîtriser le temps. Comment ont exprimé les futuristes ce rêve toujours renouvelé ?

H.C. : Le problème de la maîtrise du temps a toujours été une des questions fondamentales de toute civilisation. Il est révélateur que même ici, en France et de nos jours, les prisonniers n'aient eu, jusqu'à la réforme du régime des prisons en 1970, le droit de conserver leur montre, ils étaient placés hors-temps, il ne fallait pas qu'ils gardent la moindre maîtrise de leur temps. Même les clochers proches de l'enceinte de la prison devaient rester muets...

Pour les futuristes, il ne peut y avoir de temps et d'espace que relatifs. Ce type de pensée prend en main la maîtrise du temps. Cette relativité est également à l'origine de tout le mouvement pictural qui a cassé la représentation du réel. C'est par elle qu'on retrouve aux côtés d'un Malévitch, un homme comme Filonov.

S.G. : Avec la disparition de cette notion de relativité, de la notion du monde en tant qu'illusion, la recherche de l'essence des choses disparaît et le monde des objets revient au galop. C'est la réification totale, une civilisation qui ne se visualise qu'à travers l'objet. On peut dire que Malévitch c'est le dernier grand peintre. Après lui la peinture est sortie des enjeux du siècle.



Le chemin de croix vers l'ascèse de Kazimir Malévitch.

« COLO » LIBERTAIRE

En juillet 1983, le groupe Bakounine de la F.A. a organisé une « colo » dans l'île d'Oléron. Cette « colo », qui pendant un mois a réuni un moment de vie collective entre enfants et adultes et s'inscrivait dans la perspective de l'éducation libertaire. Cette année, nous avons décidé de récidiver. En conséquence, au mois de juillet 84, toujours dans l'île d'Oléron, aura donc lieu une nouvelle « colo ». Cette année, cependant, parce que nous avons l'acquis de l'an dernier et que notre cohérence s'est renforcée et affinée depuis, nous avons décidé de sortir du cocon douillet du silence et d'informer l'ensemble du mouvement libertaire de l'existence de notre projet. Ceci, parce que nous pensons que notre « colo » (comme d'autres projets du même ordre) peut être l'affaire de tous et qu'elle peut servir de détonateur à la mise sur pied de projets similaires. Aussi, nous avons décidé d'organiser dans le cadre de la « colo » de cette année, deux week-end de réflexion-débat qui seront ouverts à tous. Les 7 et 8 juillet seront centrés sur l'éducation libertaire. Samedi 7 : les libertaires et l'éducation dans le cadre des institutions existantes (éducation nationale, secteur para scolaire, éducatif...). Dimanche 8 : les libertaires et l'éducation hors des institutions (crèches sauvages, écoles parallèles, l'enfant et la famille...). Le second week-end sera centré sur les rapports entre la révolution sociale et la révolution au présent et au quotidien. Samedi 21 juillet : éducation, luttes de libération sexuelle, écologie... Dimanche 22 juillet : alternatives et révolution. Si vous désirez participer à ces week-end, l'adresse de la « colo » est : A.D.I.L., villa les « 4 J », 35 chemin de l'Angle, Chaucre, 17910 St-Georges d'Oléron. Pour toute correspondance concernant la « colo » : Groupe Bakounine, A.D.I.L., B.P. 284. 17312 Rochefort Cedex.

FAITES PASSER

Sur Rennes s'est créée une Coordination Libertaire Lycéenne. Pour tous contacts avec la coordination : c/o CPCL, 17, rue Victor Hugo, 35000 Rennes. Elle tient également une permanence tous les mercredis à 14 h au 9, rue de la Paillette à Rennes.

JOURNÉES ANTI-AUTORITAIRES N°2

Les journées anti-autoritaires sont reconduites cette année.

La crise des théories révolutionnaires parce qu'inadaptées aux problèmes de l'époque, la gauche au pouvoir et l'absence de luttes offensives face à la crise économique et aux restructurations, sont autant de facteurs qui font que beaucoup d'individus et groupes animés d'un désir de transformation radicale de la société sont un peu dans une situation de désarroi. Etat de désarroi qu'aggrave l'atomisation générale, qui empêche que les idées qui commentent à refluer ici ou là se diffusent auprès de tous les concernés.

Il ne s'agit pas pour le mouvement révolutionnaire de se contenter d'un bilan de ses limites, et de s'y complaire. Bien au contraire, il s'agit pour lui de dépasser son niveau actuel d'éclatement, de marginalisation, de querelles sectaires ce qui nécessite en grande partie l'organisation de nouvelles journées en juin.

C'est dans cette perspective générale que veulent se placer les journées 1984. Comment ? à partir peut-être d'une réflexion sur les journées 83, voir comment on peut aller au-delà. Tout le monde est donc convié à y réfléchir.

Il faut donc que ces journées mettent en évidence, au-delà des différences, les convergences essentielles (rapport au travail, à la politique institutionnelle) et que par conséquent ces journées envisagent la mise en place de « médiations » qui permettent de briser l'état d'atomisation et que s'expriment publiquement et de manière coordonnées ces points communs. C'est à dire, que soit envisagées des interventions communes, comme premières étapes d'un renouveau du mouvement révolutionnaire.

Journées anti-autoritaires du vendredi 15 juin au dimanche 17.

A l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris.

NOUVEAU GUIDE DE L'OBJECTEUR

Comment effectuer une demande d'objecteur de conscience ? Quelles sont les difficultés que l'on peut rencontrer et que l'on doit éviter ? Un service civil, pour quoi faire ?

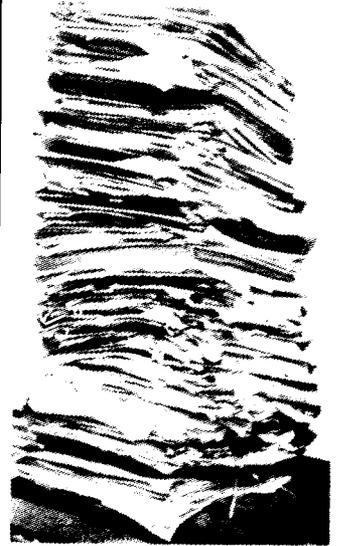
C'est à toutes ces questions que le guide de l'objecteur essaie d'apporter une réponse, pour tous ceux qui méconnaissent la loi, qui voudraient s'en servir ou tout simplement s'informer.

Le guide se veut un organe d'information, clair, précis et simple. Mais il se veut aussi un moyen de sensibilisation à la lutte collective contre l'embrigadement du service national, et pour une résistance à la militarisation croissante de notre société.

68 pages, le nouveau « Guide de l'objecteur » est à commander à : Objection collective c/o CEP - B.P. 5006 St-Jean 69245 Lyon Cedex 5 (Chèques à l'ordre de Fernand Karagiannis - 10 F l'exemplaire + 6,30 F de port ; pour les commandes groupées : 6,50 F + le port).

JEUNES LIBERTAIRES

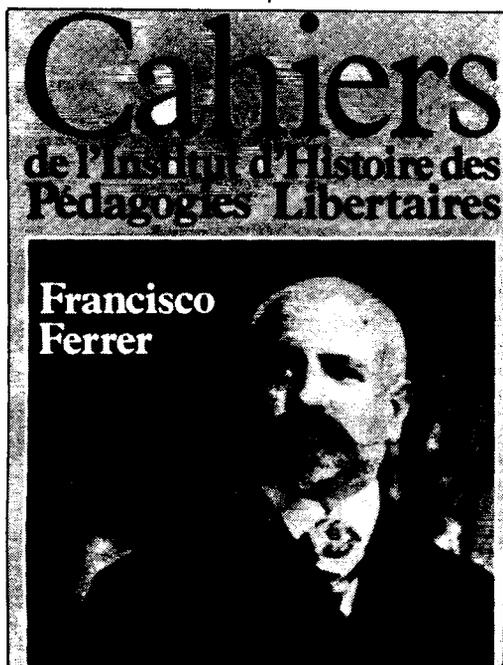
Le 2 juin s'est tenu dans les locaux de la CNT au 33, rue des Vignoles 75020 Paris, le congrès constitutif des Jeunes Libertaires. Les Jeunes Libertaires existent (sur Paris) depuis le début de l'année 1984 sous la forme d'un collectif : c'est pour se donner des bases claires d'action et pour être vraiment efficaces que Jeunes Libertaires a décidé de s'organiser sérieusement. L'action des Jeunes Libertaires va surtout en direction des lycées et de la jeunesse pour, à court terme, insuffler des luttes. Pour cela, nous tirons régulièrement des tracts, nous vendons notre journal « Les Carottes bouillies » (n° 1, 1 F, prix symbolique) et faisons aussi tous les lundis de 18 à 19 h une émission : « Près du radiateur » sur Radio Libertaire (89,5). Contact : Jeunes Libertaires, B.P. 122, 75623 Paris Cedex 13.



JOURNÉES INTERNATIONALES SUR L'APPRENTISSAGE LIBERTAIRE

La Fédération nationale des Syndicats de l'Enseignement de la C.N.T. espagnole organise du 23 au 28 juillet des Journées Internationales sur l'apprentissage libertaire et ses alternatives. Il s'agit de favoriser une rencontre internationale entre les chercheurs, les professionnels de l'enseignement et les collectifs éducatifs, pour mettre en commun des expériences pédagogiques et élaborer une analyse des perspectives éducatives présentes et futures qui débouchent sur la construction d'une société différente. Nous avons pris des contacts avec Ivan Illich, Noam Chomsky, Savater... et avec des collectifs français, italiens, suédois... se situant dans une perspective libertaire. La rencontre aura lieu à l'École Lorca de Motril, ville côtière grenadine (Grenade - Espagne). A l'heure actuelle sont prévus les thèmes suivants : — Au-delà de la rénovation pédagogique ; — comment réaliser une pratique libertaire dans une école primaire ; — étude d'une expérience éducative progressiste en Andalousie. Pour une information plus complète vous pouvez vous adresser au Syndicat de l'Enseignement de la CNT, rue Marqués de Falces n° 5, 2°, de Grenade.

ABONNEZ-VOUS A AGORA.



PÉDAGOGIES LIBERTAIRES

Le 13 octobre 1909, Francisco Ferrer i Guardia, « le fondateur de l'École Moderne, l'éditeur rationaliste, le directeur de la revue l'École Renouée, le Président de la Ligue Internationale pour l'Education Rationnelle de l'Enfance » était fusillé à Barcelone par la très catholique monarchie espagnole.

Le tout récent Institut d'Histoire des Pédagogies Libertaires vient de rééditer une brochure, parue au début du siècle, retraçant la vie et l'œuvre de ce pédagogue libertaire. Certes, comme le reconnaît J.-P. Caro en postface « les lecteurs praticiens de l'Education regretteront peut-être d'en savoir plus sur l'activité éditoriale de Ferrer et son ardeur internationale pour la promotion de l'Education Rationnelle que sur ce qui constituerait vraiment la 'différence' immédiate et concrète de son école ». Aussi, pour combler un peu ces carences, il retrace, à grands traits, les idées-forces de l'École Moderne et lance le débat. Car telle est la fonction essentielle de cette réédition. Et l'Institut s'en explique clairement : il voudrait qu'autour « de ce livre et de sa critique se réunissent ceux qui ont, quelque jour, voulu approfondir les informations recueillies dans les trop rares ouvrages disponibles (...) ceux qui, chercheurs et praticiens, souhaitent faire connaître tant leurs travaux sur l'un ou l'autre de ces pédagogues

libertaires que leurs pratiques quotidiennes (...) ceux qui, en fin, enragent de ne pouvoir définir le fossé entre leur pratique coopérative de la classe et ce que, plus ou moins précisément, ils conçoivent comme étant l'EDUCATION LIBERTAIRE dont ils se voudraient les artisans ».

Dans ce sens, un catalogue de rééditions a déjà été établi qui contient des auteurs comme Han Ryner, C.A. Laisant, S. Faure.

Certes, l'École Laïque a quelque peu bousculé l'esprit de soumission religieuse auquel s'attaquait Francisco Ferrer. Mais l'actuelle mobilisation en France des tenants d'une école dite libre et les reculades d'un gouvernement dit socialiste redonnent une certaine jeunesse à ce texte. Quoi qu'il en soit, aucune des deux écoles en lisse n'ont atteint le but fixé par Ferrer en 1901 : « Elever l'enfant de manière qu'il se développe à l'abri des contraintes idéologiques ».

Aujourd'hui, l'I.H.P.L. veut lancer le débat. Mais il « n'est à ce jour, en dépit de toutes ses majuscules, qu'un fantôme ». Pour lui donner vraiment vie, une adresse : Jean-Pierre Caro, Caradeuc, La Harmoye, 22320 Corlay.

J.D.

« Cahiers de l'Institut d'Histoire des pédagogies libertaires : Francisco Ferrer », 48 F. Editions Ivan Davy, rue Basse Hallopeau, 49190 Denée.

MA PAROLE, C'EST DE LA MUSIQUE !

« Parole et Musique », un mensuel qui s'attache à révéler l'image réaliste du monde de la chanson. Son travail : « faire reconnaître la chanson vivante, celle qui va dans le sens naturel de la vie, de la liberté ». Point d'apologie de la chanson engagée : « P et M ne saurait se compromettre, comme tous les magazines de variétés, à promouvoir une forme de chanson (aussi bien estampillée de gauche que de droite) qui aille à l'encontre des principes élémentaires du respect de l'autre et de la dignité humaine ». Contre le racisme, le bellicisme, la misogynie... Parole et musique !

• P.M. Herville (Chataincourt), 28270 Brezolles.

ALLONZ'ENFANTS

Aujourd'hui, les tenants de l'école publique et de l'école privée se crêpent le chignon. Il serait peut-être temps de remettre les pendules à l'heure. Que ce soit l'Etat ou l'Eglise qui dirige : l'école, c'est toujours aussi chiant. Parents et politiciens, qui luttent pour l'une ou l'autre école, ne militent pas pour que leurs enfants deviennent des individus autonomes mais bien pour qu'ils aillent dans le moule qu'ils ont choisi pour eux. C'est à cause de ça et aussi parce qu'il y en a marre de voir tous ces autocollants disant que telle école lave plus blanc, que le Groupe Allonz'Enfants et les auteurs de Ni Vieux, Ni Maîtres (guide à l'usage des 10/18 ans) viennent d'éditer un autocollant : « Une seule école libre, l'école buissonnière ». Tarifs, port compris : 1 ex. 4 F, 10 ex. 30 F, 50 ex. 70 F à Allonz'Enfants, 9, impasse des Pommiers, 76800 St-Etienne-du-Rouvray.

UNE HISTOIRE EXEMPLAIRE

Créé, en 1973, autour de quelques jeunes réfractaires, "Objections en Monde Rural" (O.M.R.) est, dix ans plus tard, un réseau qui comprend cinq groupes locaux et diffuse son bulletin à 1200 exemplaires. C'est même, certainement, l'un des comités antimilitaristes les plus dynamiques de France. Une histoire exemplaire que retrace un ouvrage récemment paru et intitulé, précisément "Dix ans d'Objections en Monde Rural". Rédigé collectivement par cinq de ses membres, ce qui, à l'origine, devait être une brochure de bilan comporte... 288 pages abondamment illustrées. 288 pages variées, d'une lecture agréable, pour rendre compte d'une intense activité. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un comité local publie un tel document sur son histoire, sa pratique, ses évolutions successives : coupures de presse, photos, reproductions de lettres et témoignages reconstituent la mémoire collective, le "vécu d'un groupe antimilitariste de la Loire et du Rhône depuis 1973", comme

l'indique modestement le sous-titre du livre.

Trop modestement sans doute. Car si l'ouvrage s'apparente parfois à un album de famille - fort instructif au demeurant (des témoignages de parents d'objecteurs sont, à cet égard, intéressants), la variété de ton et de forme en fait, aussi, un remarquable recueil d'histoire populaire : Extraits des archives départementales, les documents relatifs aux réfractaires du XIX^e siècle dans la région sont à ce jour inédits et... passionnants. Complété par une liste d'adresses, un choix de livres et de films, ainsi qu'une fort judicieuse analyse de la militarisation en rural, le voilà également devenu petit guide pratique très actuel. Ouvrage à plusieurs voix, document unique difficilement classable, le livre vert d'O.M.R. est bien - la formule s'impose - un livre important pour tous et toutes les antimilitaristes.

M.A.

"Dix ans d'Objections en Monde Rural" est disponible auprès de Jean-Marc Roulet - 16, rue Gabriel-Cordier 69650 St-Germain au Mont-d'Or (70 F l'exemplaire + 13 F de port).

NON A L'EMBRIGADEMENT
 COMME REMEDE AU CHOMAGE

AVE



Rennes. Photo: J. Massot.

Espagne. Photo: J. Massot.



Barcelona. Photo: J. Massot.

GRAFFITOS

GRAFFITOS

GRAFFITOS

Graffitos, nouvelle
 rubrique. Les murs
 parlent et vous les
 écoutez. Bonjour
 les pinceaux en
 révolte et en
 poésie. Il y a
 toujours un
 graffitos
 intéressant à
 portée d'appareil.
 Alors, clic ! clic !
 photo prise. Vous
 nous l'envoyez,
 nous la publions
 et vous gagnez un
 abonnement
 gratuit pour une
 ou un ami.
 Etonnant, non ?

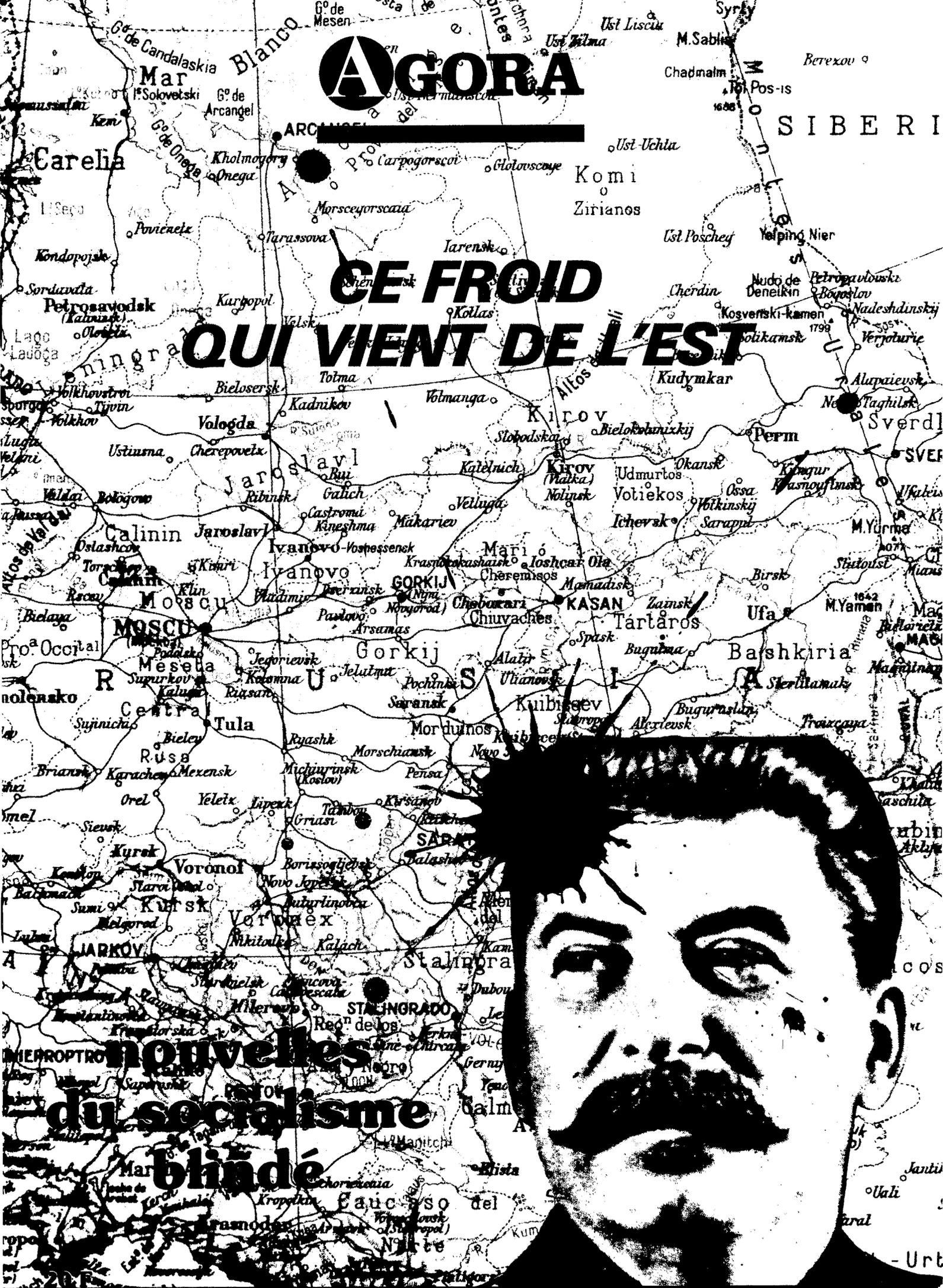
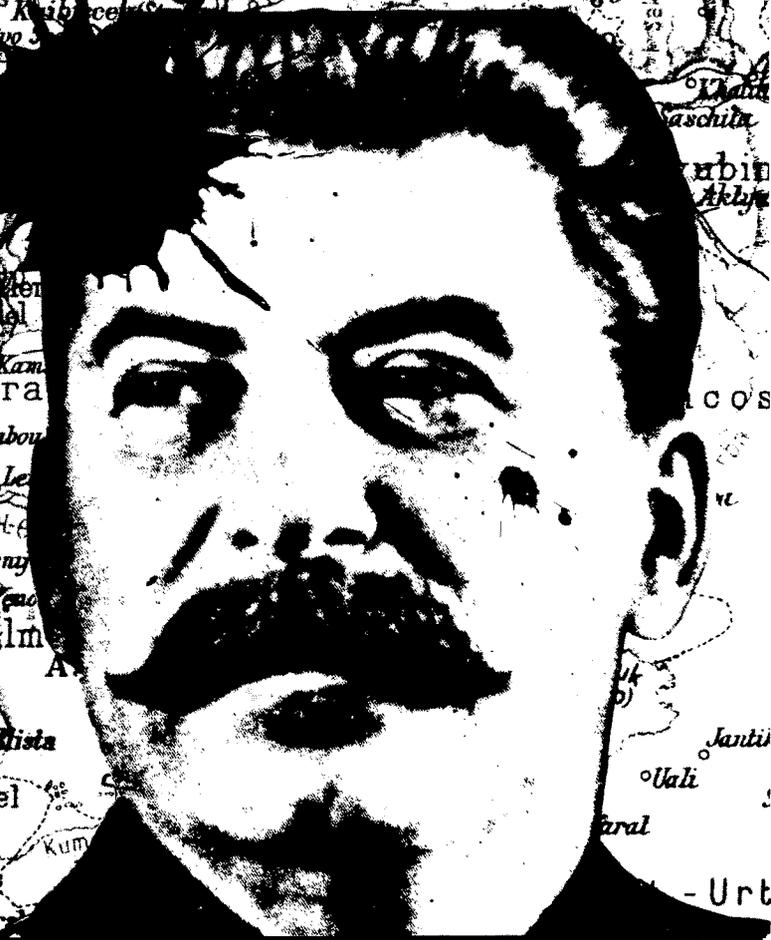


Toulouse. Photo: Marianne Salesse.

AGORA

**CE FROID
QUI VIENT DE L'EST**

**nouvelles
du socialisme
blindé**



VARSOVIE N'EST PLUS QUE LA BANLIEUE DE MOSCOU

On nous voit les mots. Lorsque nous affirmions l'autogestion, les syndicats ricanaient. Aujourd'hui, ils l'ont avalé, digéré et rejeté. Et nous en sommes devenus orphelins. Au temps de nos dénonciations du capitalisme d'Etat, l'extrême-gauche assumait ses incantations aux sauveurs suprêmes et faisait un rempart de mots pour sauver ce qu'il restait d'un soi-disant « Etat ouvrier dégénéré ». Aujourd'hui, recyclés dans l'apocalypse des nouveaux philosophes ou dans les salons de thé de la deuxième gauche, les voilà brûlant ce qu'ils ont adoré et interdisant presque aux autres le label d'opposants à ce communisme blindé qui nous vient de l'Est. Ce n'est pas une raison pour nous taire. Alors, parlons... Mais le fait de dire l'oppression des vieillards du Kremlin, ne nous fera pas applaudir aux assassins du Pentagone. Toujours à la recherche d'une troisième voie (celle d'un socialisme libéraire) qui fasse éclater les deux blocs du capital.

Tel est le sens de ce numéro spécial d'AGORA, où nous avons réédité plusieurs textes ayant paru au cours de ces dernières années dans notre revue. Nous y avons ajouté des articles venant d'une revue amie : IZTOK dont le travail libertaire sur les pays de l'Est est plus que remarquable : il est nécessaire. Nous avons écarté de cette réédition les articles trop marqués par l'actualité, notamment les nombreuses pages publiées sur les événements polonais. Mais nous pensons que pour comprendre ce qu'il se passe à Varsovie, il nous faut regarder du côté de Moscou.

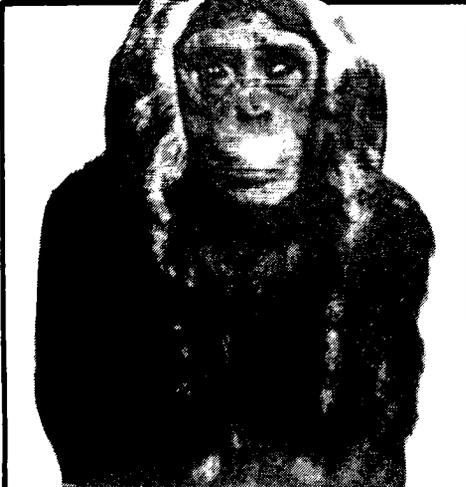
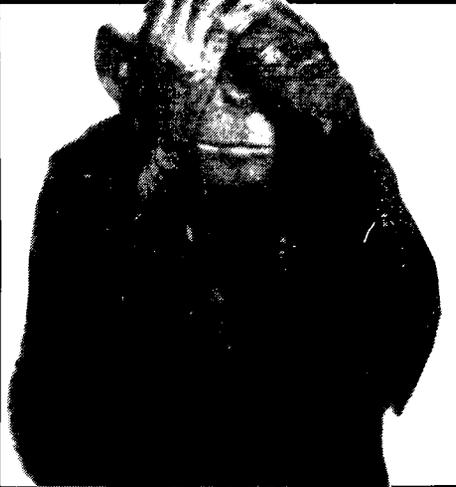
AGORA

Ont été mis à contribution pour ce numéro :
Bisou Fruité, V. Marcos, N. Trifon, Borissov,
Iztok, Volny-Epistolier, Markov, Douglas
Fairbank, C. Castoriadis, et les copains
et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P.,
de l'Imprimerie SACCO, de la Coopérative
CARACTERES et du routage A.D.L.
A tous merci.

SOMMAIRE

- **Arrêtez-moi si je me trompe** (Bisou Fruité)
- **Yalta** : Un monstre bien utile (V. Marcos)
- **A la conquête de l'Est** (V. Marcos)
- **Chasse aux révoltés** (V. Marcos)
- **Rock à l'Est** (D. Fairbank)
- **Belgrade** : Anarcho-punk (A. Rivista)
- **Mode de domination en Europe** (N. Trifon)

- **SMOT** : un syndicat libre (Borissov)
- **B.B. Cronstadt** (Volny-Epistolier)
- **Bulgarie** : La mer de Sofia (G. Markov)
- **La commune de Leningrad** (Iztok)
- **Parcours des dissidences** (V. Marcos)
- **Modèles de domination** (C. Castoriadis)
- **Cases libres** : Iztok

	<p>ARTICLE I</p> <p>La révolution sera dirigée par la classe ouvrière, elle-même dirigée par le Parti, lui-même dirigé par le Bureau Politique, lui-même dirigé par le Secrétaire Général, En conséquence, toute révolution qui ne sera pas dirigée par le Secrétaire Général, ne peut être qu'une provocation des monopoles capitalistes.</p>	
<p>ARTICLE II</p> <p>La révolution devant être faite par le Secrétaire Général, nous prions les masses laborieuses de patienter quelque peu, ce dernier étant retenu par d'autres affaires.</p>		<p>ARTICLE III</p> <p>Nous avertissons notre aimable clientèle que toute révolution réussie par le Parti ne peut être ni reprise, ni échangée. Conservez quand même votre ticket de caisse, vous pouvez être contrôlé à tout moment.</p>



ARRETEZ-MOI SI JE ME TROMPE

En termes de météorologie planétaire, nous vivons le temps des orages. L'Est et l'Ouest guerroient et décrètent leur droit à disposer des peuples. Mais au moment même où leurs forces contrôlent le monde, s'infiltrant dans ses moindres recoins, rampent dans ses plus minuscules égouts, leurs idéologies s'écroulent, la terre s'ouvre sous leurs pieds de géants. Qui peut les dire encore crédibles ? Personne, hormis quelques maoïstes reconvertis dans la nouvelle cuisine des droits de l'homme, ou quelques communistes ayant fait vœu de chasteté sociale depuis le pacte germano-soviétique. Les idéologies ne pouvaient mentir indéfiniment, et les informations, comme toujours, ont fini par parvenir à leurs destinataires : l'Ouest, dans sa boulimie, se dévore lui-même, et l'Est se prend les pieds dans sa classe ouvrière. Stakhanov a épousé Taylor et le Salvador s'est récité en Pologne.

Mi-figues mi-raisons, certains explorateurs auraient découvert une troisième voie. Bougre ! en voilà de la

nouveauté ! La droite ne cesse d'être de plus en plus réactionnaire et indécente, et la gauche de plus en plus frileuse et gestionnaire. L'espoir se brade dans des soldes d'hiver. Ses meilleurs prix s'appellent Pershing et SS-20. Dans ce monde-ci, "plutôt rouges que morts", crient certains. Obstinement, depuis des siècles, nous préférierions multicolores et vivants dans un monde libéré. Mais, nous sommes-nous donné les moyens de préférer et de le dire ?

La vague pacifiste et les événements de Pologne ont trouvé une galaxie anti-autoritaire éclatée, morcelée, et, parfois même sans dynamique interne, sans alternative. Tant d'années de silence imposé, tant d'années de parole confisquée, nous auraient-elles rendu muets ? Nous sommes pourtant des centaines de milliers, baroudeurs des libertés, à attendre un signe de nous-mêmes : pour nous rejoindre, agir et basculer ce monde. Un rendez-vous urgent à ne pas manquer. Prêts ? Je compte jusqu'à cinq. Un, deux, trois...

UN MONSTRE BIEN UTILE

CE n'est que par un raccourci simplificateur que l'on parle du partage du monde à Yalta. En effet, dans le contexte de la Deuxième guerre mondiale, trois conférences essentielles eurent lieu entre Roosevelt, Churchill et Staline. A Téhéran (en décembre 43) deux points sont abordés. D'abord l'Allemagne, qu'on prévoit de diviser en plusieurs Etats après la victoire. Ensuite, la Pologne. A cette date, les Russes (grâce au pacte germano-soviétique signé en 1939) en occupent déjà une partie. L'accord entre les trois Grands porte donc sur l'extension de la Pologne, ou de ce qu'il en reste, vers l'Ouest jusqu'à l'Oder. A Yalta (février 1945), Staline se retrouve en position de force pour négocier, puisque ses troupes ont énormément avancé en Europe orientale. Les accords signés sont d'abord de type général. Liberté pour les peuples de choisir leur gouvernement, volonté des vainqueurs d'aider à établir en Europe des gouvernements démocratiques. Mais rien de plus précis, ni de plus concret sur ces points. Malgré bien des divergences, les Alliés décident ensuite des zones d'occupation en Allemagne, puis accordent à Staline la possibilité d'instaurer un gouvernement de type communiste en Yougoslavie (Tito), et enfin, ils s'entendent pour que, d'une part la Pologne rétrocède à la Russie les territoires occupés par elle depuis 1921 ; en échange, la frontière polonaise à l'Ouest, est fixée sur la ligne Oder-Neisse. La troisième conférence, réunie à Potsdam (juillet 45) par Staline, Churchill et Truman, n'aboutit, quant à elle, à aucune nouvelle entente.

YALTA OU LA DÉPORTATION EN MASSE

Quoi qu'on veuille en dire, Yalta n'a pas partagé le monde. Par contre, les traités signés avec les pays de l'Axe dès 1946, ont bouleversé la vie de millions de personnes. Les modifications territoriales, notamment en Allemagne, Pologne, URSS, ont entraîné d'importants transferts de populations. C'est une application de la théorie du droit des Etats à disposer des peuples. Les Allemands de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie (au total, 12 millions de personnes) ont été envoyés en Allemagne, et les Polonais vivant dans les zones restituées à l'URSS ont dû se rapatrier. Pendant des années, des centaines de milliers de "personnes déplacées"

Yalta.

C'est le mur contre lequel se sont heurtées toutes les volontés qui tentaient de "faire quelque chose" pour la Pologne. Yalta est ainsi devenu une entité diabolique qui ne pouvait être bousculée sous peine de voir surgir une troisième guerre mondiale. Mais qu'est-ce que ce monstre, et à quoi sert-il ?

ont attendu dans des camps que l'on veuille bien décider de leur sort.

Cette mise au point sur Yalta n'a pas une motivation pointilliste, elle ne répond pas au désir de travailler en nuances. Elle permet simplement de rappeler que c'est bien plus tard, au cours des années 50-80, que les impérialismes, tant russe qu'américain, se sont peu à peu partagé les zones d'influence dans le monde, à coups de guerres, de conflits plus ou moins localisés, de pressions économiques plus ou moins déguisées, de conférences plus ou moins avortées.

YALTA, CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT

La conférence d'Helsinki, en 1975, a consacré ce partage en deux blocs. Conçue dans le cadre des "Droits de l'Homme", elle engageait tous les participants (35 Etats au total), à s'abstenir « de toute forme d'intervention armée ou de la menace d'une telle intervention contre un autre Etat participant. » C'était d'abord l'acceptation, par tous les signataires, d'un état de fait et la porte ouverte à toutes les hypocrisies, qu'elles s'appellent Turquie pour les USA ou Pologne pour l'URSS. Il suffit que le char qui écrase la population ne porte pas l'aigle américain ou l'étoile soviétique pour que les apparences soient sauves. La répression devient alors acceptable puisqu'il s'agit d'une "affaire nationale". C'est ce que souligne le communiqué de l'agence soviétique Tass qui accuse Solidarité d'avoir eu une attitude « contraire aux décisions de la conférence de Yalta, puisqu'elle prévoyait une modification des forces en Europe et tendait à reconsidérer les alliances soviétiques extérieures de la Pologne. »

Se cacher derrière Yalta, c'est justifier, comme un état de fait "naturel", la déportation des populations, les tueries successives qui depuis 37 ans maintenant incendient le monde. On comprend qu'il soit utilisé à tour de bras par les puissances impérialistes lorsqu'elles ont décidé de se jeter sur une proie. Cela permet de pérenniser une situation et donc une domination du monde. Parler de "non-ingérence dans les affaires intérieures" de la Pologne, se servir de cela pour justifier l'immobilisme ou accroître l'impuissance, était tout simplement un mensonge des plus criminels.

LES POLONAIS FONT LA QUEUE POUR PAYER LE PRIX DE YALTA

LE YALTA A ENCORE AUGMENTÉ



A LA CONQUÊTE DE L'EST

DANS le bouillonnement de la Libération, les minorités communistes des pays de l'Est, auréolées d'un antifascisme réel, s'intègrent aisément dans des "fronts patriotiques" et y rejoignent tous les mouvements nationaux de résistance. C'est sur cette base fragile que va se construire la puissance interventionniste soviétique dans ces pays, grâce à une stratégie faite à la fois de finesse et de coups de force à peine déguisés.

LA PEAU DES "DÉVIATIONNISTES"

LA paix revenue, des gouvernements provisoires sont mis en place dans toute l'Europe orientale. Les communistes nationaux, formés à Moscou, y occupent des postes plus ou moins importants. Mais, c'est en réalité le Kominform, III^e Internationale recréée après guerre, qui dirige et canalise leurs différentes évolutions politiques.

Peu à peu, un parti socialiste unique, à direction communiste, se met en place, les parlementaires libéraux étant progressivement écartés des allées du pouvoir. Parallèlement d'ailleurs, le Kominform lance internationalement des campagnes de séduction en vue de grossir les rangs des "compagnons de route", des associations pour la paix, pour les femmes... et de se créer ainsi une sorte de "tampon" occidental qui vienne assourdir les réactions possibles à son impérialisme boulimique.

Enfin, le processus à l'Est sera parachévé avec la formation de gouvernements uniquement communistes qui seront ratifiés par des élections (comme en URSS, à la même date, elles se feront sur des listes uniques de candidats).

Mais tous ces changements imposés ne vont pas sans quelques grincements de dents, même de la part de certains communistes eux-mêmes, qui ne comprennent pas ou n'acceptent pas toujours un tel hégémonisme. Ce sera alors la vague ininterrompue de procès spectaculaires qui élimineront ceux que, depuis lors, le PCUS prendra l'habitude d'appeler "déviotionnistes". Ainsi, la structure politique définitive des pays de l'Est est mise en place. Restait, par une théorie stratégique qui est le pendant du plan Marshall en Europe de l'Ouest, à transformer cette victoire politique en avantage économique, à imposer une "colonisation" avantageuse pour l'URSS sur tous les plans.

COMECON : DE LA CRÉATION A LA CRISE

EN 1949 est créé le C.A.E.M. (ou COMECON) qui rassemble autour de l'URSS : la Bulgarie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. En 1950, la RDA les rejoindra. Aujourd'hui ce sont neuf états, puisqu'il faut ajouter aux précédents : la Mongolie et Cuba.

Dès la création, la pratique qui prévaut au sein du COMECON est celle de "la division socialiste du travail" : chaque pays est spécialisé dans des activités précises et complémentaires aux autres. Mais un tel accord est loin d'être un tant soit peu égalitaire. On constate en fait que la plupart des chantiers ouverts dans le cadre du CAEM l'ont été, comme par hasard, en URSS. Celle-ci absorbe

A partir de 1947, l'Union Soviétique dont l'avancée des troupes en Europe orientale pendant la guerre avait été importante, entreprend de modeler à son image, les territoires occupés. Ce qu'on appelle la "soviétisation" pourrait plus justement se désigner comme colonisation et exploitation.

aujourd'hui 40 % des ventes de biens d'équipements de ses partenaires et acquiert auprès d'eux 70 % des machines qu'elle importe. Tout ceci, bien sûr, à des prix relativement bas. Mais, c'est dans le domaine énergétique que l'exploitation est la plus éhontée. En effet, la formation des prix sur le marché a toujours avantagé l'URSS qui reste le fournisseur essentiel de produits énergétiques.

L'ensemble de ces données a donc accru l'intégration et la dépendance des pays de l'Est, en même temps que l'inégalité de développement entre les participants. De là des réticences, dont les plus fortes sont aujourd'hui exprimées par la Roumanie.

La période des années 70 montre une évolution importante au sein de ce contexte. En effet, dans tous les pays, à l'exception de la RDA, la production augmente moins vite que les investissements. C'est au détriment des produits de consommation que se maintient une faible croissance. D'autre part, pour maintenir celle-ci dans les secteurs essentiels, tous les pays socialistes ont dû faire appel, à des degrés différents, à l'étranger. En 1980, les six pays satellites devaient à l'Occident quelques 55 milliards de dollars. Treize pour la Roumanie, 27 pour la Pologne (on a pu voir d'ailleurs la modération des banquiers occidentaux face aux événements polonais : le capital n'a toujours pas de frontières). Mais l'endettement de ces pays est tout aussi important vis-à-vis de Moscou, ce qui permet

à celui-ci d'avoir un moyen de pression qui se révèle très efficace.

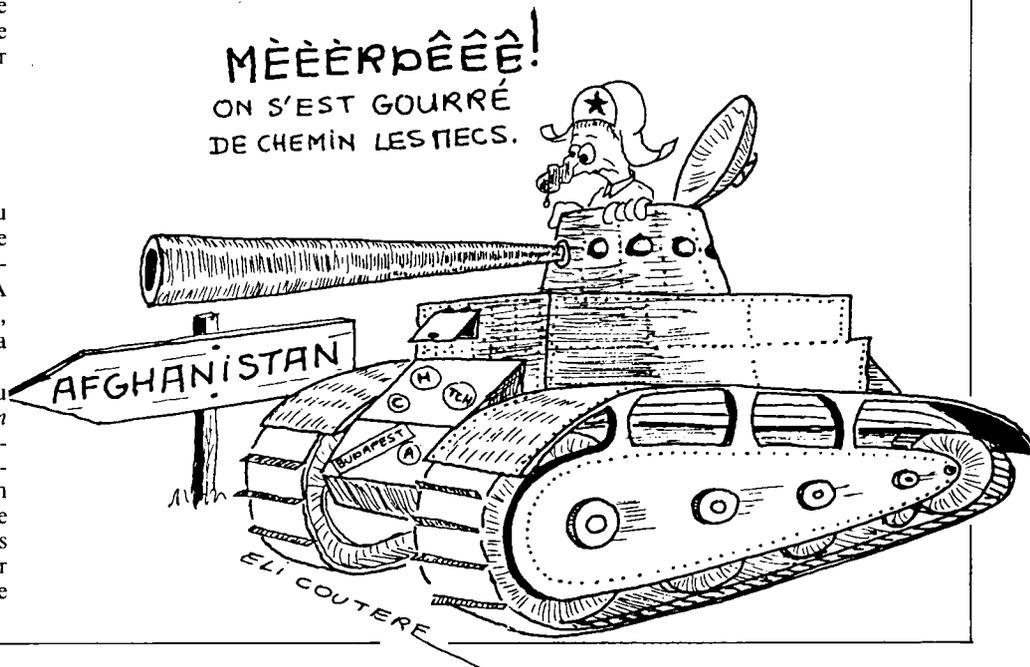
LES CHARS DE LA "LIBERTÉ SOCIALISTE"

CETTE pression a aussi pris une allure militaire depuis la création, en 1955, du Pacte de Varsovie. Equivalent de l'OTAN, créé à la même époque, il place la totalité des armées nationales sous l'autorité russe. Les troupes soviétiques stationnent donc en permanence, et en toute légalité, dans les pays de l'Est. Il y aurait par exemple quelque 40000 soldats russes en Pologne. »

Les rapports entre les diverses armées sont des plus étroits, les manœuvres les rassemblant, des plus nombreuses. A l'heure actuelle, c'est le maréchal Koulinov qui se trouve à la tête du Pacte. Sa présence à Varsovie, au moment de la mise en place de l'état de guerre, n'en est que logique.

Qu'elle soit politique, économique ou militaire, la colonisation russe est donc assurée depuis fort longtemps, et même si depuis quelques années des réticences s'expriment (la Roumanie est de celles qui rechigne le plus), il semble peu probable que des changements importants soient permis par les dirigeants du Kremlin. Dans cette chaîne, un maillon qui sauterait, même le plus faible d'entre eux, remettrait en cause l'ensemble. Et cela, le "grand-frère russe" n'est pas prêt de l'accepter.

L'INVASION DE LA POLOGNE RETARDÉE



CHASSE AUX RÉVOLTÉS

« IL EST POSSIBLE QU'IL N'EXISTE PAS D'AUTRE MÉMOIRE QUE CELLE DES BLESSURES » (Milosz).

CHAQUE fois que les ouvriers sont descendus dans la rue, chaque fois qu'ils ont remis en cause les piliers du régime (le PC, "l'amitié avec le grand-frère russe", le Pacte de Varsovie), la machine répressive s'est mise en branle. Mais, même si la répression a été violente, partout les grèves passives, l'absentéisme, montrent à l'évidence, et entre autres choses, que la situation n'est jamais "normalisée" en profondeur.

Car la crise est trop grave, et de fait, en l'absence de pouvoirs intermédiaires ou diversifiés, toute protestation, à quelque niveau qu'elle se situe, de la plus révolutionnaire à la plus réformiste, ne peut que rentrer en conflit avec les centres mêmes du système : l'Etat et le Parti.

BERLIN : 1953

LA RDA, au sein du COMECON, dès 1950, a une place de choix. Spécialisée dans l'industrie lourde, elle se doit de maintenir une productivité à toute épreuve. Le stakhanovisme dernière trouvaille du PC soviétique est partout présenté comme le "nec plus ultra" du socialisme. En RDA, les normes de production sont donc augmentées de 10 % sans augmentation de salaires. Certains de ceux-ci se retrouvent du coup amputés de 30 à 40 %. A l'annonce de ces mesures, des révoltes ouvrières éclatent à Berlin-Est, mais aussi dans tous les centres industriels importants de l'Allemagne de l'Est : Leipzig, Dresde, Magdebourg et les ports de la Baltique.

La grève générale s'amplifie et les revendications s'élargissent. Peu à peu, surgissent des "comités d'initiative" qui d'une part tendent à se substituer aux administrations officielles, d'autre part exigent, outre des élections libres, le départ des soviétiques stationnés en RDA. Dans plusieurs villes allemandes, les sièges du PC sont pris d'assaut par les manifestants.

Le 17 juin 56, le général Dibrouwa, commandant militaire de Berlin-Est, proclame l'état de siège et fait appel aux troupes soviétiques. Selon les sources officielles, la répression fait une centaine de morts et 2500 arrestations. Dès le 22 juin, le Comité Central du PC allemand annonçait la mise en place d'un programme destiné à "corriger ses erreurs" et l'URSS accordait rapidement une aide économique.

Mais longtemps après encore, les grèves perlées, la résistance passive, montraient que les causes du mécontentement n'avaient pas été supprimées.

Il faut signaler d'autre part, que les émeutes de Berlin-Est eurent des échos à la même période en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie. La même année, la révolte de Vorkouta, dans le goulag soviétique, fut matée par l'armée. Mais là, cette dernière était chez elle : ce mauvais argument explique le mutisme de l'Occident sur cet événement, comme sur bien d'autres d'ailleurs.

UN lien étroit unit les ouvriers de Berlin-Est de 1953, à ceux de Pologne 81. L'ensemble des classes ouvrières des pays de l'Est a en effet connu la répression exercée, directement ou indirectement, par les troupes du Pacte de Varsovie.

Même si la situation a profondément évolué dans l'empire russe, on retrouve depuis 1947 des revendications analogues exprimées tant à Berlin, qu'à Budapest, Prague ou Varsovie.

POZNAM : 1956

POUR des raisons d'abord économiques, des insurrections ouvrières éclatent en Pologne en juin 1956. Là encore, les ouvriers s'organisent en Conseils. Les troupes soviétiques interviennent et le PC est épuré : Gomulka est réélu au Comité Central. Il promet des changements, élimine des cadres administratifs et supprime les entreprises agricoles, nationalisées auparavant.

HONGRIE : 1956

DÈS 1953 on assiste à une certaine libéralisation dans le PC hongrois. Imre Nagy, tenant de la "nouvelle ligne" est malgré tout renversé par les staliniens de l'appareil. En octobre 1956, le mouvement ouvrier s'organise en Conseils, les grèves et les manifestations s'amplifient. Les revendications portent à la fois sur : la mise en place d'élections libres, la suppression de la police secrète,



1970, Gdansk : la milice tire sur les ouvriers

le retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois. Celles-ci, à l'appel du PC, interviennent une première fois. Fait unique, elles sont repoussées par les ouvriers, les étudiants et la troupe hongroise commandée par Maletter. Le PC hongrois tente alors de jouer la carte du renouveau. Nagy, rappelé, devient premier ministre et, à la tête d'un gouvernement d'union, annonce le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

Cette dernière mesure provoque l'intervention immédiate des troupes de l'ensemble des pays de l'Est. Le parti est rapidement remis en place avec, à sa tête, Kadar. La répression frappe au sein du PC : Nagy et Maletter se retrouvent à Moscou. Nagy a probablement été exécuté en 58. Des tribunaux spéciaux fonctionnent pendant toute l'année 1957, au cours de laquelle, grèves et manifestations, prennent peu à peu fin.

PRAGUE : 1968

EN Tchécoslovaquie, la déstalinisation a été plus tardive que dans les autres pays satellites, comme le montre le maintien de Novotny à la tête du PC en 1967. Face aux "durs" se dressent peu à peu les libéraux, dont le chef de file, Dubcek est secrétaire général du PC slovaque. Il est élu, en janvier 68, à la tête du PC tchèque. L'élimination de l'équipe plus stalinienne est marquée par la démission de Novotny de la Présidence de la République où il est remplacé par le général Svoboda.

Le "Printemps de Prague", au départ, ne s'exprime que par des changements d'équipe, d'orientation au sein du PC. Mais le socialisme "à visage humain" de l'équipe Dubcek est amené à faire des concessions de plus en plus grandes à une opinion publique qui prend goût à la liberté d'expression. Et, pour Moscou comme pour tous les pouvoirs du monde, la liberté est une drogue très dangereuse qui doit être consommée à des doses homéopathiques. Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie) pénètrent dans Prague.

L'accord de Moscou, signé par Dubcek, marque la fin du "printemps". La "normalisation" s'accélère : Dubcek est écarté. Des procès, en 1972, épureront le PC à la tête duquel Husak assurera désormais la pérennité des liens "d'amitié" avec le Kremlin.

POLOGNE : 1970-1976

DEPUIS 1953, le renouveau de Gomulka a montré ses limites. La crise dans les pays de l'Est provoque la hausse des produits alimentaires. Les ouvriers révoltés de Gdansk et de Gdynia, au nom d'un "communisme démocratique", déclenchent d'importantes grèves. A Gdansk, le siège du PC est incendié. Le PC polonais n'aura pas besoin de faire appel aux troupes du Pacte. Milice et armée se chargeront de la répression qui, officiellement, fera 45 morts et 1165 blessés. Les "Gomulkistes" (Gomulka en tête) seront éliminés au profit d'une équipe plus technocrate animée par Gierek.

En 76, de nouvelles hausses des prix, une nouvelle dégradation de la vie économique, provoquent des manifestations à Radom. Encore une fois, la répression purement polonaise suffit et Gierek, pour un temps, reprend son programme.

Proletariusze wszystkich krajow, łączcie się!

Trybuna Ludu

ORGAN KOMITETU CENTRALNEGO POLSKIEJ ZJEDNOCZONEJ PARTII ROBOTNICZEJ

WOJCIECH JARUZELSKI: Zwracam się do wszystkich obywateli – nadeszła godzina ciężkiej próby. Próbie tej musimy sprostać, dowieść, że Polski jesteśmy warii!

**Ukonstytuowała się Wojskowa Rada Ocalenia Narodowego
Rada Państwa wprowadziła stan wojenny na obszarze całego kraju
Przemówienie gen. armii W. Jaruzelskiego**



Trybuna Ludu, 17 décembre : « Il n'est pas nécessaire de commettre un délit pour être interné. Le seul fait de présenter le danger d'en commettre un suffit ».

SUR LES PAYS DE L'EST

DEPUIS sa création, **Agora** a publié de nombreux articles concernant les pays de l'Est dont certains sont reproduits dans ce numéro spécial. Pour les autres, en voici les références :

- **Yougoslavie** : Autogestion par décret (Slobadan Drakulik, n° 1, février 1980).
- **URSS** : Repères pour un boycott (Agora, n° 1, février 1980).
- **URSS** : Le régime social de la Russie (Cornélius Castoriadis, n° 1, février 1980).
- **Repères** : Sur la dissidence (Martin Zemliak, n° 1, février 1980).
- **Pologne** : Démocratie directe ? Oui, merci ! (Tony Alvarez, n° 3, octobre 1980).
- **URSS** : Horizons du socialisme blindé (Abraham Guillen, n° 5, février 1981).
- **Hongrie** : 1919, la commune de Budapest (Roland Biar, n° 6, juin 1981).
- **Yougoslavie** : Emeutes à Kosovo (Violette Marcos, n° 7, octobre 1981).
- **Pologne** : Vers une autogestion à la Yougoslave ? (V. Marcos, n° 8, décembre 1981).
- **Hongrie** : 1956, l'octobre hongrois (Suzanne Körösi, n° 8, décembre 1981).
- **Pologne** : Varsovie n'est plus que la banlieue de Moscou (V. Marcos, n° 9, février 1982).
- **URSS** : Nouvelles du socialisme blindé (V. Marcos, n° 9, février 1982).
- **Pologne** : Solidarność à la croisée des chemins (V. Marcos, n° 12, octobre 1982).
- **Pologne** : La dictature entre l'uniforme et le complet veston (V. Marcos, n° 13, décembre 1982).
- **Pologne** : Libertaires polonais (groupe Sigma, n° 14, février 1983).
- **Pologne** : Le retour du printemps (V. Marcos, n° 17, juin 1983).



ROCK A L'EST



La dernière attaque en règle a été menée en URSS contre le groupe "La machine du temps". Dans la "Komsomolskaia Pravda", organe des jeunes communistes est publié en avril, une lettre réquisitoire de plusieurs artistes et responsables culturels de Krasnoïarsk, en Sibérie. Tous les arguments habituels sont alignés contre le groupe rock : « ... véhicule de l'idéologie occidentale... arme des services secrets américains... il est impossible d'appeler cela de la chanson... leurs intonations ne sont pas masculines... ils s'habillent n'importe comment, avec des chaussures de montagne, des casquettes de plage et des ficelles en guise de cravate... ils s'écartent de la tradition de la culture nationale ». Ce qui fait peur, c'est le succès du groupe, de leurs textes subversifs : « Je n'ai pas cru aux promesses/ Et je ne croirai pas non plus à l'avenir/ Croire aux promesses n'a plus de sens. » Ou encore : « Porter des masques/ Ce n'est que sous un masque qu'on peut être soi-même. » On comprend que les autorités s'irritent « du danger d'injections d'idées aussi douteuses. Du mauvais goût au cynisme, il n'y a qu'un pas ». Et l'on sait qu'à l'Est, le cynisme est monopole d'Etat.

Musicien ouvrier syndiqué

La vague de production rocker occidentale vient mourir sans force dans les pays de l'Est où l'on s'arrache les disques sur un marché noir toléré par les autorités. L'Occident reste le point de mire de groupes qui ont du mal à s'exprimer. Les barrières sont nombreuses et pour tout dire con-

LES réactions du mastodonte bureaucrate sont sans imagination. Les condamnations de la culture rock se succèdent dans la presse des pays de l'Est sans réussir à avoir un impact réel sur les choix de la jeunesse. Déjà en décembre 1977 on trouvait affirmé dans la "Gazetta" : « Les punks sont la tendance bourgeoise la plus réactionnaire à avoir jamais existé. » Phrases toutes faites, bulldozer idéologique, parade sans effet sur une multiplicité de besoins des jeunes (plus ou moins manipulés, avec retard, par les goûts de l'Occident), et surtout inopérante étant donné la mobilité (création, disparition) des groupes rocks.

SOLIDAROCK

tradictaires avec la culture rock. Les difficultés matérielles (coût du matériel) et artistiques (où trouver des scènes pour jouer alors que, par exemple en Pologne, c'est le gouvernement qui est seul organisateur de tournées), s'ajoutent en carcan imposé à toute expression musicale. Le musicien est classé en tant qu'ouvrier et pour l'être, il lui faut se syndiquer. Les tirages de disques sont extrêmement limités et il n'existe pas de pourcentages sur les ventes. On touche un fixe à l'enregistrement ou, pour les concerts, on est payé au nombre de musiciens. Cette mesure qui pourrait être profitable aux "petits" et aux "expéri-

mentaux", se retourne de fait contre eux, quand on sait le processus à suivre pour obtenir le droit d'enregistrer.

« Pour devenir un artiste officiel en Pologne, il faut d'abord passer par une école de musique professionnelle et gagner 5 étoiles, grades qui permettent d'accéder au statut "agrée" et au studio d'enregistrement. En principe, les autorités vous les octroient après 17 ans d'études, ce qui pour n'importe quel kid embarqué dans cette galère, se traduit par la certitude de ne pouvoir enregistrer que vers 35 ans. » (1)

Et pourtant, ils existent et s'expriment.

SOLIDAROCK

A ce titre, la Pologne a une fois de plus été exemplaire. Il y eut un temps de recherche où l'on s'est contenté de copier ce qui se faisait en Occident, comme Isabella Trojanuska enregistrant avec le groupe "Manaam" : textes mélés et voix de Nina Hagen. D'ailleurs, les autorités ne s'y sont pas trompés. Après le coup d'Etat, les concerts ont tout d'abord été interdits, puis, c'est elle qu'on autorisera à enregistrer un deuxième album, en plein état de siège, et qu'on utilisera politiquement en lui permettant, début mars, de se produire à Varsovie au cours de trois concerts, devant un rare public n'atteignant même pas les 1000 personnes.

Non, la véritable histoire du rock polonais tourne autour de groupes comme "Deadlock" et "Kryzys". Le plus vieux, "Deadlock", originaire de Gdansk, s'est formé en 77, puis dissous, puis reformé en 79. Il joue une musique punk dure, mais sans trop de recherche étant donné son indigence en matériel et puis aussi parce que pour eux "la musique ce n'est pas la technique, mais l'émotion". Pour pouvoir se produire il doit accepter d'assurer la première partie des artistes officiels. En août 80, liberté politique aidant, il assure avec "Tilt" et "Kryzys" une tournée dans le pays. Plus de 2000 personnes se réuniront au stade de Varsovie pour les écouter. Leur disque "Ambicja" (Ambition) prélude à leur séparation. Au moment d'être enfin connus, ils ont un sursaut contre ce qu'ils perçoivent comme une récupération. Le chanteur fera taire sa voix et se contentera de jouer de la guitare. En 81, ils se réuniront avec "Kryzys" (Crise).

Ce dernier groupe est né en 78. Plus politisé, il reçoit l'influence du reggae (en jouant la version polonaise de "Get up Stand up"). Son premier disque sera enregistré lors d'un concert donné à l'usine de tracteurs Ursus dans la banlieue ouest de Varsovie. Ils sont alors distribués en Europe, alors que théoriquement, on ne peut vendre des disques à l'étranger. Mais protégés par leur succès ils feront la couverture du "Music Week" et du "Billboard" et même la "Vie Ouvrière" cégétiste en parlera. Une agence russe les contacte pour une tournée en URSS. Refus de certains dont le chanteur Robert Brylewski

et le batteur Maciej, qui créent en compagnie de membres de l'ex-"Deadlock", la "Brigada Kryzys".

Début décembre, bloqués par l'évolution de leur musique et par l'arrivée de la dictature, certains partiront pour Berlin-Ouest pour fonder un nouveau groupe, "White Volcanoes". Barclay avec un sans-gêne incroyable, étiquettera leurs disques sortis en France (2) : "Soutien au rock polonais" et à travers sa collection "Blitzkrieg Records" nous les fera connaître avec une pochette dessinée par Christian Chapiro, plus connu sous le nom de Kiki Picasso, ex-Bazooka.

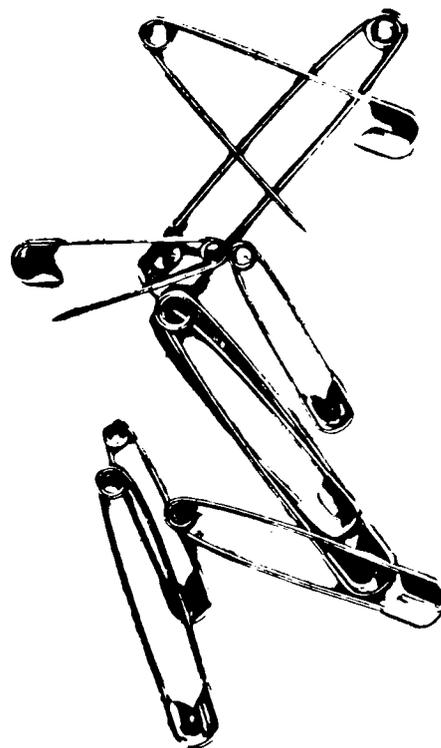
FLORAISON ROCK

Malgré le coup de frein récent, l'URSS a toléré ces dernières années le développement de la musique rock. Il y a même un hit parade publié par le "Moskovsky Komsomlets" sur la base du courrier des lecteurs.

En Tchécoslovaquie, la répression a eu la peau d'un des meilleurs groupes : "Plastic People of the Universe" (3). En 74-75 ils font un concert en compagnie d'un autre groupe, "DG 307", et du chanteur contestataire Karel Sokoup, signataire de la Charte 77. "Plastic People" est interdit, sa ferme incendiée. Karel Sokoup condamné à 6 mois de prison pour "trouble de l'ordre public". Sans compter les tracasseries et la répression hypocrite... Sokoup prendra 10 mois de prison en plus, peu après, pour avoir chanté au cours d'un mariage des "paroles obscènes", entendez... subversives. Il sera déchu de sa nationalité, perdra donc son travail et devra s'exiler, aujourd'hui en France.

En Yougoslavie, le succès reconnu d'un groupe (passablement teinté de nationalisme) comme "Les Idoles" (Srdjan Saper et Vladimir Divljan) masque l'existence d'autres rockers aux noms évocateurs : "Le Théâtre Sale", "Triste Franz", "Pierre et les Méchants Loups", "Contrôle ouvrier", "Guerilla Urbaine"...

Dans un système pesant sur la vie quotidienne, quelle musique mieux que le rock pouvait évoquer la révolte ? Pas à pas, ses conquêtes se font certaines. Les prévisions des "Idoles" sont justes : « On va vers des années de cassure dès à présent. Voici venir le temps d'une fermentation fructueuse. Là où la turbulence du monde atteindra son



maximum, apparaîtra nécessairement un nouvel ordre des idées ».

Douglas FAIRBANK

(1) du mensuel "New Wave"

(2) Discographie :

- Deadlock : "Ambicja" (Barclay 200.174)
- Kryzys, (Barclay 200 173)
- Deadlock + Kryzys (45 t.) : "Meilleurs parfums de la Révolution", (Barclay).

(3) Edité en disque parallèle par Jacques Pasquier, le même qui a balancé un cendrier à la tête de Polac dans le "Droit de Réponse" consacré au show-biz.

PUNKS HONGROIS, NO FUTURE !

Mai 1984, les quatre membres du « Commun Punk Group » hongrois sont condamnés à deux ans de prison ferme. Ioltan Benko, 21 ans, Bela Haska, 20 ans et Zoltan Nagy, 20 ans ont été, malgré tout laissés en liberté en attendant la décision de la cour d'appel. Ils avaient déjà purgé quatre mois de préventive. Le groupe originé du Sud de la Hongrie avait rejoint Budapest depuis deux ans et il y jouait, sans autorisation dans les centres culturels de la banlieue. Ils étaient assez connus et ont fait scandale avec des chansons comme « I want anarchy » et « Soviet nukas are nukas too ».

Le rouleau compresseur n'a pas hésité à les mettre sous les verrous. Motifs invoqués : « nihilisme préjudiciable à la sûreté de l'Etat » et « apparence extérieure extrémiste ». No future !



LETTRE DE BELGRADE

« NOUS, PUNKS ANARCHISTES... »

Il y a eu des Punks en Grèce, au Brésil, en Finlande et au Canada. Désormais, ce mouvement, né dans la seconde moitié des années 70, existe dans de très nombreux pays. Et, à en juger par leurs nouvelles productions (disques, cassettes, punkzines, etc.) ils se répandent comme un incendie. L'un des aspects les plus révélateurs de ce phénomène anarcho-punk est sa capacité à prendre racine et à résister avec entêtement, même dans les régimes totalitaires où par ailleurs, les formes traditionnelles de l'opposition politique et libertaire sont immédiatement décapitées.

Mais aujourd'hui, aux groupes musicaux et politiques anarcho-punks existants à l'Ouest s'ajoutent ceux d'Europe orientales : Allemagne de l'Est, Pologne, Yougoslavie, etc.

La lettre qui suit nous vient de Yougoslavie. Un anarcho punk y décrit la situation peu enviable faite aux Punks anarchistes dans un Etat marxiste-léniniste.



Chers amis,

Le mouvement punk a débuté en Yougoslavie en 1977, avec le groupe « PANKRTI » (Batards), qui même aujourd'hui, selon mon avis, reste le plus intéressant. En 1977, dans une interview, leur chanteur déclarait : « Le mouvement punk se caractérise par un refus du passé. Mais ce n'est pas un refus absurde. Nous voulons établir des relations plus humaines entre les gens. Il ne s'agit pas, pour nous, comme on le dit partout, de propager la violence. De nouveaux rapports humains ne peuvent s'établir qu'en rompant avec la situation actuelle. Il s'agit de changer les choses. »

Leur chanson « Anarchiste », enregistrée en 1978, a été la première chanson anarcho-punk en yougoslave. Par la suite, d'autres groupes ont émergé, mais seuls quelques-uns parmi eux ont enregistré des disques.

En fait, il ne faut pas oublier qu'ici, il n'existe aucun studio indépendant : ils sont tous gérés par l'Etat. Parmi les groupes qui ont pu faire des disques, il faut absolument citer : KUZLE (« Streghe »), URBANA GERLA (« guérilla urbaine »), TERMINI (« Termites »), INDUST BAG, etc.

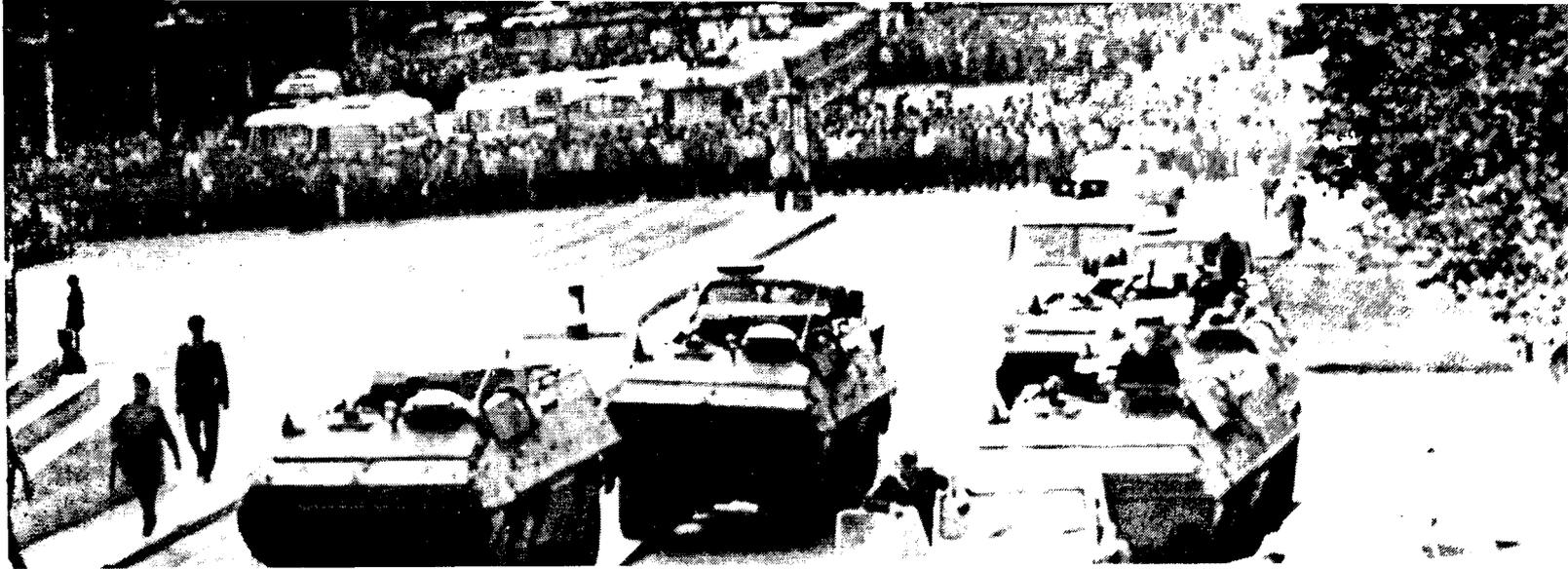
A Belgrade, la capitale, les premiers groupes sont apparus en 78. Mais c'était en fait plus une mode qu'autre chose. Il ne s'agissait pour eux que de se déguiser en punk pour se promener dans les rues. Il y avait aussi des groupes hardcore punk qui ne se limitaient qu'à copier leurs homologues anglais ou américains. Ensuite, il y a eu le groupe anarcho-pacifiste EUTANAZIJA (« Euthanasie »), dont les participants avaient en moyenne 18 ans et dont le slogan de base était : « si le punk n'était que de la musique, ce serait de la merde ». Ils aimaient Crass, Poison Girls, Of Pink indiens, etc. Leur but est de promouvoir les idées anarchistes et le pacifisme. La musique n'est que l'une de leurs activités. Ils font aussi des fanzines (ou punkines, si on préfère). Ils traduisent aussi des textes anarchistes (Malatesta, entre autres) et produisent des vidéos.

Leur but est de provoquer les gens afin de les pousser à réfléchir. Mais à Belgrade, il n'existe pas de lieux pour les Punks. Ils en sont donc réduits à jouer dans les écoles, dans les salles de spectacle. Dès lors, ils ont souvent des problèmes. Ainsi, une fois ils ont été expulsés au cours d'un concert, dès la troisième chanson. On leur reproche le contenu de leurs textes. Une autre fois, ils furent agressés par une bande de jeunes.

Le groupe « Euthanasie » a beaucoup plus de fans : leurs cassettes sont enregistrées sur demande. Dans leurs textes, ils parlent de l'armée, des politiciens, de la police, du Grand Frère, de la guerre, de l'aliénation et de bien d'autres choses.

Ils sont contre la drogue, même si le problème ne les concerne pas directement. D'autre part, nous, les anarcho-punks avons constamment des problèmes avec la police qui ne supporte même pas de nous voir dans la rue. Ainsi, le bassiste d'Eutanazija a été convoqué au commissariat une fois. Il a alors découvert qu'il faisait l'objet d'un volumineux dossier. Et ce dossier ne sera jamais refermé, car il s'agit d'un punk, et cela suffit.

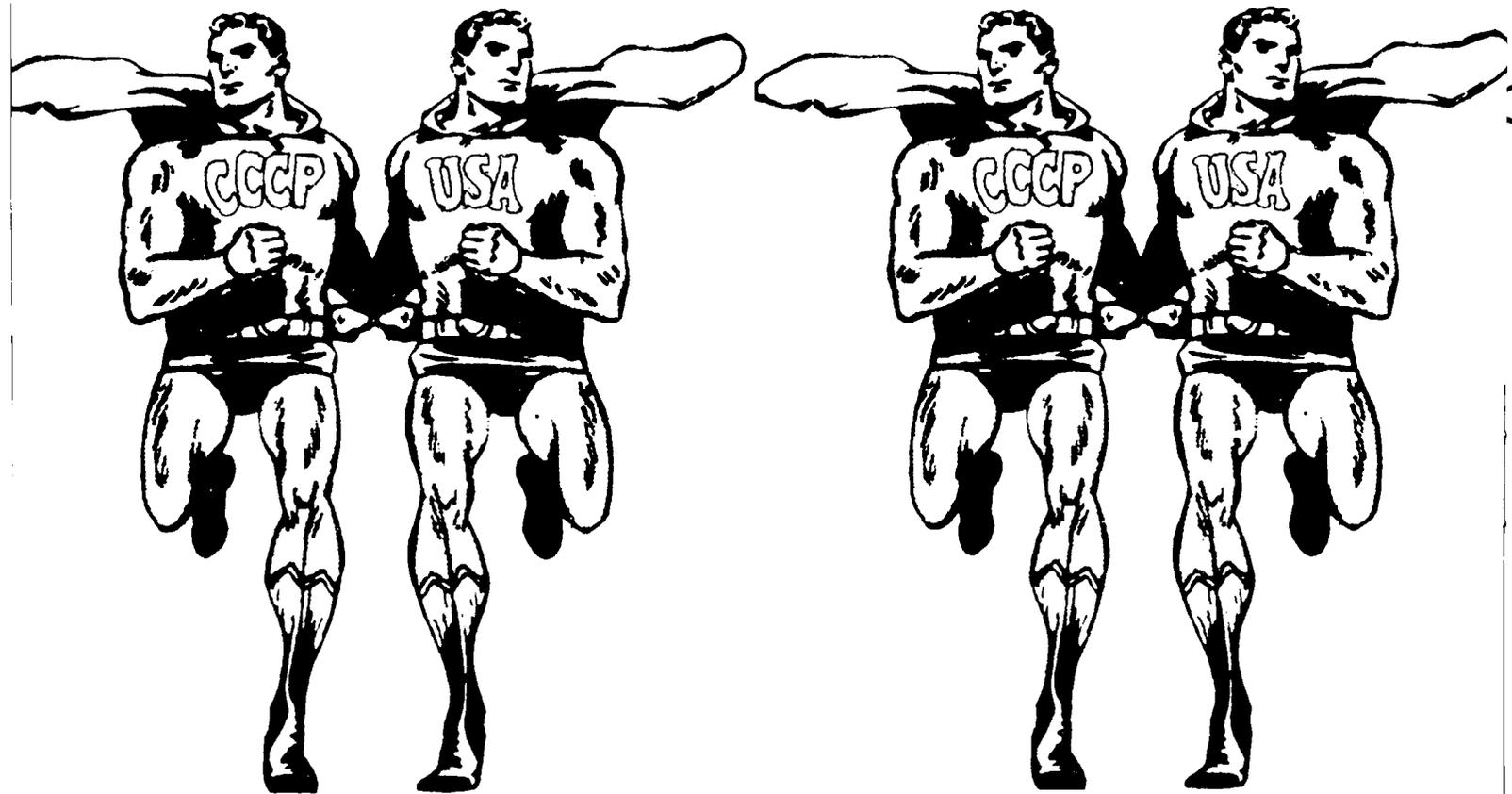
De toutes façons en Yougoslavie, tous les citoyens sont fichés et tout ce qui les concerne est mis sur informatique : l'Etat policier sait, à tout moment tout ce qui concerne l'ensemble de la population.



***LE MODE DE DOMINATION
SOVIETIQUE EN EUROPE
DE L'EST
(les limites économiques
et enjeu social)***



Un groupe de déportés dans un bagne sibérien à la fin du siècle dernier



DÉNONCER aussi bien l'URSS que les USA pour leurs agissements sur le plan international constitue sans doute la seule position de principe que nous puissions adopter en tant que libertaires. Mais s'en tenir là, se contenter de répéter cette évidence, c'est hypothéquer, à moyen terme, la pertinence de nos analyses, la crédibilité de nos propositions et l'efficacité de notre action. Le renvoi dos à dos des 2 superpuissances comporte sur le plan critique un inconvénient de taille : il crée et entretient une fausse symétrie entre les modes de domination propres à l'URSS et aux USA. Argument efficace à une époque où certains « *découvraient* » les similitudes, souvent réelles entre l'URSS et les USA, cette fausse symétrie peut conduire aujourd'hui à une situation embarrassante sinon pernicieuse. En effet, il est plus facile de qualifier et de dénoncer les USA que l'URSS comme impérialiste. Les USA répondent mieux aux critères consacrés — depuis notamment Lénine — de définition de l'impérialisme (suprématie du capital financier) ainsi qu'au discours courant sur et contre l'impérialisme (discours forgé, depuis la dernière guerre, en fonction, surtout des USA). L'URSS correspond mieux à l'acceptation antérieure du terme, à savoir « *empire* », « *expansion* ». Cela dit, à moins d'être idiot ou pro-soviétique — par intérêt ou par idéal —, on ne peut pas ne pas s'apercevoir que l'URSS concurrence sérieusement et depuis un bon moment les USA dans le domaine de l'agressivité. Ce décalage entre l'analyse et l'observation a entraîné bon nombre de gens soit dans ce que j'appellerai une impasse gauchiste soit, dans une dérive altantiste droitiste.

La première attitude consiste dans la tentative, en dernière instance vouée à l'échec, de faire coller à tout prix l'URSS à l'image consacrée de l'impérialisme. La seconde réside dans la mise entre parenthèse, dans l'« *oubli* » de la réalité de l'impérialisme américain devant l'accroissement du danger soviétique. S'il est hors de question pour nous, libertaires, dans la conjoncture historique

actuelle de minimiser les méfaits de l'impérialisme américain (le travail de N. Chomsky en ce sens me semble capital pour le mouvement anarchiste international) il n'est pas moins urgent de repenser l'impérialisme à partir de ses formes de manifestation actuelles, souvent surprenantes, donc de remettre en question les critères consacrés — caducs parfois même à l'égard de l'impérialisme des USA. C'est là un travail de longue haleine dont les premiers bénéficiaires seraient les Pays de l'Est mais qui concernerait, peut-être plus qu'on ne le pense, également les pays du Tiers-Monde. En attendant la tâche que nous pouvons nous donner en priorité est d'analyser, de dénoncer et de combattre les modes de domination des deux super-puissances à partir et en fonction de ce qu'ils comportent de spécifique. Sans négliger pour autant les points communs et surtout de telle manière que la spécificité, la particularité ne soit pas érigée en critère de valeur.

MYTHOLOGIE ET HISTOIRE

AVANT d'aborder l'enjeu social du mode de domination soviétique, je voudrais brièvement faire le point sur ses formes historiques de manifestation au niveau économique, de manière aussi réaliste que possible afin d'expliquer et de critiquer une certaine mythologie qui prévaut à ce sujet dans les Pays de l'Est.

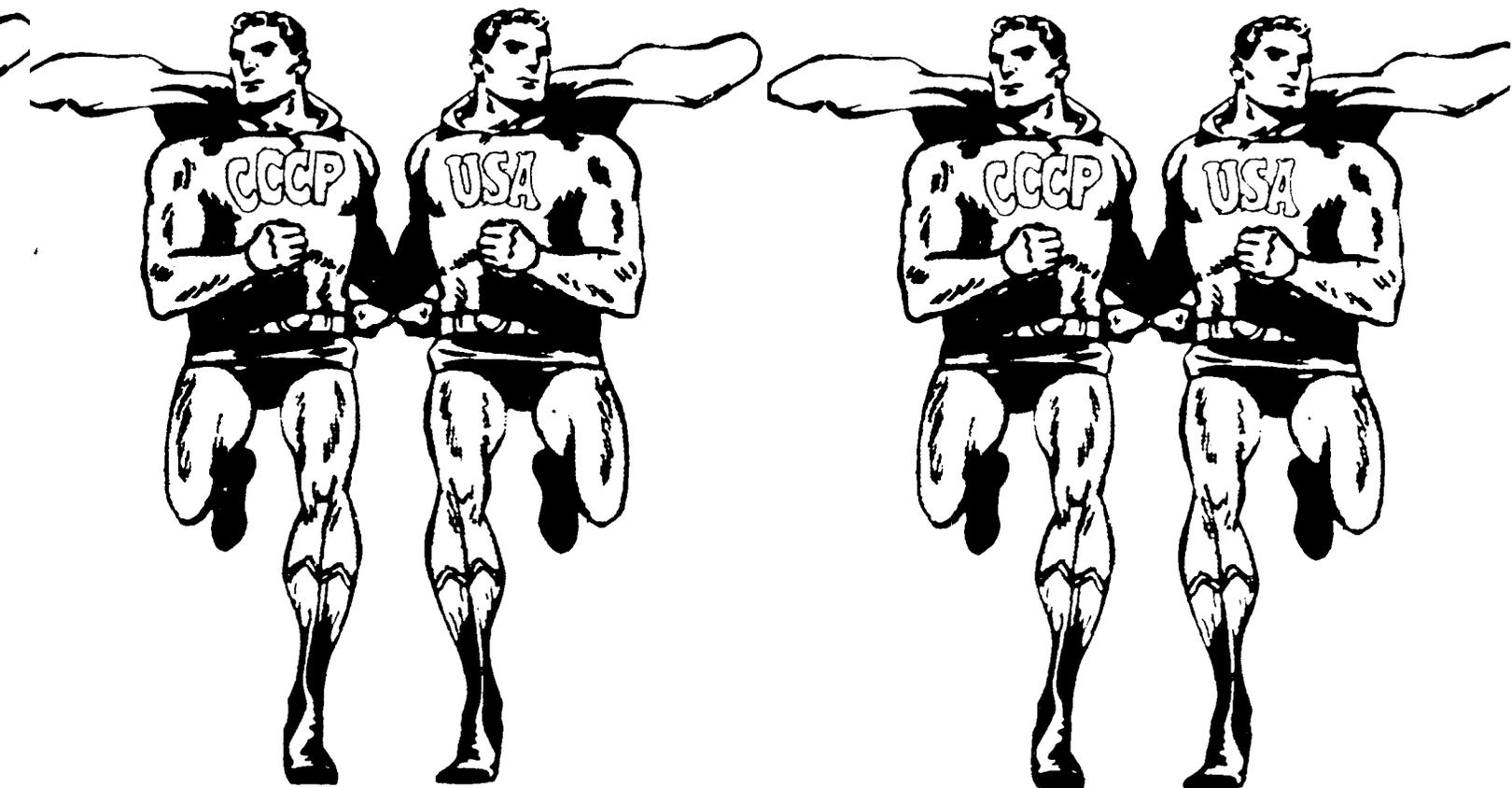
— *Annexionnisme* pur et simple de régions (ex. la Bessarabie roumaine devient en 1940 la RSS de Moldavie) ou de pays entiers (ex. les Républiques Baltes).

— *Exploitation directe*, à la fin des années 40 et au début des années 50, dépourvue dans la plupart des cas de couverture juridique, surtout dans le cadre du pillage organisé des matières premières (ex. charbon polonais, pétrole roumain). De nos jours, le gaz afghan subit le même sort. Une autre forme de pillage, moins « *fructueuse* » pour des raisons faciles à deviner, était le démontage de certaines installations industrielles et leur

transfert en URSS ; étaient concernés non seulement les anciens alliés militaires de l'Allemagne nazie — comme la Roumanie — mais aussi, dans une moindre mesure des pays comme la Tchécoslovaquie.

— *Freinage et reconversion* de secteurs industriels est-européens technologiquement avancés, qui pouvaient faire concurrence aux secteurs équivalents soviétiques. Cette mesure qui s'inscrivait dans une logique de domination économique à long terme, a touché en premier lieu les pays industrialisés comme la Tchécoslovaquie ; néanmoins, un pays nettement moins développé comme la Roumanie a subi un phénomène similaire (ex. la reconversion de son industrie aéronautique en usine de tracteurs).

— *Tentative impérialiste « classique »* au début des années 60, sous Khrouchtchev à travers le projet d'intégration économique du camp socialiste par le COMECON. Depuis sa fondation en 1949 le COMECON couvrait un système d'échange inégal, favorable à l'URSS ; mais son champ d'action était limité. En 1960 on assiste à la fois à une volonté d'élargissement du COMECON, à une escalade dans l'inégalité des rapports entre les pays membres et, à moyen et long terme, à une tentative de modification des économies de ces pays. La multinationale krouchtchévienne se donnait comme moyen la « *planification unique* » et comme objectif l'« *intégration totale* » ; elle voulait déboucher sur une « *division internationale socialiste du travail* » entre les pays développés et sous-développés sous l'égide de l'URSS. Selon leurs chances d'occuper le haut ou le bas de la hiérarchie qui se dessinait, les milieux dirigeants des différents pays de l'Est se montraient plutôt enthousiastes (Tchécoslovaquie, RDA) ou plutôt réticents (Pologne, Hongrie). Seule la Roumanie s'est opposée catégoriquement au projet. Sa participation se limitait à l'agriculture et à la fourniture des matières premières ; ce projet aurait significé pour les roumains la baisse de la croissance et de l'expansion, l'accroissement de la dépendance économique et aurait entraîné l'exploitation



de la Roumanie par ses partenaires technologiquement plus avancés. L'abandon en juillet 1963 du projet n'est pas seulement dû à la seule opposition roumaine (dont la bureaucratie dirigeante tirera sur le plan international et national un immense prestige politique). Vraisemblablement l'URSS n'était pas persuadé en cette période de sa capacité de dominer technologiquement le nouveau complexe économique.

— La crise énergétique du début des années 70 et ses multiples retombées dans le monde entier ont accru la dépendance économique des Pays de l'Est à l'égard de l'URSS. A noter que c'est également le cas de la Roumanie qui est le seul producteur de pétrole de la région. Tout laisse à prévoir dans les années qui viennent une accentuation de cette dépendance dont l'URSS entendra tirer un maximum de profits ; non seulement politiques mais aussi économiques.

TROIS THÈSES PRÉALABLES

BRUTALE, cynique, souvent improvisée, pas toujours efficace, parfois facteur de régression, la domination économique perpétuée en Europe de l'Est par l'URSS — pays peu et surtout mal développé au lendemain de la dernière guerre — a non seulement un contenu et des procédés, mais aussi des fondements socio-économiques particuliers. Résultat d'un rapport de force international favorable, garantie par la présence militaire dans la région, l'hégémonie politique soviétique doit sa force et sa continuité au fait que l'URSS a imposé dans ces pays des structures sociales similaires aux siennes. C'est du côté de la configuration institutionnelle et sociale qu'il faut chercher la clef de voûte aussi bien de la cohésion du camp socialiste que du rôle dominant de l'URSS. Il y a en l'occurrence parenté structurelle et étroite interdépendance entre :

— le mode de domination qui caractérise l'URSS,

— le mode de domination exercé par l'URSS sur le plan international et,

— le mode de domination propre aux pays appartenant à la sphère d'influence soviétique.

Ceci nous permet d'énoncer trois thèses préalables à mon avis à toute analyse et action par rapport à l'impérialisme soviétique.

1) *L'extension du champ de domination de l'URSS dans le monde renforce les structures sociales de ce pays, mais, en même temps, accroît, potentiellement le risque de leur éclatement.* L'originalité de l'impérialisme soviétique découle de cette contradiction.

Sans doute la population soviétique ne bénéficie que « moyennement » des richesses extorquées par son Etat à l'étranger ; le niveau de vie des soviétiques est plus bas que celui de la plupart des citoyens des pays satellites européens. Le problème se pose autrement à mon avis. Si le discours idéologique officiel de l'URSS concernant sa vocation internationaliste et socialiste ne joue, à lui seul qu'un rôle mineur dans l'expansion soviétique, cette dernière a un *effet idéologique* considérable sur la population soviétique. Le maintien et le renforcement de la puissance soviétique dans le monde *flatte* la population soviétique (en l'associant, plutôt symboliquement qu'économiquement, aux exploits expansionnistes) *tout en la dissuadant* de toute velléité contestataire (forcément vouée à l'échec devant une telle puissance). L'avancée irréversible du socialisme de l'URSS dans le monde est donc un facteur important de soumission et de manipulation sur le plan intérieur. Inutile d'insister sur l'importance à ce niveau du fait que la résistance afghane ait pu durer depuis trois ans.

Le mode de domination soviétique connaît néanmoins un immense désavantage. De par les similitudes, évidentes, et d'ailleurs systématiquement mises en avant par le discours idéologique officiel, sur le plan social et institutionnel entre l'URSS et les « *pays frères* » la moindre remise en question tant soit peu radicale, la moindre tentative de changement s'attaquant même ponctuellement aux

institutions qui a lieu dans l'un de ces pays concerne aussi de droit et de fait, l'URSS. Contrairement aux USA, l'URSS, afin de préserver la stabilité interne, ne peut pas se permettre un échec à l'extérieur, quitte à intervenir militairement (*in extremis*), quitte à faire des concessions économiques et donc à contraindre sa population à des sacrifices supplémentaires. Dans l'économie du mode de domination soviétique, contraindre la population à se « *serrer la ceinture* » coûte moins cher, présente moins de risque pour la paix sociale que de se payer une défaite à l'extérieur. A Gdansk se jouait (et se joue) également le sort des travailleurs soviétiques.

2) *Les bureaucraties dirigeantes des Pays de l'Est, malgré les traits particuliers qui les différencient et qui peuvent ponctuellement les opposer à l'URSS, ne sont pas de simples fantoches ou des pions impuissants mais des agents, subalternes mais actifs, du mode de domination soviétique.* L'orthodoxie tchécoslovaque et la fidélité est-allemande ou le zèle bulgare autant que le militarisme diplomatique et le libéralisme hongrois ou même l'« *insolence* » diplomatique roumaine constituent, malgré leur spécificité les éléments d'un ensemble parfaitement organisé/dominé par l'URSS.

La dynamique contestataire qui se développe dans tel ou tel pays est sans doute aussi le produit d'une réaction aux modalités de domination utilisées par la bureaucratie locale (c'est le libéralisme de l'équipe Gierek et non l'antisatellisme néo-stalinien de Ceaucescu qui a entraîné la naissance d'un mouvement ouvrier comme Solidarność). Toute stratégie oppositionnelle doit tenir compte et s'élaborer en fonction de ce que l'oppression bureaucratique comporte de spécifique pendant une période historique déterminée sur le plan national. En ce sens, il n'y a pas de « *modèle* » de contestation ou d'opposition ; pas plus à l'Est qu'ailleurs dans le monde.

Mais si les conflits inter-bureaucratiques constituent un phénomène sociologique inévitable (autant que les tensions intra-bureau-

cratiques), il est hors de question pour la contestation et l'opposition, si elles veulent aboutir, de « *prendre partie* », de soutenir, inconditionnellement une fraction contre une autre. S'engager en ce sens signifie non pas affaiblir mais renforcer la bureaucratie communiste internationale à partir de ses contradictions réelles mais secondaires. Le cas roumain illustre parfaitement ce genre d'erreur historique. La bureaucratie ne fait pas sienne une ligne politique détonnant, quelque peu dans le camp socialiste que dans la mesure où elle peut contrôler de près le processus qui s'en suit ; qu'il s'agisse du nationalisme ou du libéralisme. C'est une illusion réformiste dont la droite nationaliste et les communistes critiques ont la spécialité que de penser déposséder la bureaucratie en la soutenant. La seule issue réaliste et révolutionnaire est la « *franche* » opposition (cf. la déstabilisation hongroise en 56). On ne peut pas en faire l'économie ni à court ni à long terme.

3) Pour être efficace, le combat contre l'impérialisme soviétique passe par celui nécessairement social contre le bureaucratie locale (nationale). N'en déplaise aux nombreux nationalistes de l'Est, sincères ou pas. A noter que la plupart d'entre eux finissent, fidèles d'ailleurs à la logique nationaliste, par grimper dans les hiérarchies communistes « *nationales* » ou par participer au consensus.

Cette troisième thèse découle de l'observation concrète historique et non d'un quelconque internationalisme abstrait. Le réflexe et le philosophie nationaliste très répandue à l'Est s'expliquent surtout par :

— la proximité d'une superpuissance historiquement perçue comme peu « *civilisée* » par rapport aux puissances occidentales qui ont été prises comme modèle lors de la formation des Etats modernes (fin du XIX^e, début du XX^e) dans la région.

— le fait que la mise en place des nouveaux régimes lors de l'occupation de ces pays par l'Armée Rouge s'est accompagnée de la négation systématique des spécificités nationale, culturelles, religieuses... ; parallèlement on glorifiait par le biais de l'internationalisme dialectique l'URSS dont les vertus libératrices et les effets civilisateurs n'étaient pas perçus comme tels par la population.

Le traumatisme causé par cette période d'après-guerre, où certains peuples de l'Est pouvaient, parfois à raison, s'interroger sur les chances de survie de leur identité, explique l'attachement profond et populaire aux idées et aux symboles nationaux. Il ne faut pas confondre cet attachement avec le nationalisme politique qui peut être payant à court terme, mais dont une bonne partie de la population se méfie en dernière instance ; les multiples récupérations successives du nationalisme « *contestataire* », par les bureaucraties post/néostalinienne, sont également présentes dans la mémoire populaire.

LE CHAMP SOCIAL A L'ŒUVRE

QUE faire devant la mainmise croissante des USA et de l'URSS sur le monde actuel ? Il n'est bien entendu pas question de choisir (comme le PC ou certaines organisation d'extrême-

gauche — le MIR chilien par exemple a soutenu Jaruzelski —) ni de favoriser « *tactiquement* » une des deux superpuissances (celle qui se trouve dans le camp opposé à celui où l'on agit). Le précédent chinois et le caractère ridicule des prétentions « *mondiales* » de la social-démocratie occidentale montrent enfin que la solution ne réside pas non plus dans le choix d'une troisième puissance censée contrecarrer les deux superpuissances. Toutes les grandes, moyennes et petites puissances étatiques participent, de fait, au mode de domination internationale orchestré par l'URSS et les U.S.A. C'est ailleurs qu'il faut chercher la troisième force capable de court-circuiter le désordre organisé militairement à l'échelle de la planète par les deux superpuissances à condition d'en finir avec la *logique des camps* prédominante depuis l'entrée de l'URSS dans la scène politique internationale. Notre souci est de participer efficacement à la constitution d'un véritable *champ social international*, suffisamment autonome pour prendre et garder ses distances avec les deux blocs et suffisamment puissant pour s'imposer à leurs dépens. Les échos dans le monde des événements polonais démontrent qu'un tel projet n'est pas tout à fait utopique. De toute façon, c'est à l'intérieur d'un tel champ social — sans centre ni périphérie — et non pas par rapport aux camps idéologiques, militaires et politiques que nous pouvons créer un pôle libertaire crédible sur le plan international et susceptible de permettre aux travailleurs du monde entier de dépasser les médiations (partidaires, militaires, étatiques) pseudo-libératrices.

Renoncer à la logique des camps antagonistes — ce qui ne signifie pas ignorer, comme les partisans coûte que coûte de la théorie et de la convergence, les réalités souvent distinctes et parfois conflictuelles des deux blocs — implique aussi rompre avec la *logique des acquis* institutionnels, étatiques, qui caractérisaient les Pays de l'Est. Ce serait prendre les gens de l'Est pour des imbéciles que s'imaginer que des mouvements prolétariens et populaires puissent aboutir à la privatisation des moyens de production, à la restauration des formes « *classiques* » de profit capitaliste ou encore au chômage ou à l'accentuation des différences sociales. Spéculer, comme le font des trotskystes, les socio-démocrates à velléités radicales ou les communistes critiques, sur la nature et/ou l'origine « *révolutionnaire* », « *ouvrière* » et « *progressiste* » des régimes est-européens, signifie en dernière instance se faire l'avocat-critique donc incommode, mais précieux en temps de crise — de l'U.R.S.S. qui est justement le garant suprême du maintien de ces régimes. L'attitude de la IV^e Internationale à l'égard de l'Afghanistan illustre bien le danger d'une telle démarche. Si la LCR s'est contentée de ne pas dénoncer l'U.R.S.S., son équivalent au Mexique, le PRT, a salué l'intervention de l'Armée Rouge en la présentant comme nécessaire pour l'application de la réforme agraire, contre les féodaux locaux, soutenus par l'impérialisme américain. Il va de soi que l'élaboration d'une démarche véritablement anti-impérialiste, libertaire, passe non seulement par la critique mais aussi par la dénonciation de telles positions, même lorsqu'elles sont le fait de courants politiques qui, qu'on le veuille ou non, nous sont proches.

Nicolas TRIFON



LE SMOT, UN SYNDICAT

CONTRE L'INJUSTICE ET L'EXPLOITATION

Iztok : Tu est avec Victor Fainberg le représentant à l'Ouest du SMOT, le syndicat libre soviétique. Peux-tu faire le point sur la situation actuelle du syndicalisme libre en Union Soviétique ?

Vladimir Borissov : On assiste ces derniers temps à une forte recrudescence de l'activité du mouvement ouvrier dans le pays. Ceci est lié à l'affaiblissement économique général et à la crise politique qui l'accompagne ; à cela s'ajoute également la situation même des travailleurs qui se dégrade rapidement ainsi que le développement des événements polonais. Le rôle de SMOT s'accroît. Cet état de fait est d'autant plus visible qu'il se passe sur la toile de fond de l'affaiblissement de toutes les formes courantes d'opposition ouverte dans le pays, formes que l'on regroupe en Occident sous la désignation de « mouvement dissident ». Il faut noter qu'il s'agit d'un effondrement temporaire du mouvement, lié avant tout aux répressions et aux arrestations massives. Dans différents points du pays apparaissent de nouveaux groupes qui tentent d'entrer en contact avec le SMOT. Le « Bulletin d'Information du SMOT » est maintenant diffusé dans 32 villes et ce, non plus une fois tous les deux ou trois mois, mais deux ou trois fois par mois. De temps à autre ces tracts du SMOT sont distribués clandestinement, comme par exemple ce tract circulant depuis décembre 1981, qui incite les ouvriers à boycotter les « samedis Lénine » (réduction volontaire et obligatoire du nombre de jours non ouvrables pour les travailleurs). 10 000 tracts de ce genre ont été tirés et distribués dans différentes entreprises du pays (à raison de quelque 60 ou 100 tracts par entreprise).

Le SMOT rencontre énormément d'obstacles matériels. Il est presque impossible, du point de vue des fournitures, de se procurer du papier calque ou des stencils ; même problème pour le papier carbone et pour les machines à écrire. On arrive parfois à se mettre d'accord avec des ouvriers de telle ou telle typographie d'Etat qui, pour un prix relativement bas (parfois même gratuitement) font un tirage des textes du SMOT et ce, pratiquement sous les yeux de l'administration, risquant en permanence l'arrestation ou le camp de concentration.

Vladimir Borissov est né en 1942. A 18 ans, en 1960, il organise sa première grève dans un port d'extrême-Orient. En 1963, il est arrêté à Leningrad pour avoir organisé un cercle clandestin de jeunes socialistes. C'est sa première arrestation, mais ensuite il sera toujours en butte à la répression. 15 ans plus tard, dont 9 d'asile psychiatrique, il est co-fondateur du SMOT, le syndicat libre soviétique. Il séjourne de nouveau en asile psychiatrique avant d'être expulsé en juin 1980, juste avant les Jeux Olympiques de Moscou. Aujourd'hui, il est représentant du SMOT en Occident. Durant toute la durée de l'interview, Victor Fainberg, autre représentant du SMOT et l'un des 8 manifestants de la place rouge en août 68, était présent et a apporté plusieurs précisions dans les propos tenus par Vladimir Borissov.



— Eh oui, mon brave, nous sommes présentement dans la période de transition



D'après la structure même du SMOT (groupes autonomes, chacun élisant un représentant qui prend sur lui toute la responsabilité et va sciemment au devant de l'arrestation), une grande partie des militants est connue du KGB et ces personnes donnent leur nom en pleine connaissance de cause en défendant ainsi de leur propre personne les autres membres du syndicat. Pour des raisons de clandestinité et de difficulté de déplacement, il est rare qu'aient lieu des réunions directes, c'est-à-dire des rassemblements des membres du Conseil des représentants. Malgré nos précautions organisationnelles, bon nombre d'individus et de groupes en contact avec le SMOT hésitent, à cause de l'atmosphère de terreur, à y adhérer. Néanmoins ils représentent une aide variée et précieuse. Ils gardent chez eux du matériel du SMOT, diffusent des tracts du syndicat aux ouvriers qui ne sont pas avec le SMOT, etc.

Malgré nos immenses difficultés matérielles, nous refusons toute aide de la part de syndicats étrangers (par exemple l'AFL-CIO) comportant des conditions ou des conseils. Il faut noter que depuis qu'il existe, le SMOT n'a reçu d'aide matérielle, et donc pas seulement un soutien moral ou politique, que d'un petit syndicat français faisant partie de la CGT (contrôlée par le PC), aussi étrange que cela paraisse. Il s'agit du syndicat des correcteurs, le plus ancien des syndicats français, qui a donné 3 000 francs au SMOT.

I. : Quelle a été l'évolution du SMOT depuis sa création, et plus précisément quels problèmes a-t-il rencontré ?

V.B. : Le premier problème auquel nous nous sommes heurtés, c'est la répression. Quand je parle de répression, je ne parle pas seulement des arrestations, mais il existe une masse de diverses répressions. Par exemple Lev Volokhonski, l'un des membres fondateurs du SMOT, a été condamné à un an et demi de camp. Il en est sorti en avril 1981, et quand il s'est retrouvé dehors il lui a été impossible de se faire enregistrer à Leningrad. Sans enregistrement, tu peux être arrêté à n'importe quel moment comme vivant illéga-

lement à Leningrad. Autre exemple, nous venons d'apprendre que, récemment, au cours d'une perquisition, la police a saisi la machine à écrire. Je dis *la* machine à écrire parce que cela se passe au niveau des ouvriers et que ce n'est pas pareil qu'au niveau de l'intelligentsia où il y a profusion de machines à écrire. Là, il n'y en avait qu'une seule pour tout le SMOT qu'on transportait d'appartement en appartement pour éviter justement les perquisitions.

I. : Par les informations que nous avons, le rôle du SMOT a été jusqu'à présent défensif et informatif ; défensif par rapport à la répression, informatif au niveau économique, juridique, etc. Comment envisages-tu l'action syndicale au cas où il y ait une conjoncture plus propice ?

V.B. : Le premier rôle du SMOT est de développer le mouvement ouvrier ; non pas de l'aider, mais de lui donner la possibilité d'exister, de se manifester. C'est pourquoi, en fait, nous prenons tous les moyens qui nous tombent sous la main et allant dans ce sens, aidant à développer le mouvement ouvrier. On prend tous les moyens possibles pour aider le mouvement ouvrier pour autant qu'ils ne contredisent pas les droits de l'homme et les principes fondamentaux. Il n'y a pas longtemps, au début de cette année, deux groupes d'extrême-droite ont été exclus du SMOT. S'ils ont été expulsés, ce n'est pas parce qu'ils étaient d'extrême-droite (chez nous il y a des groupes de droite, anarchistes, communistes) mais parce qu'ils avaient des principes de lutte basés sur la terreur, c'est-à-dire la violence. Or la terreur contredit toujours les droits de l'homme.

Pour l'action syndicale, tout dépend des conditions : à chaque condition correspondent certains moyens. Prenons l'exemple d'un homme licencié de son travail avec impossibilité d'en retrouver, c'est-à-dire qu'il est grillé. Dans les conditions précises qui règnent en URSS actuellement, ce que tu appelles les moyens d'action, c'est avant tout de faire réintégrer cet homme à son poste, ou de lui trouver un autre emploi. Car s'il ne tra-

veille pas au bout de 4 mois, il risque la prison ou le camp. Il y a un autre moyen, qui n'est pas à un degré inférieur mais au même plan. Si le chef responsable ne veut pas le réintégrer, alors on le prend dans une rue noire un soir et on lui règle son compte. Je ne veux pas dire que c'est la pratique du SMOT mais que les méthodes de lutte ouvrière sont très diverses. Par contre, les méthodes de lutte syndicale sont plus limitées, un syndicat ne peut se permettre de casser la figure à un chef d'atelier. On ne peut pas garantir que l'un des membres ne cassera pas la figure à son chef, mais ce n'est pas une ligne d'action. Par contre, ce qui est de notre devoir, c'est d'aider la famille de cet homme sans travail, puisque chez nous il n'y a aucune allocation chômage.

I. : Peux-tu évoquer le mouvement des jeunes qui s'est déroulé entre 70 et 80 à Leningrad et d'où sont sortis deux groupes à tendance libertaire, l'Opposition de Gauche et les Communards Révolutionnaires ? (Voir à ce sujet Iztok n° 3, mars 1981).

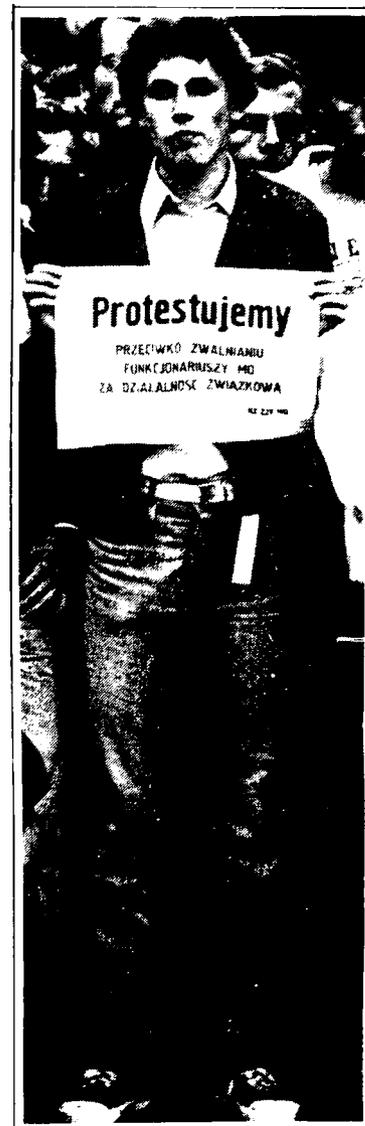
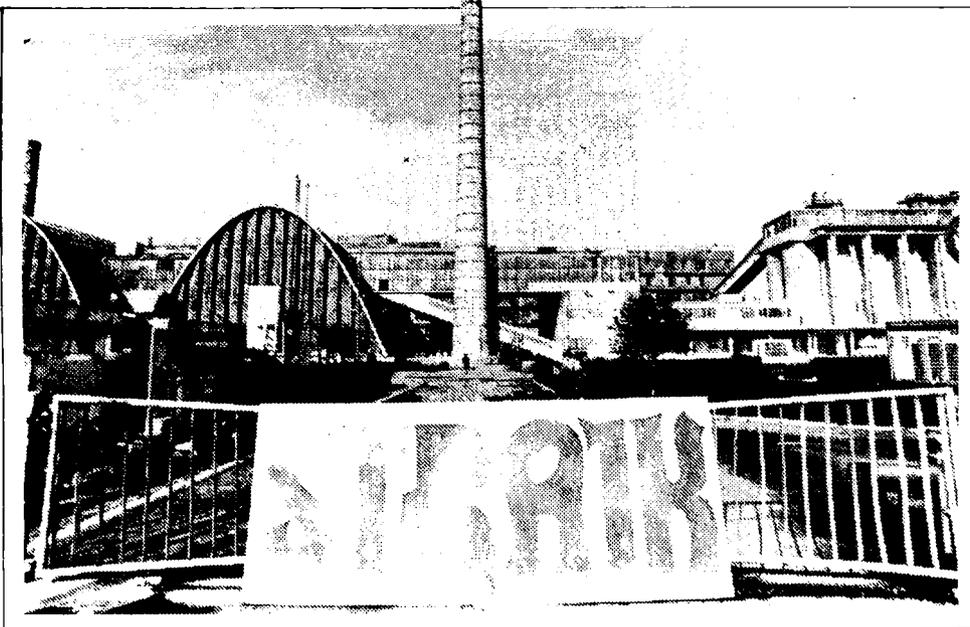
V.B. : Je peux vous dire que ces deux groupes sont très liés au SMOT, puisque l'un de ces groupes fait partie du SMOT. J'ai eu des informations sur ce mouvement et nous avons même eu des textes en provenance de là-bas. Je pense que ces gens de Leningrad ont une conception du monde aussi nébuleuse que les gens d'après 68. Ce sont des gens qui cherchent, et c'est le plus important. Les trois membres des Communards Révolutionnaires ont été arrêtés deux jours après être venus à l'un des appartements du SMOT demander si leur groupe pouvait adhérer au syndicat. Ils ont été arrêtés après cela, ce qui ne veut pas dire à la suite de cela. Ils ont été arrêtés à cause de tracts qu'ils avaient faits, et ils n'ont eu le temps d'en coller qu'un seul. S'ils ont été arrêtés, c'est qu'il y a eu une provocation. Ils ont été « infiltrés » par quelqu'un. Le KGB savait à l'avance qu'ils allaient faire ces tracts et les coller. Dès qu'ils ont collé le premier, ils ont été embarqués.

Interview réalisée le 3 août 1982.





CE FROID QUI VIENT DE L'EST



« Effectivement, un mouvement populaire ne peut pas s'arrêter à mi-chemin, il y a un problème de l'organisation globale de la société qui doit assumer de s'auto-gouverner. Les événements de Pologne montrent, encore une fois de façon dramatique, que nous ne pouvons pas esquiver le problème du pouvoir. Il ne peut pas y avoir de société partiellement autogérée ou partiellement démocratique. » (C. Castoriadis).



AGORA

bp 1214

31037 toulouse cedex.

*«La tempête est passée ici plus âprement,
mais aussi elle a déraciné tout le passé»
(un marin du soviet de Cronstadt).*

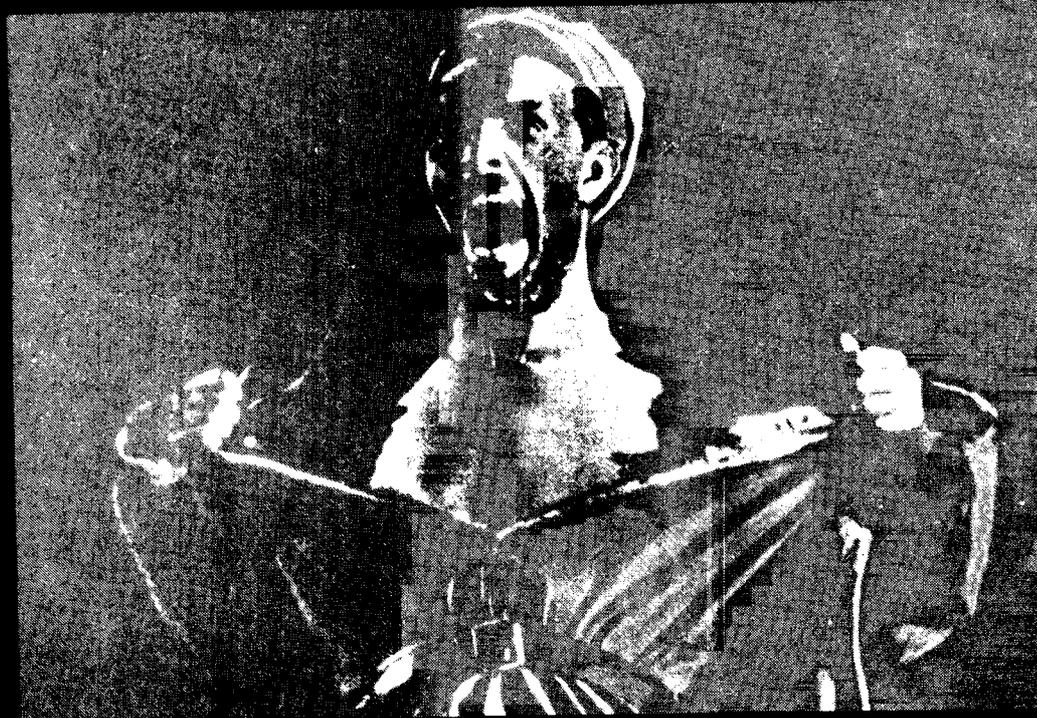
CRONSTADT 1921

Plus de soixante ans se sont passés depuis l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt et tant de sang a coulé sur le monde, tant d'événements de grande envergure ont occupé les esprits, qu'on s'étonne de l'intérêt que l'on porte toujours au drame qui se joua sur les glaces de la Baltique. Car, aujourd'hui, après la seconde guerre mondiale, devant une Russie devenue une force impérialiste dénuée de tout contenu socialiste, diverses couches de l'opinion publique se passionnent de nouveau pour Cronstadt.

La question se pose troublante: «Depuis quand la Russie a-t-elle acquis cet appétit de domination? Existait-il déjà sous Lénine? ou est-ce une caractéristique de la phase stalinienne de la dictature bolcheviste?». Et chaque fois que l'on cherche à préciser le point de départ de cette orientation nouvelle de la Russie, on se souvient avec raison de Cronstadt. L'insurrection des marins de 1921 est, en effet, à la limite de deux époques: d'une part, elle parachève la phase spontanée, populaire, la phase d'espoir de la révolution, d'autre part, elle amorce tout ce qui a été fait depuis, tout ce qui a été imposé.

Le génie populaire s'est exprimé avec force dans les résolutions des insurgés qui ont posé, entre autres revendications politiques, deux questions primordiales, pierres de touche d'une appréciation objective de la Russie actuelle et de toute tentative future visant à éviter un régime totalitaire. Ces deux questions: Peut-on construire un socialisme sans liberté? et: La fin justifie-t-elle les moyens? ont, en d'héroïques combats, reçu réponse négative. C'est pourquoi la cause des insurgés reste inoubliable. ■

Ida METT.



Dans le mouvement libertaire on a, très souvent, dit et écrit sur Cronstadt, mesuré les enjeux d'un tel événement. A *Agora* nous avons choisi d'en «parler», une fois n'est pas coutume, par le dessin. Alors voici, avec leur accord, Cronstadt raconté par Frémion-Epistolier et Volny.

LA LIBERTE A TRAVERS LES AGES

PAR ÉPISTOLIER ET VOLNY



1921. LA JEUNE RÉVOLUTION BOLCHÉVIQUE S'ESSOUFFLE. L'ÉCONOMIE EST À PLAT, LA FROID ET LA FAMINE ATTISENT LE MÉCONTENTEMENT.

TOUT VA BIEN... MAIS... LA TERRE EST À NOUS, MAIS LE PAIN EST POUR VOUS; L'EAU EST À TOUS, MAIS LES POISSONS C'EST POUR VOUS; LES FORÊTS SONT À NOUS, MAIS LE BOIS, C'EST POUR VOUS...

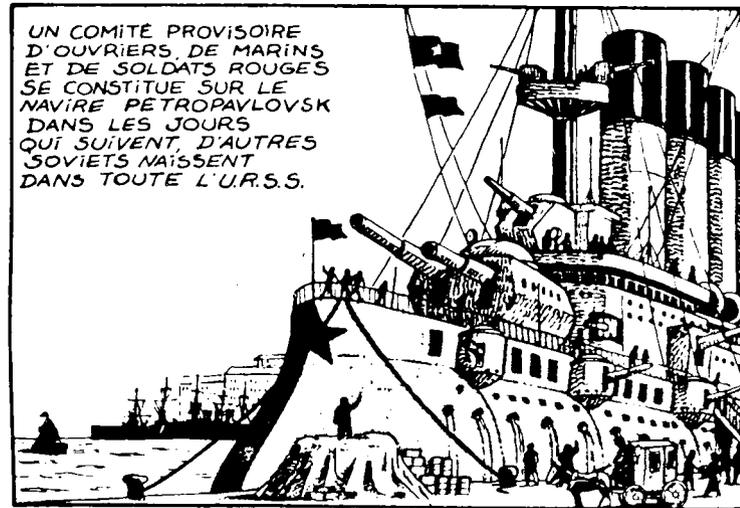


LES SOVIETS (CONSEIL D'OUVRIERS, SOLDATS, PAYSANS, CITOYENS), FER DE LANCE DE LA RÉVOLUTION ONT ÉTÉ DÉMANTELÉS. LA BUREAUCRATIE, LA TCHÉKA ET L'ARMÉE ROUGE LES REMPLACENT. LA RUSSIE MARCHÉ AU PAS CADENCÉ.



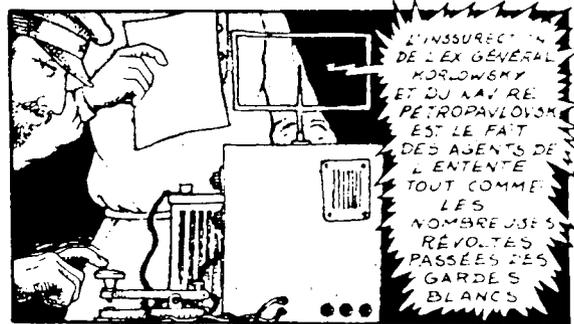
TOUTE PROTESTATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE EST ASSIMILÉE À LA CONTRE-RÉVOLUTION BLANCHE. LE 1^{ER} MARS C'EST LA RÉVOLTE, LA MUTINERIE DE...

CRONSTADT



UN COMITÉ PROVISOIRE D'OUVRIERS, DE MARINS ET DE SOLDATS ROUGES SE CONSTITUE SUR LE NAVIRE PETROPAVLOVSK DANS LES JOURS QUI SUIVENT, D'AUTRES SOVIETS NAÎSSENT DANS TOUTE L'U.R.S.S.

LES DIRIGEANTS LOCAUX SONT ARRÊTÉS DANS LE CALME. DÈS LE DÉBUT, ILS ONT RECONNU LA NÉCESSITÉ DE REORGANISER LA VIE SOCIALE. LE PARTI A RÉPONDU: CE SONT LES BLANCS!



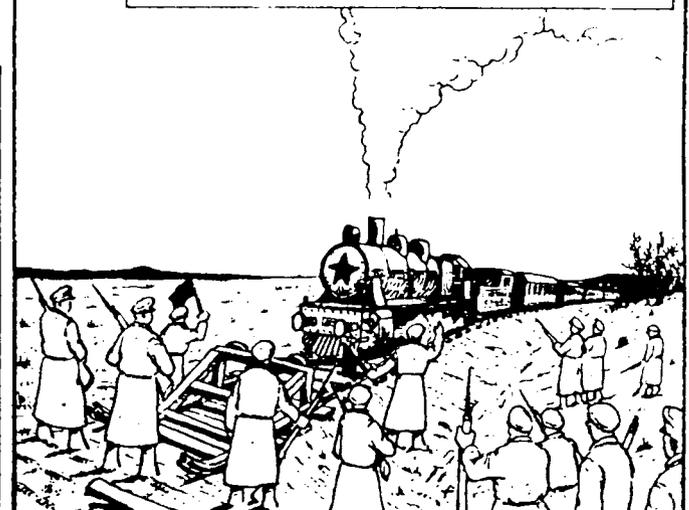
L'INSURRECTION DE L'EX GÉNÉRAL KORLOWSKY ET DU NAVIRE PETROPAVLOVSK EST LE FAIT DES AGENTS DE L'ENTENTE TOUT COMME LES NOMBREUSES RÉVOLTES PASSÉES DES GARDES BLANCS

PENDANT TOUTE L'INSURRECTION, LA CALOMNIE SE POURSUIVRA, ELLE PLACE UN GÉNÉRAL TZARISTE, KORLOWSKI, A LA TÊTE DES MUTINS. EN FAIT, LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE A POUR PRÉSIDENT L'ÉCRIVAIN DU BORD, UN MARIN, PETRICHENKO.

LA RÉVOLTE S'ÉTEND, A PÉTROGRAD, A ORANIEMBAUM. ZINOVIEV EST ENVOYÉ SUR PLACE: CRONSTADT EST ISOLÉE. LA TCHÉKA ET LES CADETS DE L'ARMÉE ROUGE ENTRENT EN ACTION.



NOUS N'AVONS ICI QU'UN SEUL GÉNÉRAL, LE COMMISSAIRE DE LA FLOTTE, ET IL EST EN PRISON!





LES ARRESTATIONS DE MASSE COMMENCENT. CHAQUE SUSPECT EST ARRÊTÉ AVEC TOUTE SA FAMILLE. A CRONSTADT PAR CONTRE, LES FAMILLES DES COMMUNISTES ARRÊTÉS NE SONT PAS INQUIÉTÉES.

A PETROGRAD..

DES AVIONS LACHENT DES TRACTS AU-DESSUS DE LA VILLE, DEMANDANT AUX MUTINS DE SE RENDRE.



LA GARNISON DE CRONSTADT NE S'EST PAS RENDUE AUX GÉNÉRAUX TZARISTES. CROYEZ-VOUS QU'ELLE SE RENDRA A DES GÉNÉRAUX BOLCHEVIQUES?

LES DÉMISSIONS DU PARTI PLEUVENT.

LA POLITIQUE COMMUNISTE A ENTRAÎNÉ LE PAYS DANS L'IMPASSE. LE PARTI EST DEVENU BUREAUCRATIQUE, ET IL NE VEUT DÉCIDÉMENT RIEN SAVOIR DES ASPIRATIONS POPULAIRES. COMMENT POURRAIT-IL ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE, QUAND IL NE CHERCHE QU'À LUI IMPOSER SA VOLONTÉ?



LES MUTINS S'ADRESSENT A TOUTE L'UR.S.S.

NOTRE CAUSE EST JUSTE. FACE AUX PARTIS, NOUS DÉFENDONS LE POUVOIR DES SOVIETS. NOUS VOULONS QUE SOIENT LIBREMENT ÉLUS LES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE. LES SOVIETS PERVERTIS, CONFISQUÉS PAR LE PC SONT TOUJOURS RESTÉS SOURDS A NOS BESOINS ET A NOS REVENDICATIONS. POUR TOUTE RÉPONSE NOUS N'AVONS REÇU QUE DU PLOMB.



TROTSKY, MARÉCHAL DE L'ARMÉE ROUGE, ASSISTÉ DE KAMENEV, COMMANDE LA REPRESSION.



N'ÉCONOMISEZ PAS LES BALLES!



IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE STOPPER LA MUTINERIE MAIS D'EXTERMINER, D'EXTIRPER LA GANGRENE LIBÉRTAIRE.

LA PRESSE DU PARTI SE DÉCHAÎNE : " ILS VEULENT TORPILLER L'ENTENTE RUSSO-AMÉRICAIN (DÉJÀ!) AIDER LES TURCS A CEDER AUX FORCES DE L'ENTENTE (= OCCIDENT). ILS SONT VENDUS AUX FINLANDAIS, AUX FRANÇAIS, AU TSAR, ETC..



GÉNÉRAL TZARISTE

TROTSKY FAIT FUSILLER EN MASSE, PÊLE-MÊLE, OUVRIERS, SOLDATS, MARINS, DES FAMILLES ENTIERES.



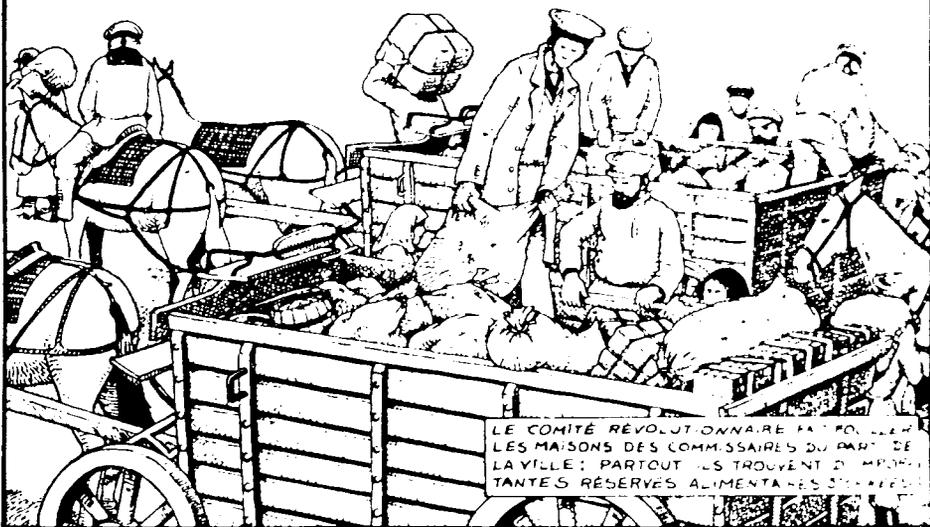
LE 7 MARS, CRONSTADT EST ATTAQUE.



POUR ÉTEINDRE LA RÉVOLTE DANS LE PAYS, DE FAUSSES CONCESSIONS ALIMENTAIRES SONT FAITES (10 MILLIONS DE ROUBLES DE DENRÉES ACHETÉES A L'ÉTRANGER). LE PARTI, EN PARTICULIER ZINOVIEV, SE CONDUIT COMME UN PATRONAT CAPITALISTE.

LE CALME REVENU, CES CONCESSIONS SERONT PAYÉES TRÈS CHER. A CRONSTADT, OU TOUT LE MONDE PARTAGE TOUT, LA GARNISON DISTRIBUE SES PROVISIONS A LA POPULATION CIVILE.

NOUS METTRONS LES OUVRIERS SANS PARTI AUX POSTES LES PLUS IMPORTANTS ACTUELLEMENT



LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE FAIT POUSSER LES MAISONS DES COMMISSAIRES DU PARTI DE LA VILLE: PARTOUT IL TROUVE DES GRANDES RÉSERVES ALIMENTAIRES SÉQUESTRÉES.

A PÉTROGRAD TENU PAR LE PARTI, L'ÉTAT DE SIÈGE EST PROCLAMÉ. A CRONSTADT, IL NE LE SERA PAS.



POURTANT, LE BOLCHEVISME A VÉCU.



QUI POURRAIT-ON CRAINDRE ? PAS NOS PROPRES SOLDATS ROUGES, NI NOS MARINS, NOS OUVRIERS, NOS INTELLECTUELS...

PAR CONTRE, A PÉTROGRAD, CELA SE COMPREND, LES OPPRESSEURS CRAIGNENT CEUX QU'ILS OPPRIMENT.



LÉNINE A DIT: "LE COMMUNISME C'EST LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS PLUS L'ÉLECTRIFICATION, ET LE PEUPLE SEST RENDU COMPTE QUE LE COMMUNISME C'EST LA BUREAUCRATIE PLUS LES FUSILLADES."

TANDIS QUE LES IZVESTIA DE CRONSTADT PUBLIENT TOUT CE QUI PROVIENT DE MOSCOU, PAS UN DE LEURS APPELS ET COMMUNQUÉS N'EST DIVULGUÉ A L'EXTERIEUR.



PAS DE SECRET POUR LE PEUPLE!

FAIBLE EN 1917, LE PARTI S'EST GONFLÉ APRÈS SA VICTOIRE. OPPORTUNISTES ET MAGOUILLEURS S'Y TAILLENT DES PLACES SANS VERGOGNE. LE PARTI BOLCHEVIQUE A PERDU EN QUALITÉ CE QU'IL A GAGNÉ EN QUANTITÉ.

La corruption dans le parti
(dessin Boris Malakovskiy)



— Merci, mon brave.



CRONSTADT NE CRAINT PAS LA PRESSE COMMUNISTE!

PÉTRICHENKO DISTRIBUE LA PRAYDA ET LA GAZETTE ROUGE QUI, DANS LEURS ASSAUTS DE HAÏNE, SE CONTREDISENT (UN "RENFORT TZARISTE" EST ESTIMÉ LE MÊME JOUR A 100 ET 2000 RESPECTIVEMENT).

LES "GÉNÉRAUX TZARISTES, OFFICIERS BLANCS ET CURÉS" SONT EN RÉALITÉ : MÉCANICIENS, AIDE-MÉDECIN, TÉLÉPHONISTES, MATELOTS, CHARPENTIERS, ÉLECTRICIENS, EMPLOYÉS ... SOUTENUS PAR UNE POPULATION TOUT A FAIT ORDINAIRE.



LE B. LENINE À SON TOUR CONDAMNE LES "GÉNÉRAUX BLANCS ET LES ÉLÉMENTS ANARCHISTES PETITS-BOURGEOIS"

JUSQU'ICI, LES RÉVOLUTIONNAIRES L'AVAIENT MÉNAGÉ, ILS REFUSAIENT DE LE CROIRE SEMBLABLE À TOUS LES AUTRES...



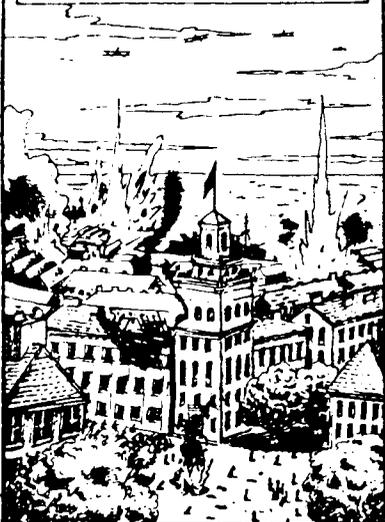
X^{ème} CONGRES DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

C'EST UNE CONTRE-RÉVOLUTION D'UN NOUVEAU GENRE.

ELLE EST EXTREMEMENT DANGEREUSE, QUELQUE INSIGNIFIANTES QUE PUÏSSENT PARAÎTRE, À PREMIÈRE VUE, LES CORRECTIONS QU'ON PENSE AJOUTER À NOTRE POLITIQUE.



LE 17 MARS 1921, CRONSTADT TOMBE. LES SURVIVANTS, PRISONNIERS ET OTAGES, SONT FUSILLÉS SOMMAIREMENT.



LE 18 MARS, ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS, TROTSKY ET ZINOVIEV FLÉTRISSENT LA MÉMOIRE DE THIERS ET GALLIFET, MASSACREURS DES COMMUNARDS.



LE MENSONGE EST REDEVENU SYSTÈME D'ÉTAT, COMME DANS N'IMPORTE QUEL PAYS CAPITALISTE. LA RÉVOLUTION RUSSE A VÉCU, DANS SON COÏN, UN CERTAIN JOSEPH DOUGACHVILI SE MARRE DOUCEMENT.





G. MARKOV

LA MER DE SOFIA

LE texte qui suit est de Guéorgui Markov. C'est lui qui fut assassiné à Londres à la suite d'un léger coup de parapluie — dont la pointe était empoisonnée — en septembre 1978. Un mois avant, à Paris, un autre opposant bulgare avait failli succomber de la même manière. La presse alors parla des « parapluies bulgares », de la guerre larvée des agents secrets contre les dissidents ; puis la routine revint et ces mêmes journaux qui plaignaient les dissidents reprirent leurs publicités pour les vacances pas chères à l'Est, et notamment en Bulgarie.

Markov n'était pas seulement un speaker du service bulgare de la BBC. Ayant la cinquantaine en 1978, Markov avait émigré en 1969, c'est-à-dire que sa formation était celle de la Bulgarie communiste. Ingénieur puis journaliste, enfin homme de lettres favori et enfant terrible de la classe au pouvoir et intime du premier ministre et premier secrétaire du Parti Communiste Todor Jivkov, Guéorgui Markov s'était décidé à rompre avec le régime lors d'un séjour en Italie.

En émigration Markov prit la plume pour faire une description fouillée, précise, des milieux qu'il avait fréquentés. Et, à la différence des prosateurs actuels, il sut donner un rythme à son style. Il se mit à lire ses chroniques lors des émissions en langue bulgare de la BBC. Et l'on dit même — sans grand risque d'erreur — que les notables du parti écoutaient avec intérêt ces retransmissions, y compris Todor Jivkov, quitte à écouter au besoin des réunions officielles.

Lorsque Markov annonça son intention d'aborder uniquement ses rencontres et ses parties de chasse avec Todor Jivkov, il semble que les bornes, les limites de la patience du dictateur de la dictature du prolétariat furent brisées, d'où l'assassinat.

Paradoxe pour un régime à la recherche de devises fortes, donc occidentales, grâce au tourisme et aux produits de consommation : la perte d'argent due à cet assassinat — moins de touristes pendant un moment — a semblé moins importante que la diffusion en bulgare de critiques personnelles à l'encontre du chef de l'Etat. Ces critiques doivent paraître dans un second volume ; nous avons pris dans le premier recueil d'article paru récemment en bulgare le texte qui va suivre.



A la station de Pavlovo, sur la ligne de tramway Sofia-Kniajevo, on pouvait lire pendant des années l'inscription suivante : « Ici, futur port de Pavlovo ». Sous l'écriteau, on avait dessiné le canal navigable « Pantcharevo-Pavlovo », avec le port terminus de Pavlovo.

Je sais qu'il existe encore des lecteurs qui se rappellent toujours l'anecdote des « crocodiles qu'on devait élever dans cette mer », « comment on allait remplacer les pelles par des avirons », pour arroser les jardins, etc. Ces lecteurs se rappellent aussi cette série de jours fériés maussades pendant lesquels chaque citoyen ordinaire de la capitale devait donner son travail gratuit pour la réalisation de la « mer de Sofia ».

Les rêves de changement de la nature sont probablement quelque chose de magnifique, cela stimule l'imagination. Il est merveilleux, par exemple, de rêver d'une forêt immense et profonde sur les collines dénudées de Golo Brdo, ou d'imaginer le torrent de Vladaia entouré d'une végétation tropicale, même d'envisager de détourner le cours du Danube pour lui faire traverser les Balkans au passage d'Iskar et rejoindre la méditerranée pour Maritsa. Il y en a beaucoup d'autres, qui ont rêvé de voir en Bulgarie des lacs finnois, les beautés des Alpes ou qui ont imaginé la possibilité d'avoir chez nous des oranges et des singes. Et pourtant la nature a doté notre pays de tant de beauté ! Les lacs de Rila sont mêmes plus beaux que ceux des Alpes, les paysages de Pirine peuvent rivaliser avec les paysages alpins, les pommes de Kustendil avec les oranges. Tandis que les singes, même sans changement dans notre climat, on peut en trouver partout.

Comment l'idée même de la création d'un plan d'eau à côté de Sofia a pu naître chez nos dirigeants du parti et de l'Etat, ce n'est pas très clair pour moi. Moins encore, comment cette idée de gosse, cette fantaisie évidemment infantile, a pu être acceptée comme programme de construction de l'Etat, et entrer ainsi en réalisation. Il serait plus facile d'imaginer, du point de vue d'un raisonnement logique, une proposition, par exemple, de niveler Vitocha, la montagne proche de

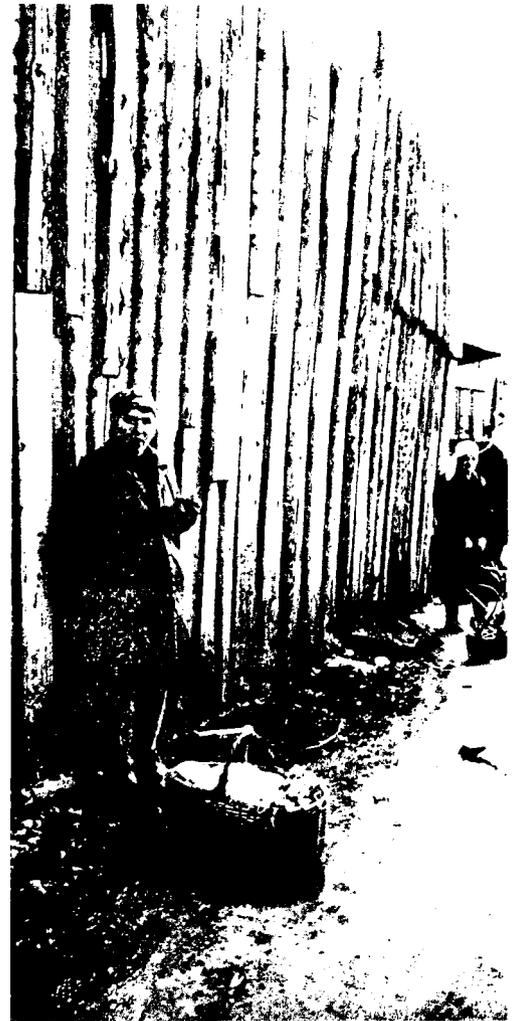
Sofia, ou de supprimer le passage du torrent de Vladaia. Il me semble que l'origine de ce projet qui est propre à Tchervenkov, le dirigeant n° 1 de l'époque, remonte à son séjour en URSS pendant son émigration. Car j'ai entendu une fois dans une réunion la remarque suivante : « Si Moscou possède son canal navigable, pourquoi pas Sofia ? ».

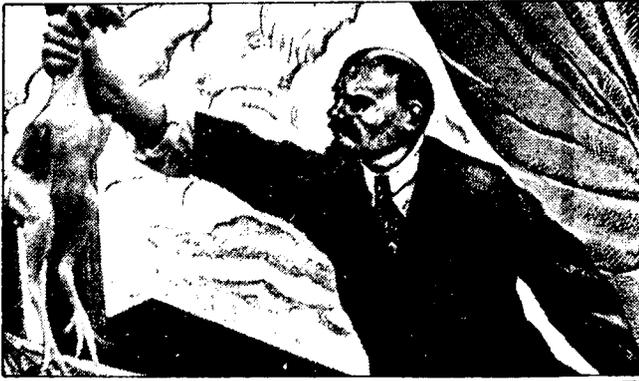
Ainsi en souvenir de leur vie romantique à Moscou, les dirigeants du parti bulgare ont décidé de transporter la rivière-port de Moscou chez nous en Bulgarie. D'un point de vue économique, technique et esthétique, la réalisation de ce rêve, la création d'une mer dans la plaine de Sofia, est aussi absurde que par exemple la réalisation d'un oasis de désert dans la plaine fertile de Plovdiv. Je suppose même que le terme « mer de Sofia » correspond à des manies d'adolescents qui aiment exagérer pour épater le public.

Le malheur dans cette affaire est que ces hommes qui ont le droit de rêver comme tout le monde, dirigent le pays et possèdent un pouvoir si illimité qu'ils peuvent imposer n'importe quoi, même le plus absurde. En plus, dans cette entreprise, les frais étaient pour les autres. La question aurait pu être différente si les gens du Comité Central, du Politburo et d'autres instances suprêmes avaient été obligés de venir creuser eux-mêmes les canaux, ou si quelqu'un leur avait demandé de payer eux-mêmes la réalisation de leur rêve. La chose qu'on trouve en dernier chez eux, c'est le sens de la responsabilité.

Ainsi au début des années cinquante, à l'époque où toute notre économie était dérégulée avec de la misère dans tout le pays, nous avons été appelés à commencer la construction de la « mer de Sofia », ce qui consistait à réaliser un système de canaux et de lacs. D'après ce que je sais, les experts techniques consultés ont tous été contre ce projet. Et malgré cela le parti a mis sa machine en route et malheur à ceux qui osaient s'y opposer. Chaque citoyen de la « grande Sofia » était obligé de donner un certain nombre de journées de travail gratuites et « volontaires », entre 3 et 20 jours selon les catégories. Et comme tous ces volontaires étaient déjà engagés dans un travail, ce travail supplé-

mentaire, cette corvée, devait se faire pendant les jours de repos et pendant les congés annuels.





LA MER DE SOFIA

Mais voilà notre chef Tcherkenkov brûlait d'impatience de voyager en yacht de Pantcherevo à Pavlovo, le plus tôt possible. La réalisation de ce projet lui semblait trop lente. Ainsi est arrivé un jour un décret qui imposait à ceux qui devaient travailler sur le canal de faire cette corvée pendant leur temps de travail habituel. D'un coup, et pendant quelques années, chaque été et chaque automne, toute notre administration et même notre production étaient complètement perturbées. Un grand nombre de bureaux, certaines unités de production dans les entreprises étaient obligés de fermer quelques jours par semaine car leur personnel était employé en dehors de la ville pour réaliser le rêve de Tcherkenkov. Pour ne pas abandonner complètement les plans de production dans l'industrie, le plus grand poids de ce travail est retombé sur les employés, le secteur tertiaire, les cadres administratifs.

Le matin de bonne heure, nous nous réunissions, en des points déterminés, ensuite en camion et en chantant nous étions transportés vers nos objectifs de travail, un fossé à creuser long de plusieurs kilomètres. La plupart des gens, amenés là étaient des femmes, des jeunes filles qui ne savaient même pas manier les pelles et les pioches. Le résultat de leurs efforts était plus que lamentable. Je doute personnellement que la terre creusée ne dépassât pas en moyenne par jour un seuil par individu. Des milliers de journées de travail ont été gaspillées pour rien, pour un travail que deux machines, bulldozer, pelle-teuse, auraient terminé en quelques mois.

Je me suis demandé à l'époque pourquoi on n'utilisait pas ces techniques, ces machines efficaces. La réponse inévitablement était que la construction de cette mer artificielle était considérée comme un moyen éducatif et surtout comme un moyen de terroriser les gens, pour exercer sur eux une pression constante et tellement absurde que souvent leurs nerfs craquaient. Ceux qui se révoltaient étaient aussitôt envoyés en camp de travail, et pour plusieurs mois. Il faut le dire, la provocation était de taille parce qu'il était difficilement imaginable pour n'importe quel critique

raisonnable de penser, même une seconde, qu'il se promènerait un jour en bateau entre Sofia et Vitocha. Même les membres du parti les plus fanatiques, les plus disciplinés critiquaient dans leur for intérieur ou entre amis cette folie. Des responsables du parti engagés dans le travail de production et dans le plan s'élevaient presque ouvertement contre, quand on prenait leurs travailleurs pour les envoyer dans la « construction navale ». En un mot, il montait de la base une vraie vague de critiques et de refus de cette ineptie évidente. Mais cela n'empêchait pas le travail sur les canaux de continuer. Je ne me rappelle pas exactement combien de temps il a duré, peut-être sept ans, peut-être même plus, dix ans.

Pendant ce temps, il était habituel d'obtenir la réponse suivante quand on cherchait quelqu'un : « il fait sa journée de travail au canal ». Quand le temps n'était pas clément, quand la pluie apparaissait sur les canaux, les jours suivants ils étaient au lit, l'absentéisme au travail augmentait. Je ne crois pas qu'il ait existé dans toute la Bulgarie un autre travail imposé qui ait provoqué un mécontentement plus grand que celui de cette « mer de Sofia ». Combien de fois des femmes ont pleuré devant moi parce qu'elles ne pouvaient même pas voir leurs enfants, leurs jours de repos étant consacrés au canal.

Avec le temps, avec les années, l'enthousiasme du parti et des journalistes pour le canal a diminué. Ils avaient découvert d'autres objectifs de mobilisation des masses. Mais le travail ne s'est pas arrêté pour autant, il a seulement diminué régulièrement ; on a continué à envoyer des gens travailler au canal jusque dans les années soixante ou presque. Je me rapelle, un jour, dans la salle de rédaction du « Front littéraire » quand le rédacteur en chef Gochkine a annoncé avec mépris que la construction du canal était arrêtée.

Il semble que les ingénieurs aient fait un essai, et que le canal ne soit pas arrivé à retenir l'eau. Il était situé entre Sofia et la montagne de Vitocha, donc plus haut que la capitale, et cette dernière est construite sur l'anti-

que cité de Serdika dont les canalisations romaines persistent sous les fondations. Les eaux de la future mer de Sofia auraient ainsi pu complètement inonder et même submerger toute la ville. Ce fut officiellement la fin de la première partie de cette tragi-comédie communiste, appelée « la mer de Sofia », c'est-à-dire le creusement du futur lit de cette mer.

Mais en réalité le travail n'était pas terminé : dans un deuxième temps, il fallait complètement combler les canaux creusés, et cela par le même moyen, les mêmes hommes et femmes inconnus et ordinaire qui avaient déjà fait le travail dans l'autre sens. Ce nouveau travail lui aussi a duré quelques années et a provoqué autant de mécontentement et de misère. Personnellement je n'ai pas participé à la deuxième partie car j'avais entre-temps changé de travail ce qui me dispensait de cette corvée.

Dostoïevski dans ses « Souvenirs de la maison des Morts » décrit les différentes formes de punition du directeur de la « Katorga » sibérienne, un major sadique qui se faisait lui-même appeler « tsar de Dieu » ; les prisonniers pouvaient supporter les punitions les plus dures, mais ce qui les démolissait le plus c'était le sentiment d'absurdité quand le directeur les obligeait à remplir de seaux d'eau un tonneau sans fond.

La mer de Sofia avec ses canaux navigables était un tonneau sans fond dans lequel ont disparu non seulement le travail et la peine de milliers de gens pendant des milliers de journées de travail, mais aussi autant d'argent gaspillé. Après des années pour creuser, puis pour combler ce qui était creusé, une nuit, l'écriteau de la gare de Pavlovo « Ici futur port de Pavlovo » a disparu. Comme dans un crime, les témoins effacent toutes leurs traces, tous les indices. Ainsi chez nous aujourd'hui, on ne trouve plus aucune trace ni des canaux, ni des bateaux, ni des ports dans le territoire des villages de Draglevzi, Simeonovo ou Drvenitza par où devait passer cette voie navigable.

Mais il y a une chose qu'on ne peut pas effacer malgré le temps et malgré le bruit étourdissant des haut-parleurs du parti : les

souvenirs des milliers et des milliers de gens qui répètent même aujourd'hui avec différentes variantes le célèbre mot d'esprit de ce simple paysan de Dragolevzi à qui on reprochait d'arriver en retard à son travail : « Hé, j'ai attendu le bateau, j'ai attendu, il n'est pas venu, je suis parti à pied... »

Pour moi, cette malheureuse histoire de la mer de Sofia est caractéristique car elle illustre d'une manière vraiment typique l'irresponsabilité du régime en Bulgarie.

Si une affaire semblable arrivait dans un Etat bourgeois, l'idée même d'un tel projet serait détaillée par la presse, surtout par la presse d'opposition sous tous ses aspects techniques, économiques, etc. ; si malgré cela on tentait l'expérience, avec un même résultat, le gouvernement tomberait probablement. Ce qui est chez nous impossible. La presse officielle n'a pas dit un mot, bien que tous les rédacteurs considéraient la chose comme une lubie, une folie.

Quand nos organes du parti osent parler

d'honnêteté, il faut dire que l'histoire de la mer de Sofia les a marqués pour toujours du sceau de la malhonnêteté. Aucun membre du parti n'a jamais osé s'opposer à cet énorme gaspillage de forces humaines et matérielles, à ce gâchis. La morale du parti s'est exprimée sous son vrai visage, celui de la servilité, de la complaisance, de la complicité avec le chef du moment. Remarquons bien que, même aujourd'hui, aucune critique, encore moins aucune auto-critique sous n'importe quelle forme n'a été formulée au sujet de cette histoire. Aucune responsabilité n'a été recherchée, personne n'a été puni. Le sentiment de responsabilité a disparu dans le tonneau sans fond dont j'ai parlé. Ce phénomène qui est impensable pour n'importe quelle société qui se respecte, est chez nous une chose normale.

Quand je me rappelle les pluies torrentielles sur des milliers de gens mouillés jusqu'aux os, dans la boue, à Dragolevzi, secrétaires, dactylos, médecins, techniciens, dentistes,

etc., je me demande avec quel courage nos journalistes font un bruit du diable parce qu'un ouvrier a volé une bagatelle de 20 centimes. Comment peuvent-ils parier de vol, quand ils ferment les yeux devant une affaire aussi monstrueuse que cette histoire maritime. Comment les agitateurs du parti osent parler d'honnêteté civique, quand eux-mêmes embarquent en camions et à deux fois les gens, une fois pour qu'ils creusent, une fois pour qu'ils combent les trous. Et dans le Comité Central du Parti, organe suprême du pays, existe-t-il un seul homme probe pour poser la question importante : qui va payer l'addition ?

Quel « credo » communiste chantent les dizaines de petits poètes quand tout un peuple est traité avec un tel mépris. Il est probable que ceux du Comité Central ne savent rien, ne se rappellent rien car aucun parmi eux n'est jamais allé ni creuser ni effacer la mer de Sofia.

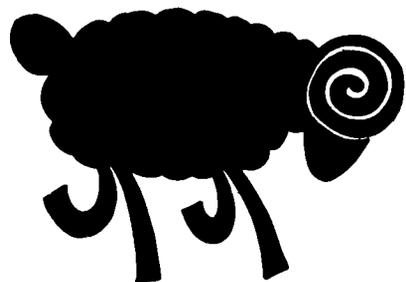
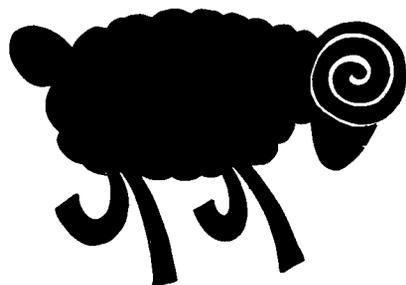
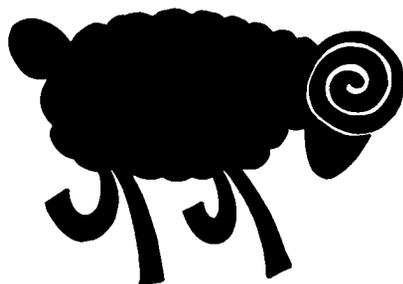
Guéorgui Markov



LA COMMUNE DE LENINGRAD

NOUS présentons l'interview d'un activiste de la « Commune » de Leningrad. En novembre 1978, à l'âge de 16 ans, il dut quitter l'URSS. Désirant ne pas rabâcher des informations déjà diffusées, nous avons procédé à des coupures. L'original de l'interview a été publié dans la revue autrichienne « Gegenstimmen ». La traduction est d'Iztok.





Question : Certains des principaux représentants du groupe d'Opposition de Gauche étaient actifs depuis février 1976. Que se passait-il à l'époque ?

Réponse : Des jeunes gens, lycéens et étudiants, tirèrent des tracts à l'occasion du 25^e Congrès du P.C.U.S. Ces tracts étaient pro-communistes et se prononçaient pour un communisme à visage humain. Le KGB arrêta Andrei Reznikov et Alexandre Shobov entre autres. Reznikov était étudiant à l'Institut d'Informatique. Comme il n'avait que 17 ans, il ne pouvait pas, selon la loi, être envoyé en camp de travail. Après deux mois dans une prison du KGB, il fut confié à une commission pour jeunes délinquants, renvoyé de l'Université et engagé dans l'armée pour deux ans. Shobov était alors étudiant à la faculté d'histoire ; d'autres étaient en dernière année de lycée ou en première année de fac. Leur tract se concluait par le mot d'ordre : « longue vie au communisme ! Vive la Nouvelle Révolution ! ». Le groupe était pro-communiste, pro-marxiste, mais il y avait aussi des anarchistes et des socialistes.

Q : Comment le groupe évolua-t-il par la suite ?

R : (...) Après la tentative de 76, Skobov organisa une commune à Leningrad. Il est très populaire chez les jeunes de voyager en auto-stop, et nous avons un certain système pour le faire. Par exemple, si tu veux aller de Leningrad à Odessa ou Novorosskisk, on peut te fournir des adresses de gens chez lesquels tu pourras manger et dormir. Par là, tu découvres qu'il y a ici et là des communes ; ainsi s'est constitué un réseau de jeunes qui restaient en contact.

Dans la commune de Skobov ne se retrouvaient pas seulement des gens de Leningrad, mais aussi de Moscou, des Républiques baltes et de Sibérie. Lorsqu'ils venaient à Leningrad, ils habitaient dans la commune. Arkady Tsourkov, alors étudiant à l'Université de Tartu, et Reznikov vivaient là de temps en temps. Ils formaient avec Skobov le noyau du groupe de Leningrad.

Q : Comment es-tu entré dans la commune ?

R : J'avais beaucoup d'amis à l'académie des arts : ces gens avaient l'habitude de se retrouver dans des cafés, comme le « Sphinx » ou le « Chateau Rouge » à Leningrad ; certains venaient de Moscou. Et comme ils avaient besoin d'un endroit pour passer la nuit, nous les aidions. Ainsi, je connus des gens qui fréquentaient Skobov et me présentèrent à lui ; nous devînmes amis.

Q : Peux-tu décrire la commune ?

R : Notre commune était en lisière de la ville à Primorsky Prospekt, à environ une demi-

heure en train du centre. Elle occupait le premier étage d'une maison en bois à deux étages. C'était Skobov qui avait rédigé les statuts de la commune. Il définissait la commune comme une petite société communiste ; tout y était à tous. Il ne reconnaissait pas la propriété privée ; il rejetait la violence. Il y avait une caisse pour les choses dont on avait besoin. La caisse était toujours ouverte. Chacun savait où étaient les clefs. Y vivaient cinq, par moment dix personnes et beaucoup venaient d'autres villes.

Q : Comment la commune est-elle devenue le centre d'un mouvement politique ?

R : On discutait beaucoup dans la commune ; on parlait de la situation interne, de la politique extérieure, des dernières nouvelles culturelles, de philosophie, etc. Nous sentions combien le système était hypocrite. Il y a tant de mensonges. Nous détestions le système des passeports, et le système économique, tel qu'il est planifié, toutes les décisions venant d'en haut. Le système scolaire était mauvais. Tout ce que nous étudions, était la version officielle du marxisme, les documents officiels du Parti Communiste, le livre de Brejnev, etc. On ne pouvait analyser l'histoire ou la littérature que d'après la version officielle.

Il y avait dans la commune une machine à écrire. Nous sortîmes des proclamations sur la politique du Parti et sur l'Etat, ainsi que sur ce que nous avions à faire contre. Nous appelions à manifester et à en parler publiquement. Nous avions l'habitude de présenter l'URSS comme non communiste et non marxiste, le Parti Communiste n'étant pas marxiste puisqu'en Union Soviétique tout le pouvoir est aux mains de l'Etat. Le communisme devait être une société libre. Nous pouvions concevoir la nécessité de l'Etat dans la construction du communisme, mais en URSS l'Etat ne sert que les intérêts des classes supérieures.

Q : Quelles étaient les principales tendances politiques dans le groupe ?

R : J'en nommerai 3 principales :
— les marxistes comme Tsourkov, Reznikov et Fedorova ;
— les anarchistes comme Khavine et moi. Skobov était mi-anarchiste, mi-marxiste ;
— plus encore trois démocrates de gauche comme Victor Pavlenkov qui venait de Gorki. Les démocrates de gauche n'étaient ni anarchistes, ni marxistes, ils prenaient seulement part au mouvement démocratique, pour les droits de l'homme, d'un point de vue de gauche.

Nous avions des divergences sur la stratégie et la tactique ; il n'y avait pas qu'une seule opinion.

SOLIDARITE avec les OPPOSANTS
des PAYS de l'EST et de l'URSS

LES COMMUNARDS- RÉVOLUTIONNAIRES

Q : Le groupe d'« opposition de gauche » projetait une « conférence générale de l'Opposition de Gauche ». Comment naquit ce projet ?

R : Skobo, Tsourkov, Fedorova, Reznikov, et d'autres allèrent à Moscou pour une réunion. A la réunion, les gens de Moscou comme de Leningrad projetèrent une conférence importante à Leningrad. On s'est mis à sortir « Perspectives » sur la machine à écrire de la commune. Nous en faisons 10 à 15 exemplaires par numéro mais beaucoup de gens le lisaient. Nous voulions diffuser surtout dans les universités et les lycées pour présenter nos opinions et trouver de l'appui.

Q : Quel était le contenu de « Perspectives » ?

R : Des articles très différents, des extraits de livres, des poésies. Le numéro deux contenait des analyses sur la situation présente en URSS et en tirait quelques conclusions ; par exemple que le plus nécessaire était de faire une révolution.

Q : La conférence a-t-elle eu lieu ?

R : Non. Le 12 août, la milice est venue et a mis l'appartement en pièces. La commune a cessé alors d'exister bien que quelques-uns y viennent encore.

Q : Qu'est-il advenu des meneurs ?

R : Le 14 octobre 1978 Skobov a été arrêté. Jugé le 16 avril 79, il fut condamné au traitement psychiatrique pour une durée indéterminée. Arkady Tsourkov a été arrêté le 31 octobre et condamné en avril 79 à 5 ans de camp de concentration ; plus 3 ans d'exil intérieur. Le 16 avril Khavine a été arrêté et condamné à 6 ans. Reznikov et Fedorova ont été relégués dans l'Altai, Victor Pavlenkov et moi avons dû émigrer.

LENINGRAD est le haut lieu de l'opposition d'extrême gauche en URSS. Après l'« opposition de gauche » justement on a appris l'existence d'une nouvelle organisation radicale, anarchiste : le groupe des « communards révolutionnaires ». Dans les années soixante, le nom de communard était souvent pris par les groupes léninistes de gauche qui se constituaient, notamment dans le Komsomol. Leur mot d'ordre principal était « le retour à Lénine ». Un mouvement existe depuis quelques années à Leningrad, celui des « jeunes communards ». Ce sont des jeunes qui vivent en communauté, et qui sont marxistes, trotskystes et surtout anarchistes. C'est dans un milieu favorable que sont apparus l'« opposition de gauche » et un groupe influencé par l'anarchisme, le groupe des « communards révolutionnaires ».

On sait relativement peu de choses sur les activités de ce groupe, car dès le début, pour déjouer la répression, il a été clandestin. Quelques-unes de ses actions sont cependant connues, bien que certaines restent à confirmer. En mai 1978, il aurait participé à l'organisation d'une manifestation contre la guerre sur la perspective Nevsky. La même année, et en commun avec l'Opposition de Gauche, il aurait tenu un faux cours de Diamat (matérialisme dialectique, cours politique obligatoire et peu apprécié des étudiants) à l'université de Leningrad. Devant 300 personnes, plusieurs étudiants ont parlé de Bakounine et Trotsky entre autres. Les communards révolutionnaires ont aussi édité plusieurs tracts.

Le 7 octobre 1979, trois membres du groupe sont arrêtés à Leningrad pour avoir écrit des slogans sur les murs et avoir collé des tracts. Les slogans disaient : « La démocratie, pas la démagogie » et « A bas le capitalisme d'Etat ». Les affiches demandaient « un ordre simplement anti-autoritaire » et s'opposaient au mal sous la forme de « la famille, la propriété privée et l'Etat ». Ces tracts étaient signés par le mouvement des communards révolutionnaires. Les trois personnes arrêtées, Vladimir Mikhailov, Aleksei Stassevitch et Alevtina Kotchenva, ont été accusés de « hooliganisme » et elles ont été condamnées le 25 décembre respectivement à 3 ans de camp à régime sévère pour Mikhailov et Stassevitch et 1 an et 3 mois de camp à régime sévère pour Kotchenva. Le jugement a été confirmé en appel, le 15 février 1980. Mikhailov et Stassevitch ont tous les deux refusé de se reconnaître coupables.

Mikhailov, né en 1952, travaillait comme mécanicien à l'installation de système de réfrigération à Dnipropetrovsk, Stassevitch était musicien, poète et artiste peintre. Ils vivaient en communauté dans l'appartement de Youri Zaïdenchnir. Ils étaient membre d'une commune de jeunes depuis 1975 (commune qui participa aussi à l'organisation de la manifestation contre la guerre). Lors d'une perquisition chez eux après leur arrestation, les documents suivants furent confisqués : de vieilles éditions soviétiques de Kautsky et Bebel, des œuvres de Marcuse et Fromm, des samizdats religieux et autres, y compris la « Chronique des événements courants » et des tracts signés par le mouvement des Communards révolutionnaires.

Wiebierski

PARCOURS DES DISSIDENCES



Depuis des années que l'on parle, en France, du goulag, que nous en reste-t-il ? Des larmes séchées, des souvenirs d'horreurs... mais, autant l'avouer : les camps de concentration soviétiques sont désormais banalisés et Sakharov ne fait plus les gros titres.

LE XX^e Congrès du PCUS en 1956, mériterait le titre de "congrès des dupes". Il a montré l'habileté d'un pouvoir absolu. Le fameux "rapport secret" dont la presse mondiale s'empara, constitua l'astuce suprême. Désormais, et pour plus de vingt ans, le stalinisme sera synonyme de goulag. L'horreur, l'absurde, seront dénoncés, traqués dans toutes les informations. Enfin ! dira-t-on. Mais en même temps un coupable solitaire sera désigné : Staline ! Quant au pouvoir soviétique lui-même, il sortait blanchi de cette opération et provoquait même une certaine admiration pour le courage de son auto-critique. A long terme, pour l'URSS, cela ne pouvait être que positif.

DEGEL ET REGEL VONT EN BATEAU

Mais, en 65, le champ de la critique reste apparemment aux yeux de tous, très ouvert. L'intelligentsia s'engouffre dans la dénonciation des aspects spectaculaires du stalinisme. Délaissant toute analyse politique de fond, oubliant que les premiers camps furent ouverts sous Lénine (1), tous les écrits de cette période de "dégel" s'attaquent à la partie visible (la plus scandaleuse sans doute), de l'iceberg soviétique.

Ainsi, pendant quelques temps l'illusion fut de règle : il paraissait possible de rénover le parti, de le nettoyer. Vieille thèse sur les mauvaises "directions ouvrières". Mais, le

"révisionnisme", même modéré, atteint vite ce que le pouvoir fixe comme frontière de l'acceptable. La destitution de Kroutchev sonna le glas de la rénovation du parti par lui-même. La dissidence pouvait naître.

"Penser autrement", en URSS, c'est être dissident. On peut le devenir à tout moment. Nombreux l'ont été, nombreux le restent. Mais "agir autrement", c'est devenir un dissident subversif, et cela comporte bien plus de risques.

Avec l'échec du "légalisme oppositionnel" des années krouchtévienne, la dissidence adopte une nouvelle tactique. Désormais, elle n'aborde plus le problème politique, elle se tient dans le cadre précis de la légalité et n'avoue officiellement qu'un seul objectif : faire appliquer et respecter la Constitution. Ce sont des juristes chevronnés et tâtillons qui se dressent face au pouvoir.

Le 5 décembre 1965, à Moscou, donne le coup d'envoi au mouvement. Une manifestation, qui réunit 200 personnes, est appelée par un texte signé "Résistance", dont un des auteurs est le mathématicien Essenine-Volpine. Le rassemblement a pour but de protester contre l'arrestation des écrivains Siniavski et Daniel, il se termine par de nombreuses interpellations. Mais, désormais, la stratégie des dissidents est fixée : se battre pied à pied, pour le strict respect des lois, tout faire pour obtenir la publicité des débats judiciaires. Leur interlocuteur et adversaire est donc le pouvoir ; leur porte-voix et leur outil, sera la presse occidentale.



L'écrivain Vladimir Boukovski :
condamné en 1972 à deux ans
de prison, plus cinq ans
de camp et cinq ans d'exil...

Les liens entre dissidents et mouvements sociaux (grèves, révoltes) sont inexistantes : c'est aux pays de l'Ouest que les dissidents s'adressent, et non à l'opinion publique russe.

L'écho rencontré en Occident par les procès va cependant gêner l'Union Soviétique. Le pouvoir "terni" par les dénonciations dissidentes, décide de réactiver les opérations du K.G.B.

PROFESSION : DISSIDENT

Dès son arrivée au K.G.B. en 67, Andropov va rénover et réajuster tous les services. La machine répressive devient, à la fois, moins brutale en apparence et plus efficace dans la réalité. Maîtres d'œuvre de cette politique : de jeunes cadres et des intellectuels nés et formés dans le giron du parti et dont Antropov a su s'entourer. Ils définissent deux lignes : limiter la dissidence et surtout, la marginaliser au maximum.

Pour la limiter, on diversifie la répression. Certes, les peines restent très élevées (Siniavski et Daniel sont respectivement condamnés à 7 et 5 ans de détention dans les camps), implacables (les procès se multiplient). Mais, en même temps, elles s'affinent : on met en place les hôpitaux psychiatriques et on déborde d'imagination dans les délits. A la violation de l'ordre public s'ajoutent, maintenant, l'hoooliganisme, le trafic de devises, etc.

Même si, procès à huit clos ou pas, la presse occidentale continue à donner un large écho à la dissidence, celle-ci, déjà limitée par ses orientations initiales, se trouve peu à peu enfermée dans un cadre "spectaculaire". Dans ces procès, à l'idéologie, le dissident oppose la loi. A l'anonymat de la répression, il répond par la publicité et le vedettariat. Les "professionnels" de la dissidence sont nés. Soljenitsyne, Sakharov, Guinzbourg, Boukovski... se partagent la "une" de la grêle de procès qui s'abat.

Mais, derrière eux et à travers eux, le parti s'attaque à une opposition plus diffuse. A travers les "Samizdat", très nombreux depuis 68, les analyses de la dissidence vont se diversifier. Dans la plupart de ces textes, il est difficile d'y trouver alors une critique radicale du régime. Mais on peut y repérer, des courants, des évolutions. Au fil des années, les "révisionnistes", plus ou moins proches du parti, se font moins présents, alors qu'augmentent les interventions des "démocrates" et des nationalistes plus ou moins religieux.

Dans les années 70, le courant "néo-radical" se trouve représenté par le marxiste Medvediev. Il développe une analyse assez limitée, puisqu'il fait du stalinisme "un phénomène profondément étranger au marxisme-léninisme", ce qui lui permet d'entretenir toutes les illusions, et notamment celle de croire que "c'est à l'intelligentsia que revient la tâche de guider les masses pour accroître ses initiatives et promouvoir, dans notre société, des traditions démocratiques". Medvediev était alors, cependant, un des rares dissidents à se méfier des rapports noués entre la dissidence et l'Occident.

Aujourd'hui, l'absence d'une opposition claire et franche est toujours notable dans la plupart des Samizdat. Au contraire, le courant "démocratique" y est dominant et produit des analyses pour le moins bizarres : "Nous considérons que le capitalisme assure aujourd'hui dans le monde, le plus haut niveau de vie, les plus grandes libertés individuelles et que la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes est criminelle et inutile".

ANDROPOV, FLIC NUMÉRO UN

L'atomisation de la société soviétique explique, en partie, la "minceur" des débats. Les mouvements sociaux, les grèves, ne sont connus que bien plus tard (par exemple, Novotscherkass qui eut lieu en 62, ne fut "officialisé" que dans les années 73). La cassure entre dissidents et société est donc liée aux structures existantes. L'Etat s'empresse d'ailleurs d'accentuer cette marginalisation de l'opposition en jouant sur des thèmes racistes ou nationalistes qui confortent les sentiments entretenus dans la classe ouvrière. Le thème des droits de l'homme, choisi par la dissidence, va accroître ce processus.

A la fin des années 60, la détente domine. Brejnev est au mieux de sa forme... En 68, l'ONU inaugure l'année des "droits de l'homme" et les dissidents s'en saisissent. La "Chronique des événements en cours", célèbre samizdat, va désormais y consacrer la majorité de ses articles. Ses sources d'information sont alors inépuisables, puisque les camps brejnéviens comptent, selon les sources, entre 1,7 et 5 millions de prison-

niers, dont 10 à 20000 "politiques".

Dans cette perspective, les groupes d'initiative pour la défense des droits de l'homme se succèdent et se ressemblent. Créés, comme le premier en 69, à l'instigation de quelques personnalités (Sakharov, Plioutch, etc.), il affirment toujours se situer dans le cadre de la loi et vouloir "prêter concours aux autorités pour la création et l'application des garanties des droits de l'homme". Il y a là, à la fois, comme une auto-limitation de l'action et une ironie face à l'Etat.

Poursuivant des buts analogues, est créé à Moscou en 76, le "Groupe de contribution à la réalisation des accords d'Helsinki",





signés l'année précédente. A la tête de ce groupe, Youri Orlov.

Si la stratégie de la dissidence n'a pas évolué depuis 10 ans, la répression, elle non plus, n'a pas cessé. Aux moyens traditionnels, s'ajoute maintenant, lorsque toutes les autres mesures répressives s'avèrent inefficaces, ou bien lorsque l'opinion internationale s'intéresse trop au contestataire, l'expatriation forcée. Soljenitsyne fut ainsi banni en 74 et on empêcha le biologiste Medvediev en 73 de revenir en URSS. A l'heure actuelle, tous les groupes dissidents, humanitaires ou non, subissent un sort analogue. La répression, l'isolement et les sunlights de l'Occident semblent avoir eu raison de la dissidence des années 70.

UNE GÉNÉRATION SE LÈVE

Même limitée dans ses objectifs, cette dissidence des années 70 avait tenté, à sa manière, de soulever la chappe qui pèse sur la population soviétique. C'est à partir de ce travail que naissent aujourd'hui des groupes ayant tiré le bilan des erreurs de la génération précédente.

Plus politisés, ils ne s'adressent plus à l'Occident mais tentent de briser les cloisons qui isolent les groupes sociaux entre eux.

En 78, naît le "Groupe d'Initiative pour la Défense des Droits des invalides en URSS" dont une des premières déclarations est un appel à la solidarité avec les victimes de la guerre en Afghanistan. Une façon de critiquer cette intervention militaire dans la technique du langage au deuxième degré si employé par tous les dissidents. L'année suivante, l'"*Almanach Femme et URSS*" dénonce l'exploitation de la femme soviétique devenue "l'esclave de l'esclave" comme l'écrit N. Malakhovskaïa.

On retrouve la même démarche dans le SMOT (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) créé en 1977. Ce "syndicat" se donne comme but "*de défendre ses membres en cas de violation de leurs droits dans les différentes sphères de leurs activités*" et il s'adresse au prolétariat. Même démarche encore du "Groupe d'Initiative pour la démocratie populaire" créé en 81 dont l'objectif est d'impulser "*dans un proche avenir, des organisations politiques, de tendances différentes et en les tournant vers les gens d'en-bas*" (2).

Après l'arrestation du groupe, il semblerait qu'il y ait même eu des relations entre celui-ci et le SMOT.

A un moment où la répression s'amplifie (décembre 82 : arrestation du dernier dirigeant "connu" du SMOT), la dissidence semble avoir évolué. Le "leaderat" est abandonné, de la même façon que le rejet systématique de tout socialisme. La dissidence paraît ainsi s'engager davantage sur la voie plus fructueuse d'une critique sociale de l'État soviétique. La période ouverte par le XX^e Congrès, ses illusions, sera peut-être alors définitivement close.

Violette MARCOS

(1) Cf. Soljenitsyne

(2) Cf. la revue "Variantes" dans l'interview parue dans "L'Alternative" (mars/avril 82).



L'Institut Serbskii, 23, rue Kropotkine, en plein centre de Moscou.

POUVOIR MILITAIRE ET MODELES DE DOMINATION

L fut un temps où on ne pouvait mettre en doute, ni même s'interroger sur le régime soviétique, sans être soupçonné, de soutenir le camp impérialiste yankee, ou d'être un "laquais des réactionnaires". Cette période semble définitivement close. S'interroger sur la nature sociale de l'URSS est aujourd'hui très à la mode. A gauche, surtout, les analyses foisonnent. Castoriadis ne fait pas partie de cette "tardive compagnie". Dès les premières années de l'après-guerre, il commence à s'intéresser à l'URSS, en fondant à Paris, avec Claude Lefort, la fameuse revue "Socialisme ou Barbarie".

Né à Athènes, Castoriadis y a fait des études de droit, d'économie et de philosophie. Au début de l'occupation italo-allemande de la Grèce, il fonde, avec d'autres communistes dissidents, un groupe de résistance en opposition avec le Parti communiste officiel. Par la suite, il adhère à l'organisation trotskyste de Spiros Stinas, où il militera jusqu'en 1945, avant de s'ins-

taller en France. Depuis lors, son intérêt pour les "pays du socialisme réel" ne s'est pas démenti. Son influence sur les groupes d'extrême-gauche français s'est accrue : ses analyses étaient monnaie courante parmi les acteurs de mai 68. Aujourd'hui Castoriadis enseigne à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels "La société bureaucratique", "Devant la guerre", et depuis quelques années il a cessé de se définir en tant que marxiste.

Cet abandon ne l'a cependant pas poussé (comme bien d'autres intellectuels de sa génération) vers des positions sociaux-démocrates ou libérales, mais plutôt vers un "libertarisme" toujours plus accentué.

L'entretien ci-contre a été réalisé par nos camarades de la revue "Comunidad" au cours du colloque "Modèles de totalitarisme et d'impérialisme soviétiques", organisé à Milan par le Centre d'études libertaires "Pinelli".



Entretien avec Cornelius Castoriadis

PLUS de soixante ans après la révolution d'octobre, qu'est devenue la Russie ? En quoi se transforme un régime totalitaire qui connaît une si grande longévité ?

• Dans ton dernier livre, "Devant la guerre", tu dis qu'il ne suffit plus de décrire la Russie comme un pays où la technobureaucratie s'est transformée en classe dominante, où l'exploitation et l'oppression ont atteint des niveaux jusqu'ici inconnus dans l'histoire moderne. Quels sont les éléments nouveaux ?

• Pour pouvoir te répondre, il est nécessaire de faire quelques remarques préalables. En premier lieu, il faut souligner que la terreur de masse, sous sa forme stalinienne, a disparu. Certes, il y a une répression totale, mais celle-ci est en quelque sorte plus efficace, c'est-à-dire qu'elle parvient à maintenir la population

en état d'obéissance sans exécutions massives et sans détenir des millions de personnes dans des camps d'internement. La terreur classique de l'ère stalinienne n'était qu'un aspect de ce que j'appelle le "délire". Il n'existait aucune justification rationnelle à cette diffusion de la terreur : ni économique, ni politique. Le "délire" ne se manifestait pas seulement dans la terreur, mais aussi dans l'économie, et il existait même un véritable "délire idéologique" spécifique. Maintenant, ce "délire" a disparu. Actuellement, il y a certes des mensonges en quantités énormes, mais ils ne constituent pas un "délire". Le mépris total de l'efficacité, qui était caractéristique de l'ère stalinienne, a disparu. Il n'est plus question d'attribuer les échecs des différents plans-programmes à l'activité de sabotage des anarchistes ou des trotskystes. Il n'existe même plus cette construction totalement fictive de la réalité.

Un autre élément important qu'il faut prendre en considération, c'est la décomposition, et même pratiquement la mort, de l'idéologie. Une idéologie doit, d'une part entretenir une certaine relation avec l'universalité et la rationalité ; d'autre part, elle doit

jouer un rôle dans la formation de la réalité sociale. Ce n'est pas le cas en Russie aujourd'hui. Le marxisme-léninisme est devenu un rituel qui ne cherche même pas à être cohérent. De plus, les "patrons rouges" ne cherchent plus à exercer un contrôle total sur la réalité. Le régime a renoncé à contrôler la pensée et l'âme des gens. Bien sûr, si quelqu'un s'affiche ouvertement en tant qu'opposant au régime, il finira en hôpital psychiatrique, en camp d'internement ou, dans le meilleur des cas, il perdra son emploi. Mais s'il ne conteste pas, il sera laissé en paix. Le régime se limite à contrôler les comportements extérieurs. On peut dire qu'il est devenu pavlovien et skinnerien en renonçant à la super-socialisation des personnes. A l'inverse d'hier, le régime penche aujourd'hui vers la privatisation, les petites carrières personnelles et la vodka.

• Mais ces éléments que signifient-ils ? Que nous disent-ils sur le régime actuel ?

• Il faut d'abord comprendre qu'il y a eu un échec de l'instance du totalitarisme, comme a échoué également toute tentative d'auto-

réforme de la bureaucratie. Avec la mort de Staline on pensa, et beaucoup continuent à le penser, que la bureaucratie se réformerait par elle-même et que la société russe évoluerait vers ce qui, d'un point de vue universitaire ou celui d'un idéologue occidental, est un état normal vers lequel tendent toutes les sociétés : un peu de démocratie et un peu de marché libre. On s'intéressera alors aux réformes introduites dans le système bureaucratique, ainsi qu'aux tendances vers une plus grande rationalité économique, dans un sens occidental. On a cru pouvoir analyser le problème de la société russe selon les schémas de la sociologie américaine, c'est-à-dire comme des enjeux et des compétitions entre des groupes d'intérêts. Mais les choses n'étaient pas ainsi. En effet, il y eut deux tentatives de réforme depuis le sommet du système. La première fut celle de Malenkov, qui voulait augmenter la production des biens de consommation, et qui fut très rapidement éliminé, avec l'intervention d'ailleurs de l'armée. La seconde tentative fut celle de Khrouchtchev qui voulait surtout limiter les armements militaires. Et Khrouchtchev fut éliminé par une coalition qu'intégrait également l'armée. Depuis lors, on n'assista plus à aucune tentative d'auto-réforme. Aujourd'hui que le Parti communiste est devenu un *parasite historique total*, nous assistons au fantastique développement du secteur militaire, à tel point que toutes les grandes questions concernant la société russe ne peuvent être résolues sans l'accord de l'armée, et c'est ce qui me fait dire que l'armée s'est transformée en la force dominante de la société russe. Aujourd'hui, le pouvoir en Russie est un "pouvoir stratocratique" (1), c'est-à-dire une structure qui voit l'armée assumer, en tant que corps social, la direction de la société.

• **Pourtant l'armée ne semble pas gérer directement le pouvoir, elle n'occupe pas une "position centrale" dans la structure du pouvoir soviétique... ?**

• Je crois que pour comprendre ce qui est en train de se passer il est nécessaire d'oublier les catégories sociologiques jusqu'ici connues. Avant tout, il faudrait se demander ce qu'est le pouvoir. Est-ce simplement l'appareil formel ? Il y a aujourd'hui en Russie une nouvelle *articulation* du pouvoir que nous ne pouvons pas expliquer avec les modèles que nous connaissons. Dans ce cas, il ne s'agit pas seulement de l'émergence d'un pouvoir militaire, mais d'un phénomène nouveau, un phénomène cosmo-historique qui est représenté par cette armée moderne industrialisée. Une armée qui implique, pour exister, un tel complexe industriel, n'a jamais existé. Cette armée russe, en quel sens domine-t-elle ? A mon avis, c'est elle qui impose les grandes orientations, les grandes directives, les choix nationaux et internationaux. Ce secteur n'a aucun intérêt à détenir le pouvoir de nommer les instituteurs de la Sibérie orientale ou de fixer le prix des chaussures ; pour ces choses-là, il y a la bureaucratie du parti.

• **Le parti occupe-t-il encore une place importante dans la société russe ?**

• Comme je l'ai écrit dans mon livre *"Devant la guerre"*, il y a deux secteurs dans la société russe : le secteur civil qui ne fonctionne pas



ou qui fonctionne très mal, dans lequel il y a continuellement des pénuries de biens et des produits de mauvaise qualité ; et le secteur militaire, qui fonctionne parfaitement et qui a transformé la Russie en première puissance militaire mondiale. Cette situation a-t-elle une signification ? L'armée post-stalinienne est une armée d'ingénieurs du nucléaire, de l'électronique et de la chimie, d'ingénieurs de la métallurgie. En somme, une armée de spécialistes. Les différences entre secteur civil et secteur militaire croissent rapidement. On dirait que la société militaire est la seule partie efficiente de la société russe. Cette société militaire (je parle évidemment de la partie professionnelle de l'armée) est surtout une énorme industrie qui, selon mes calculs, doit employer approximativement quelque vingt millions de travailleurs, sur une force de travail totale de cent quarante à cent cinquante millions. Pour obtenir cette efficacité, il ne suffit pas de consacrer à la production une grande partie des ressources. Par exemple, depuis dix ans, 30 % des investissements russes vont vers l'agriculture sans que celle-ci cesse de se trouver dans la même désastreuse situation.

Il existe donc une organisation différente de la production militaire, dont nous pouvons aujourd'hui nous faire une idée grâce aux témoignages des dissidents. Si nous observons l'ensemble de la société russe, nous notons que la sub-société militaire est l'unique force vive du régime, alors que le parti est une espèce de cadavre vivant. L'on parvient ainsi à la conclusion que le totalitarisme, dans son sens classique, a laissé place à un nou-

veau type d'organisation sociale : la "stratocratie".

• **Cela a-t-il alors un sens de définir le régime soviétique comme un régime totalitaire, c'est-à-dire, caractérisé par des formes que nous connaissons et désignons comme telles (fascisme, nazisme...)?**

• Je crois qu'il faut reconnaître que nous nous trouvons face à un animal historique nouveau qui a en commun avec le totalitarisme classique une caractéristique, à savoir qu'il tend vers la force brute pour la force brute. Mais en dehors de cela, il y a de substantielles différences, puisque nous devons constater qu'en Russie l'objectif d'une domination totale sur la société a dû être abandonné. La domination continue d'être un objectif, mais en tant que domination externe. Pourquoi ? Je pense, qu'au moins dans le cas russe, le totalitarisme classique a échoué dans son objectif central : assimiler totalement les êtres humains à la société, ou en cas d'impossibilité, les détruire. Cet objectif s'est révélé impossible, et à mon avis l'échec du parti et l'émergence de l'armée traduisent cette impossibilité. Certes l'histoire n'est pas encore achevée, mais dans la mesure où cette évolution montre qu'il est impossible de dépasser les résistances du facteur humain, nous pouvons penser que les possibilités de lutter pour la liberté existent toujours. Et nous pouvons non seulement le penser, mais aussi tenter de le poser en actes.

(1) - "Strato", du grec, armée.

CASE LIBRE

Une page blanche
offerte en toute liberté

« IZTOK » (revue libertaire sur les pays de l'Est)

FONDÉE par un compagnon bulgare qui estimait que les problèmes de son pays étaient liés à ceux des autres composantes géographiques du **socialisme réellement inexistant**, la revue IZTOK est animée par un collectif libertaire composé notamment de ressortissants est-européens. Outre cette revue, en français, qui paraît deux fois par an et dont de nombreux articles sont repris par la presse (pas seulement libertaire) italienne, autrichienne, espagnole, etc., nous publions une revue en bulgare (20 numéros déjà parus).

Par ailleurs, le collectif participe à l'édition de textes qu'il reçoit de l'Est (cf. Pano Vassilev : *L'Idée des Soviets* et V. Litvinov, *Nestor Makhno et la question juive* édités par Volonté Anarchiste ainsi que G. Markox, *L'Odyssée d'un passeport* édité par Acratie). Notre collectif a également publié dans les Cahiers du Vent du Ch'min *Notes sur l'anarchisme en URSS de 1921 à nos jours*. Avis aux amateurs de tourisme politique : nous disposons de brochures libertaires en hongrois, polonais, tchèque, roumain, russe et nous sommes en train de traduire des BD anars dans ces langues.

Les cinq premiers numéros d'IZTOK en français sont épuisés : voici le sommaire des numéros que vous pouvez encore vous procurer :

• N° hors série, septembre 1982 : K. Modzelewski : **il n'y a pas de bon ou de mauvais marxisme**, P. Goma : **de la résistance à la dissidence**, M. Rubel : **Marx à l'Est**, V. Borissov : **contre l'injustice et l'exploitation**, A. Danciu : **introduction au problème tzigane à l'Est (1)**, L. Sochor : **l'ambivalence des réactions face aux événements polonais**, N. Trifon : **la Pologne, les mots et les choses**, V. Paraschiv : **sur les syndicats et leur fonctionnement en Roumanie**.

N° 6, mars 1983 : J. Suk : **la gauche radicale en Tchécoslovaquie**, A. Danciu : **introduction au problème tzigane (III)**, C. Reeve : **trois précisions sur la Pologne**, P. Chruszczynski : **en défense de Nova**, Avril : **bilan et avenir de la résistance en Pologne**, N. Trifon : **le mode de domination soviétique en Europe de l'Est**, M. Zemliak : **à propos de la démocratie**.

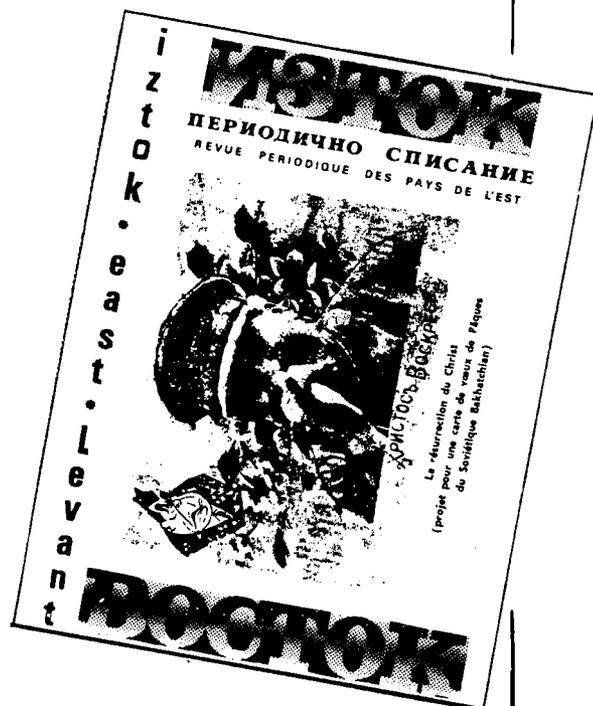
• N° 7, septembre 1983 : Wiebierski : **devant quelle guerre ?**, Dimitrov : **Bukovski contre le pacifisme**, Avril : **du pacifisme est-allemand à la guerre polonaise**, groupe Emanuel Goldstein : **déclaration constitutive**, A. Skobov : **ils ne passeront pas !**, M. Rubel : **Marx, Engels et la guerre**.

• N° 8, mars 1984 : Dossier Bulgarie (Meraklia, N. Tenzerkov, Dimitrov, Asparukh), E. Rzia : **l'idée de non-violence (samizdat)**, URSS : **du pacifisme considéré comme un délit**, groupe E. Goldstein : **inquiétantes tendances**, N. Trifon : **l'auto-gestion en Pologne depuis le 13 décembre**, A. Dierzki : **l'évolution de la conception officielle de l'Etat en URSS**, Wiebierski : **syndicalisme libre à Cuba**.

Dans le prochain numéro qui paraîtra en septembre, vous pourrez lire des extraits d'un livre publié en samizdat à Budapest l'année dernière et dont l'auteur, T.G. Miklos, animateur du **Mouvement démocratique** dans ce pays, se réclame de l'anarchisme, une lettre de Roumanie sur la **condition des femmes**, une étude sur la **littérature cubaine en exil**, et bien d'autres choses encore.

Partie prenante du mouvement libertaire international, nous ne bénéficions d'aucun support institutionnel (universitaire, partidar, humanitaire...) ni d'aucun appui économique. Nous ne les recherchons pas non plus, et pour cause.

Prix du numéro : 15 FF.
Abonnement pour 4 numéros :
50 FF (soutien : 100 FF).
Chèque à l'ordre d'IZTOK ; CCP Devinck 23
161 17 Z - Paris
Ecrire à IZTOK, BP 16109,
75422 Paris, Cedex 09



FRONTALETTE

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

20 FR. ■ - N° 378 ■ 14 MARS 1953 ■

AFRIQUE DU NORD par avion : 25 fr.

DIRECTEUR
POLITIQUE :

- FLORIMOND BONTE -

DEPUTE
DE PARIS

LE COEUR DE STALINE

*l'illustre compagnon d'armes et le prestigieux continuateur de Lénine
le chef, l'ami et le frère des travailleurs de tous les pays*

A CESSÉ DE BATTRE

MAIS LE STALINISME VIT IL EST IMMORTELE

*Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté
à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante*

A STALINE, A TOUT JAMAIS NOUS RESTERONS FIDELES

LES COMMUNISTES S'EFFORCERONT DE MÉRITER
*par leur dévouement inlassable à la cause sacrée de la classe ouvrière, du peuple, de la
démocratie et du socialisme, de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de la paix*
LE TITRE D'HONNEUR DE STALINIEN

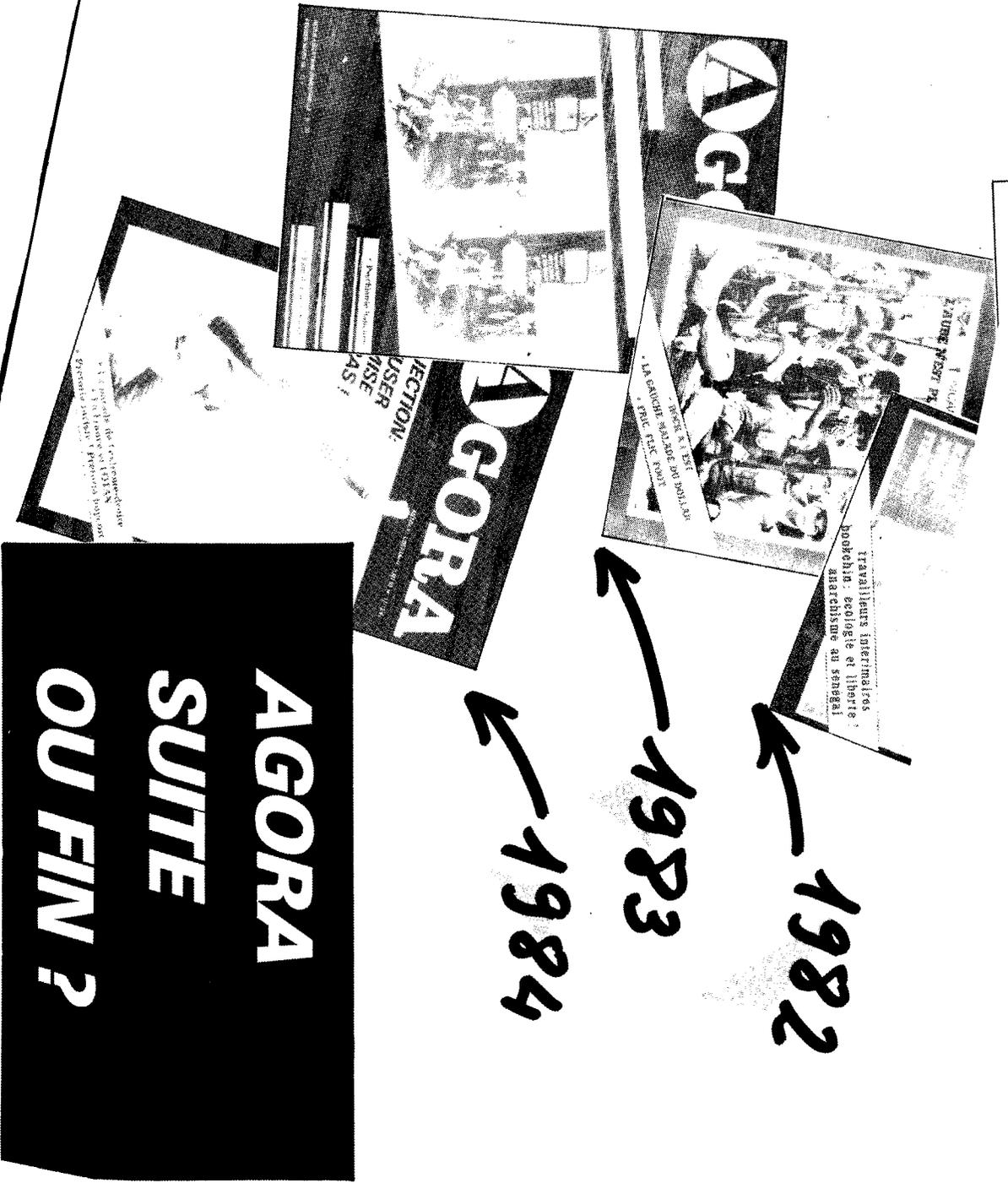
GLOIRE ETERNELLE AU GRAND STALINE

*dont les magistrales œuvres scientifiques impérissables nous aideront à rassembler
la majorité du peuple et à devenir la force dirigeante de la Nation*

SOUS LE DRAPEAU INVINCIBLE DE STALINE

en prenant pour modèle son glorieux Parti Communiste nous marcherons sur le chemin de la victoire

NOUS FERONS UNE FRANCE LIBRE, FORTE ET HEUREUSE



AGORA
SUITE
OU FIN ?

← 1982

← 1983

← 1984



AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE



AGORA



← 1980

← 1981



AGORA



... 750 lecteurs de plus, 67 francs
De petits chiffres pour un

DANS le concert social-démocrate actuel, le libéralisme trouve une seconde jeunesse. Les forces politiques traditionnelles de "gauche" se recentrent toutes frileusement autour des rares militants qui ont traversé sans broncher bien des reniements. L'apolitisme bon teint se répand à une allure si vertigineuse que certains croient y déceler la fin de l'Histoire. Un à un, les journaux et les groupes politiques qui se refusent à se laisser séduire par le "look" terrible de cette époque, disparaissent.

Pour nous aussi, à Agora, le danger est important, nous ne l'ignorons pas. Pire, nous ne voulons devenir ni une revue confidentielle ni un magazine pour vieux fossiles. Nous persistons à croire que la vie est plus marrante à vouloir la changer. Nous voulons nous acharner à voir, dans tous les instants de refus, si fugitifs soient-ils aujourd'hui, chez les ouvriers de Renault comme chez les anarcho-punks, une brèche optimiste dans l'atonie actuelle.

Quoi qu'en pensent les nouveaux prophètes, des échéances inéluctables existent : 86 en est une, les congrès confédéraux une autre, et l'existence toujours plus puissante de l'expression libertaire une troisième, non négligeable. Mais nous pourrions les multiplier à l'infini, ces moments qui nécessitent notre parole. C'est pourquoi nous devons continuer à poser les jalons de réflexions, d'informations et contribuer, à notre niveau, à changer bien des choses.

Réalistes mais également têtus, nous ne voudrions pas, par notre disparition, donner encore raison aux vautours modernistes.

← **réalistes,
mais têtus**

ON aurait pu pleurer : Agora va mourir ! On aurait pu essayer des réformes administratives ou des économies de bouts de chandelles qui auraient dénaturé le projet initial par une baisse de la qualité technique de la revue.

Aujourd'hui on veut seulement continuer ce projet, mais en s'en donnant les moyens matériels : cela veut dire que les lecteurs d'Agora existent mais que nous ne les touchons pas de façon systématique et, qui plus est, que nous n'en avons pas suffisamment la retombée.

Retombée politique d'abord : il faut que le collectif qui matérialise la revue puisse s'appuyer sur les expressions, les questions, les besoins ou les prises de position de l'audience qu'il a polariée. Cela veut dire écrire, participer, contribuer au développement d'une expression large et critique, constructive et plurielle...

Retombée matérielle aussi : c'est qu'Agora ne peut être financé que par ceux qui y ont un intérêt. Ceux qu'il rassemble, qui en attendent quelque chose (pas seulement dans la lecture des pages imprimées...) dans sa dynamique et sa pérennité, comme on dit.

Ceux-là lisent déjà Agora mais l'achètent-ils (culpabilisation), le paient-ils ou bien contribuent-ils à sa mort lente qui est la conséquence d'un coût supérieur à ses recettes.

Car, en effet, s'il est possible de faire un bulletin triste et sérieux, régulier et austère, juste et chiant, ce n'est pas le choix que nous avons entrepris.

Nous savons que l'attente existe d'une revue agréable à lire répondant à la nécessité d'ouvrir le débat sur l'actualité de la démarche/réflexion libertaire dans le monde actuel. Mais ces individus, nous ne pouvons les joindre que par vous qui connaissez déjà Agora. Ce n'est qu'à travers votre intérêt à développer l'audience d'Agora qu'il pourra vivre et ainsi élargir le champ de ses amis/supporters.

← **lecteur,
es-tu las ?**

PRINTEMPS 1980. Le numéro un d'Agora voit le jour : « nous croyons moins à la possibilité de notre entreprise qu'à sa nécessité ». Nous étions alors quatre personnes à « investir dans l'espoir », dans ces 52 pages maladroitement ronéotés. Nous faisons circuler ces « informations libertaires internationales » pour témoigner du temps et des pensées, de l'espace et des pratiques ». Cela fera bientôt 5 ans et 23 numéros parus. Avec beaucoup de changements, nous sommes aujourd'hui dix personnes : Agora est devenu, sans doute, l'une des plus belles publications du mouvement, son contenu a changé, s'est diversifié, l'international n'est plus qu'une rubrique parmi les autres. Culture, social, dossiers... ont fait leur apparition. La revue fait feu de tout sujet. Et en faisant le point sur ces cinq années d'activité, ces 1 000 pages imprimées, on s'aperçoit que, tout doucement, Agora a déjà gagné plusieurs paris. Celui d'une revue libertaire nationale publiée en province. D'une parution régulière et d'une croissance, lente mais sans interruption. Le seul appel à l'argent, à la solidarité a été entendu : « un local pour Agora », voilà maintenant deux ans que les lecteurs nous l'ont offert. Enfin, Agora est aujourd'hui connu et reconnu. Sa qualité technique ou la façon qu'il a d'aborder les problèmes, ont influencé pas mal de journaux de mouvements. Bien sûr, tout n'est pas parfait. Mais, avouez qu'il serait dommage que cette expérience en reste là. Que ces cinq ans d'activité passent à l'histoire comme un simple témoignage, nous ne pouvons nous y résoudre facilement. Construire un outil, le mettre au point, puis s'en débarrasser, ce ne serait pas très logique. Qu'en pensez-vous ?



• Mitr: de l'anti-leninisme • Pays-Bas: Squatters en lutte • Pa Chin, écrivain libertaire • La Colonne de Fer • Suisse: Faites de la salade avec l'Etat!

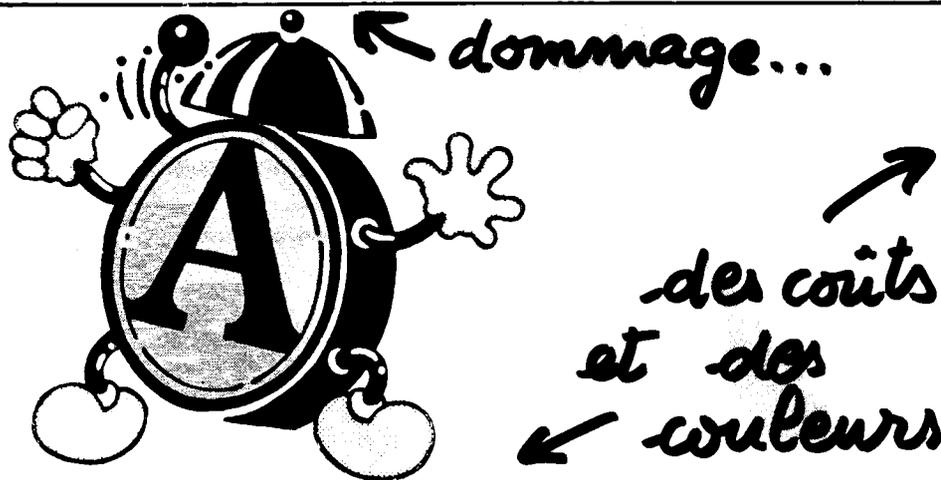
AGORA

FRANCE, TERRE D'EXIL ?

AGORA

de soutien par abonné, et Agora reparait. enjeu important. Quitte ou double ?

DOMMAGE. Automne 84 : Agora n'est pas au rendez-vous de la rentrée. La faute à un Big Brother facétieux ? à des lecteurs à l'élégante négligence ? à une équipe sans le sou ? Rayez la mention inutile. Et pourtant ce numéro était prêt. Pour vous donner quelques remords, voici ce que vous auriez pu lire si tout s'était bien passé. (PLEINS FEUX) : PCF, la chute ou le déclin ? (HEXAGONE) : Prisons, chronique de l'enfermement ; Fondation St-Simon : Le capitalisme soixante-huitard. (SANS FRONTIERES) : Les mineurs anglais en colère ; Guatemala ; Coca-Cola en grève. (ARGUMENTS) : Lettin, le cinéma de la guérilla. (NOTRE MEMOIRE) : Naissance de la Première Internationale. (COPY-RIGHT) : Paroles d'anarcho-punks. Des pluies de (GRAFFITOS), de livres, de communiqués et de bien d'autres choses encore. Pour la rentrée, c'est fini. Agora fait silence. Mais vous pouvez lui redonner la parole dès cet hiver. On n'attend que votre accord pour bâtir un nouvel Agora.



Un numéro d'Agora, vous connaissez son prix de vente. Pour équilibrer le budget en tenant compte des abonnements déjà en cours, il faut en vendre un millier environ.

Il n'y a que trois solutions pour régler le problème, en plus de l'arrêt :

— On fabrique moins cher. En ronéo, ça serait joli... Nous on préférerait la formule Agora...

— On continue comme ça sans rien dire en accumulant du déficit et on appelle au secours une fois par an (souscription). Bien sûr, on est parfois obligés mais un tel fonctionnement est absurde. D'autant que déficit signifie manque de lecteurs et ça, ça veut dire soit qu'on est à côté de la plaque politiquement (à ce point-là, on serait vraiment des zombies) soit qu'on n'a pas fait le plein des lecteurs potentiels.

Et c'est ça la bonne solution :

— Vendre suffisamment pour équilibrer les frais. Voilà l'objectif de ce 4 pages. Oui, bien sûr la période n'est pas vraiment la plus propice aux projets dynamiques et cotisateurs...

Mais il faut surtout se demander si nous avons fait tout ce qu'il fallait pour faire connaître Agora. Car enfin, 750 personnes qui s'abonnent ou achètent Agora, ça doit bien exister, non ? Ça serait désespérant, autrement...

Rendez-vous compte : pour régler le déficit accumulé et démarrer l'année avec les finances pour un numéro d'avance et la possibilité de toucher de nouveaux lecteurs, il faut : soit un effort des acheteurs actuels (toujours les mêmes qui trinquent) de l'ordre de 67 francs, soit que chacun d'entre eux fasse s'abonner d'autres personnes.

C'est pas le bout du monde, surtout quand on sait (ah ! les statistiques) que pour un numéro vendu, c'est 3 ou 4 qui le lisent en moyenne...

Alors, nous appelons à la délation : un tel lit Agora et le trouve sympa mais pas au point d'en acheter un entier, à lui et tout..., vite, son nom et son adresse et hop : magnanimes, on lui en envoie un gratos mais avec un joli bulletin d'abonnement et c'est bien le diable s'il n'a pas la larme à l'œil (sic) et le chéquier dégainé dans les 24 h... On peut croire à la réalité de ses désirs quand ils sont aussi terre-à-terre...

ENIGME ? AGORA n'a pas de dettes. Mais il n'a plus un sou en poche. Pour sortir un numéro normal dans sa forme actuelle, il nous en coûte 15 000 F. Pas cher ? Non, pas cher, mais il faut savoir que les camarades qui réalisent techniquement Agora (composition, imprimerie, façonnage) nous font des tarifs plus que préférentiels. Nous ne saurions rencontrer ailleurs cette solidarité et cette amitié. Voilà pourquoi nous ne nous permettrons pas de ne pouvoir régler un numéro dès sa parution.

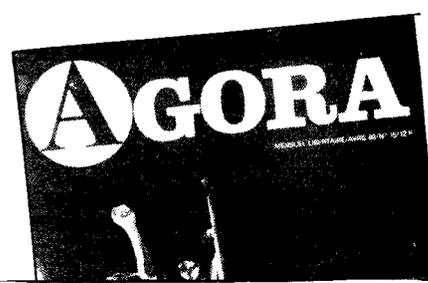
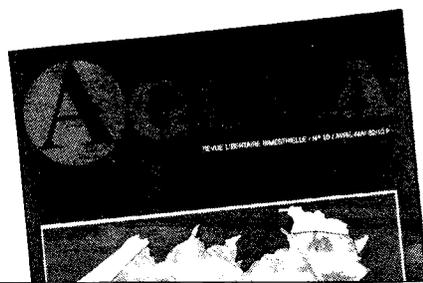
Aujourd'hui, Agora est tiré à environ 1200 exemplaires et compte quelque 300 abonnés. Ce n'est pas grand-chose. Fin du mythe d'Agora, revue à grand tirage. Le prix des fournitures augmentant beaucoup plus vite que le tarif des abonnements explique le vide de notre tire-lire. Alors, les choses sont simples, pour reparaitre il faut remplir deux conditions : trouver l'argent du numéro à venir et équilibrer financièrement la revue en gagnant de nouveaux lecteurs.

• Si chaque abonné nous fait parvenir la modique somme de 67 francs, alors, non seulement Agora reparait en décembre 84 (15 000 francs), mais cela nous donne une avance (5 000 francs) nous permettant une prospection importante de nouveaux lecteurs.

• Car pour que la revue ne soit plus en déficit, et en vendant l'exemplaire à 20 F, il nous faut trouver 750 acheteurs supplémentaires.

Un enjeu à deux chiffres : 67 F et 750 acheteurs. Une échéance pour les atteindre : le 15 novembre. Rien n'est impossible.

AGORA. Revue libertaire bimestrielle. **Correspondance** : AGORA. B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex. Tél. : (61) 59.24.01. **Prix du numéro** : 20 F. **Abonnement** : 5 numéros, 100 F ; Etranger, DOM-TOM, 110 F ; par avion, 130 F. **Abonnement de soutien** : 150 F et plus. **Pour tout versement** : AGORA, CCP 3.716-17 Y Toulouse. **Directeur de publication** : Solon Amoros. **Equipe de rédaction** : Tony Alvarez, Solon Amoros, Claude Ariso, Michel Auvray, Serge Etarcos, Juanito Marcos, Violette Marcos, Jean-Louis Nadar, Madi Nina, Marianne Salessse. **Composition** : SCOT Caractères. **Imprimerie** : SACCO. **Façonnage** : M.D.P. **Commission paritaire** : 62601. **ISSN** : 0245-3630. **Dépôt légal** : Septembre 1984.



DES revues libertaires, anti-autoritaires, il n'en manque pas et toutes ont un rôle à jouer. Mais Agora c'est aussi autre chose : une originalité dans le mouvement pris dans son ensemble et sa diversité. Une volonté affirmée dès le premier numéro (« faire la peau au sectarisme ») et qui ne s'est pas démentie depuis. Pour atteindre cet objectif, il ne suffit pas d'éviter les coups bas du dogmatisme, il faut aussi savoir se tenir éloigné de la langue de bois, des tabous, des états d'âme et des slogans en prise avec la réalité du monde où nous vivons. Les articles ne sont pas des tracts passés en fraude. Ils essaient chaque fois, dans leurs différences même, de mêler des données brutes des faits à la lecture libertaire qui peut en être faite. Variété de l'information, car on ne peut se mentir à soi-même... Cela suffit-il pour voir et la qualité technique est nécessaire pour convaincre. Alors, Agora a peu à peu amélioré sa présentation, pour se transformer en une carte de visite du mouvement libertaire, agréable à regarder, intéressante à lire. Bien sûr, nous sommes encore loin de ce que nous publions. Mais, dès à présent, nous pensons qu'Agora est devenue un cercle malheureusement restreint des militants. Elle est indépendante mais pas désengagée. Elle veut renouer avec le politique en le sortant du ghetto où nous l'avions tous enfermé. Tels sont les enjeux de sa réparation. La condition en est qu'elle puisse vivre de ses propres ressources. Pas simple, ni facile. Mais possible et nécessaire. Aux lecteurs de le confirmer. Nous ne demandons aucun accord ni adhésion, mais le droit à l'expression, le nécessaire à la parole. Nous ne voulons pas que, dès l'hiver 84, la voix d'Agora puisse faire partie de notre passé.



← 67

← 750

← 59.24.01

Q *UI refuserait de donner une somme modique pour qu'une expérience originale ne disparaisse pas, pour qu'une voix libertaire ne se taise pas ? Personne ? Alors, comptons. Il faut à Agora 20 000 francs tout de suite de réparation, augmenter son tirage et agrandir son cercle de lecteurs. Nous sommes 300 abonnés, donc 67 F chacun. Sans compter les autres centaines de lecteurs non-abonnés. 67 F ce n'est pas grand-chose, même pas le prix d'un livre. Mais, il faut faire vite pour éviter de perdre les acheteurs actuels par une trop longue non-parution. Trois cent fois 67 F pour qu'Agora ne se taise pas définitivement. C'est finalement vous qui allez décider de l'existence et donc de l'intérêt de cette publication. Quitte ou double ?*

A *GORA, vous le savez maintenant, est une revue à petit diffusion. Nous pensons, non seulement qu'elle mérite mieux, mais qu'un public plus important pourrait l'acheter et s'y retrouver. Encore faudrait-il que ce public en connaisse l'existence. Avec nos faibles moyens, pas question d'une vaste campagne publicitaire. Notre seule force, c'est vous : les lecteurs. Et c'est vous qui pouvez faire que cela change vraiment. Si chacun trouve deux ou trois nouveaux acheteurs pour Agora, le pari est gagné. Et tout le monde connaît dans son entourage, deux ou trois personnes qui seraient intéressées. Lire Agora ne suffit plus, il faut le faire connaître. C'est cet effort que nous vous demandons : abonnez-vous, faites abonner vos ami(e)s, envoyez-nous des adresses à qui nous feront gratuitement parvenir des exemplaires de notre revue. Un chiffre tout simple : 750 nouveaux acheteurs pour que revive Agora.*

L *ORSQUE des revues comme la nôtre ont des difficultés, elles lancent une souscription. Rien d'original pour nous. Mais Agora est une revue libertaire et même dans cette passe difficile, elle entend le rester. D'abord et c'est logique, l'argent de la souscription sera bloqué. Si Agora, malgré tous nos efforts, ne répare pas cet hiver, les sommes versées seront retournées aux souscripteurs. Ensuite, nous avons pensé nécessaire que l'ensemble de nos lecteurs puisse vivre, contrôler et intervenir dans la bataille à mener et dans la décision qui sera prise. A partir de la date de publication de ce 4 pages d'appel et jusqu'au 15 novembre où sera prise la décision (réparer ou disparaître), un répondeur automatique pourra d'une part recueillir vos messages, vos interventions, vos idées, vos avis... et, d'autre part vous tenir au courant, semaine après semaine, de l'écho rencontré par notre campagne. Au 16 (61) 59.24.01, Agora vous parle et vous lui parlez. Téléphonnez-lui !*